


Kaddour NAÏMI

***SUR L'INTIFADHA POPULAIRE
EN ALGÉRIE 2019***



Éditions Électrons Libres, juin 2019
ISBN : 979-10-97177-08-9
Copyright © by Kaddour NAÏMI juin 2019.

*La photo de couverture est de l'auteur,
prise le 17 mai 2019, treizième vendredi de la manifestation populaire à Oran.*

Le contenu de ce livre est offert gratuitement, sous licence . Elle consiste à mentionner l'auteur, reproduire correctement ses écrits, fournir les références nécessaires et le lien, sans utilisation commerciale, identiques conditions de partage si œuvre dérivée. Pour toute utilisation sortant du cadre de cette licence, telle, par exemple, une traduction dans une autre langue, adresser une [demande](#)

Bienvenus [commentaires et soutien](#)

Table des matières

Avant-propos

Du cri à l'organisation

S'organiser dans quel but ?

Rupture, mais laquelle ?

Forces et faiblesses du mouvement populaire

Trois pour, trois contre et deux conditions

L'urgence

Le « système » : pourquoi et comment le changer ?

Des adversaires du mouvement populaire et comment les neutraliser

Auto-organisation ou l'échec

Pour la phase constructive du mouvement populaire

Interrogations et réflexions

Phase critique : dialoguer avec qui ?

De nos rues s'élèvent les voix libres

Loi et légitimité

Indépendance nationale et libération sociale

Que vivent encore Larbi Ben Mhidi et Abane Ramdane !

« *Dégagez tous !* » sans « *Engageons-nous tous !* », à quoi sert-il ?

Le dilemme de l'intifadha populaire

Des représentants de l'intifadha populaire :

1. Sont-ils inutiles ?

2. Sont-ils nécessaires ?

« HIRAK » ou « intifadha » ?

Démocratie, mais laquelle ?

Dé-caporaliser l'université algérienne



Avant-propos

Au fur et à mesure du développement de l'*intifadha*¹ (soulèvement) populaire en Algérie depuis le 22 février 2019, les présents textes l'ont accompagnée. Il a semblé utile de les recueillir en un ensemble. Le but est de fournir une vue panoramique de ce mouvement social dans ses divers aspects.

Cette *intifadha* étant encore en développement, le recueil des articles l'est également. D'autres s'y ajouteront au fur et à mesure². Plutôt que classer les textes selon des thèmes fondamentaux, leur présentation en fonction de leur *date* de parution permet de constater quels *genres* de problèmes surgissent au fur et à mesure, et quelles hypothèses de solutions sont proposées.

L'indication de la *date* de parution des textes facilite l'appréciation de la *phase* d'évolution du processus social. La précision du *journal* de parution permet d'accéder éventuellement aux intéressants commentaires de lectrices et lecteurs.

Les textes ayant trait à la situation *précédente* au mouvement sont présentés dans le recueil intitulé « *Vers l'intifadha populaire en Algérie 2019* »³.

Quelques articles eurent des titres différents en fonction du journal de parution ; ils sont indiqués. Pour supprimer les répétitions inutiles, certaines notes ont été adaptées à ce recueil. Des erreurs typographiques, existantes lors de la publication des textes, ont été corrigées.

Kaddour Naïmi,
10 juin 2019.

¹ La justification de l'emploi de ce terme est fournie ci-dessous dans l'article « *Hirak ou intifadha ?* ».

² Pour le savoir, prière d'envoyer un message de courriel, avec l'objet « Textes nouveaux », à contact@kadour-naïmi.com

³ Les deux ouvrages « *Sur l'intifadha...* » et « *Vers l'intifadha...* » sont publiés en même temps. Le second est librement disponible ici : <https://www.editionselectronslibres-edizionalelectroniliberi-maddah.com/ell-francais-sociologie-oeuvres-vers-intifadha-algerie-2019.html>

Du cri à l'organisation

*Algérie Patriotique, 27 février 2019,
Le Matin d'Algérie, 4 mars 2019
sous le titre « Après la manifestation, et maintenant ? »*

Après les manifestations populaires de décembre 1960, où je connus mon plus grand bonheur, parce que j'ai vu le peuple algérien s'affirmer de manière indépendante, même du parti FLN qui dirigeait la guerre de libération nationale, voici le second jour de mon plus grand bonheur : le 22 février 2019.

Ce jour-là, celles et ceux qui furent traités avec mépris de « gâchi », de « populace », celles et ceux au sujet desquels certains déclarèrent « se tromper de société », et d'autres vouloir « changer de peuple », celles et ceux au sujet desquels un journaliste parla d' « obsédés sexuels » totalement engloutis dans l'obscurantisme religieux, enfin, ces hommes et femmes méprisés, dénigrés, calomniés ont fini par démontrer la dignité qui sommeillait en eux. Ces hommes et femmes, jeunes et vieux ont fait davantage. Ils se sont unis au-delà des clivages dans lesquels des oligarchies manipulatrices voulaient les tenir : une vision cléricale ou ethnique.

Et cette union, là est le meilleur, s'est réalisée sans partis, sans organisations, sans chefs. Certes ! il est possible que des agents occultes, cherchant à réaliser leurs seuls intérêts de caste, ont suggéré, agi pour attiser et encourager ces manifestations, en suggérant une unique revendication : le refus de la candidature de l'actuel chef de l'État. En effet, focaliser les revendications sur le seul refus de cette candidature, sans évoquer le droit fondamental à la justice sociale réelle, quelque soit le Président qui sera élu, risque de faire le jeu de ces agents occultes, en remplaçant une caste anti-démocratique par une autre, apparemment démocratique. Car il est fondamental de comprendre ceci : le problème essentiel et déterminant n'est pas uniquement une élection présidentielle, mais celui du choix d'un système social où la majorité d'un peuple ne soit pas exploitée



économiquement, dominée politiquement et conditionnée idéologiquement par une caste, fut-elle « démocratique ». La question primordiale, donc, ne se limite pas à changer de Chef, mais de système social. Certes, un long voyage commence par des premiers pas, cependant qui veut voyager loin ménage sa monture.

Il est vrai que les personnes qui ont manifesté l'ont fait d'abord et avant tout pour exprimer leur refus de continuer à subir l'humiliante « hogra », sous toutes ses formes et d'où qu'elle vienne. Cette humiliation est allée jusqu'à l'immonde : voir un journaliste, après avoir traité le peuple d'« obsédé sexuel », traiter les combattants de la guerre de libération nationale d'imposteurs et de profiteurs.

Voici que, finalement, celles et ceux exploités, dominés et méprisés ont osé occuper les rues, défier l'interdiction de manifester dans la capitale, ont su exprimer leurs revendications de manière pacifique, solidaire et même joyeuse !

Et maintenant ?... Comme partout et toujours dans le monde, celles et ceux qui ont eu finalement la conscience et la dignité de se manifester publiquement, doivent veiller à ne pas être récupérés, par quiconque, non seulement par leurs ennemis, mais également par leurs (faux) amis.

L'expérience historique le montre : les manifestations populaires sont nécessaires mais non suffisantes. Elles ne sont que la partie visible de l'iceberg citoyen.

Afin que la première démonstration pacifique citoyenne du 22 février 2019 ne se réduise pas à un vagissement avorté, à une récréation de défoulement sans lendemain, ou se prolonge par d'autres manifestations de rue semblables et rien d'autre, l'expérience historique mondiale montre ce qui reste à faire : constituer des comités de consultation, de discussion, égalitaires, libres et solidaires⁴, pour concrétiser un débat le plus démocratique entre les citoyennes et citoyens. Et, surtout, que non seulement aux jeunes, mais également aux femmes soit reconnu tout leur droit à la participation. Les femmes étant les plus opprimées du peuple, leurs suggestions seront les plus précieuses.

Que ces comités citoyens se forment partout : lieux de travail, d'études, d'habitation, de loisirs, en Algérie et parmi la diaspora, etc. Enfin que ces comités se choisissent parmi eux des représentants afin de réaliser la solidarité entre les divers comités.

⁴ Voir «Vers l'intifadha populaire en Algérie 2019 » / « Que faire ? », op. c.

Certes, cette entreprise n'est pas facile, mais elle est la seule manière pour un peuple d'apprendre à se gérer lui-même ; elle est, aussi, la base pour construire un ordre social réellement démocratique, parce qu'il sera le résultat réel de délibérations et de décisions populaires, égalitaires, libres et solidaires. Ce que l'autogestion populaire a d'unique et de merveilleux est ceci : elle n'est pas uniquement un *but* à attendre, mais un *moyen* qui est *en même temps* la réalisation immédiate et progressive de ce but. Quant à ceux qui, de bonne foi, considèrent l'autogestion sociale comme démagogique, anarchique, archaïque et j'en passe, qu'ils s'informent sur ce qu'elle fut réellement, en Algérie et ailleurs. Partout, elle ne succomba qu'à cause de la faiblesse des peuples, notamment en matière d'organisation, et, donc, de la force organisée de leurs adversaires.

Au contraire de tous ceux qui méprisent le peuple, faisons-lui confiance ! ... Rappelons-nous deux faits historiques significatifs. Le premier, ce furent les manifestations de décembre 1960, déjà évoquées. Le second est le suivant : juste après l'indépendance, en absence de patrons et de cadres d'une part, et, d'autre part, d'un État, nos parents ont su établir l'autogestion industrielle et agricole, et ont, contrairement aux calomnies, assuré la production de manière satisfaisante, jusqu'à ce qu'une oligarchie a constitué un nouvel État qui élimina cette autogestion... Dès lors, cette partie du peuple qui a manifesté dans les rues le 22 février 2019, de manière si intelligente, exprimant le plus haut et le plus beau niveau de conscience citoyenne, il lui reste à s'organiser de manière autonome, égalitaire, libre et solidaire pour trouver les solutions à ses problèmes, et faire du pays dont elle est citoyenne une nation démocratique et populaire, dans le sens authentique de ces deux qualificatifs, c'est-à-dire par le peuple et pour le peuple. Quant à celles et ceux qui détiennent un savoir social utile, il leur reste à s'organiser eux aussi en associations égalitaires, libres et solidaire, d'une part, et, d'autre part, à mettre à la disposition du peuple leur savoir social, en veillant à ne pas s'ériger en maîtres, dirigeants, chefs ni administrateurs. Leur rôle n'est pas de se servir du peuple, mais de le servir, car seul un peuple libre et solidaire est la condition de la liberté solidaire de toutes et tous.



S'organiser dans quel but ?

Algérie Patriotique, 4 mars 2019

Suite à la contribution précédente, il restait à préciser le but principal de l'auto-organisation citoyenne. L'examen attentif et objectif de l'histoire de l'Algérie, et cela depuis le Congrès de la Soumman de 1956, semble indiquer ce problème : le peuple algérien n'a jamais eu la possibilité d'exprimer ses désirs de manière égalitaire, libre et solidaire. Toutes les constitutions depuis lors rédigées le furent sans tenir compte des intérêts du peuple. Bien entendu, en paroles et formellement, ces constitutions étaient déclarées comme émanant et reflétant les intérêts du peuple. La réalité a toujours démontré le contraire : ces constitutions furent toutes élaborées et destinées à créer, maintenir et consolider une caste oligarchique exploitant économiquement, dominant politiquement et conditionnant politiquement le peuple.

D'où la nécessité de rédiger enfin une constitution qui soit réellement l'émanation des désirs et intérêts légitimes et authentiques du peuple. Or, - l'histoire des peuples le démontre amplement -, une constitution qui répond aux intérêts du peuple ne peut jamais être rédigée par des personnes hors du peuple exploité et dominé. La Constitution des États-Unis, celle de la Révolution française de 1789, et même la première et les suivantes de l'Union des Républiques « socialistes soviétiques » et autres républiques prétendument « populaires » n'ont pas répondu aux intérêts du peuple mais aux castes oligarchiques qui prétendaient le représenter.

Voilà pourquoi une Assemblée Constituante, pour refléter et correspondre aux intérêts authentiques du peuple, quelque soit le pays considéré, ne peut être rédigée correctement que par ses mandataires authentiques. Pour l'être, ils doivent être choisis et élus de manière réellement libre, égalitaire et solidaire. Cela implique que ces mandataires soient sinon tous, du moins en majorité issus de ce peuple, autrement dit de cette majorité de citoyennes et citoyens exploités économiquement et dominés politiquement.

On objecterait : Mais comment des gens de ce peuple pourraient être capables de rédiger une constitution ?... Eh bien, c'est simple : qu'ils soient



consultés de manière correcte, que leurs désirs soient fidèlement exprimés, et que les spécialistes en la matière se contentent et se limitent à la stricte collaboration *technique*, celle servant les intérêts exprimés par le peuple, et non pas se servir des déclarations du peuple pour les déformer en les mettant au service d'une caste nouvelle.

Voilà pourquoi il semble que le meilleur moyen pour y parvenir est la constitution de comités citoyens autogérés, réellement libres, égalitaires et solidaires, réalisés dans tous les lieux d'agrégation sociale : travail, études, habitats, loisirs, etc., et cela du groupe social le plus petit (entreprise, immeuble, classe d'études, association, etc) au plus grand (du douar à la ville, finalement à la capitale).

Ces comités seront la base non pas d'une hiérarchie verticale, produisant des chefs commandant à des exécuteurs, mais d'une structure horizontale, produisant des mandataires en permanence contrôlés par leurs électeurs et susceptibles d'être révoqués à chaque moment si leurs électeurs estiment que ces mandataires ont outrepassé la mission qui leur est confiée.

Toute autre procédure, notamment engagée par des soit disant représentants du peuple, en particulier les partis politiques, quelque soit leur orientation politique, ne peut aboutir – l'histoire mondiale le démontre – qu'à la production d'une constitution servant la caste dont font partie les membres rédacteurs de cette constitution. Sans expression directe et sans contrôle direct et permanent du peuple exploité et dominé, il est impossible de produire une constitution qui reflète réellement ses intérêts. Affirmer cela c'est simplement dire ce que l'histoire des peuples montre, partout et toujours.

Donc, bienvenue à une assemblée constituante, mais si elle se veut réellement le reflet des intérêts du peuple exploité et dominé, que les membres de cette assemblée soit en majorité sinon tous des membres de ce peuple. Pour y parvenir du point de vue organisationnel, il semble que cela est possible par la création de comités citoyens autogérés dans tous les secteurs d'activité sociale, et fédérés de manière horizontale, tel qu'indiqué ci-dessus.

De cette manière, l'autorité dirigeante qui s'en dégagera sera le reflet du peuple, contrôlée par les mandataires du peuple, éventuellement modifiée et corrigée selon le même processus. Bien entendu, la présence des femmes devrait être égalitaire avec celle des hommes. Car le principe correct est déjà fourni par la sagesse populaire : On n'est bien servi que par soi-même. Ainsi, qui peut mieux servir des exploités économiques / dominés politiques sinon



eux-mêmes et elles-mêmes ? Éventuellement avec l'aide de détenteurs de savoir adéquat ?... Encore une fois, l'histoire sociale des peuples le montre : on ne fait pas le bonheur du peuple en dehors de sa participation directe, non pas celle manipulée et conditionnée par une caste (qui, évidemment, prétend toujours le servir), mais celle réellement libre, égalitaire et solidaire. Non ! Un patron capitaliste, un politicien, un intellectuel, un économiste, un sociologue, bref un soit disant « expert » ne seront jamais capables d'évaluer la valeur économique d'une force de travail mieux que le fournisseur de cette dernière. Non ! Un homme ne saura jamais apprécier et exprimer la valeur sociale d'une femme mieux qu'elle-même. Il en est de même concernant un jeune par rapport à un vieux, ou le contraire.

Bien entendu, certains accuseront ces considérations de démagogie, d'anarchie, d'utopie⁵ et autres stigmatisations. Est-ce un hasard si ce genre d'accusations proviennent uniquement de personnes qui ne sont pas directement exploités économiquement et dominés politiquement, mais au contraire profitent du système exploiteur-dominateur ?

Contrairement à ce que certains croiraient, par ignorance de l'histoire sociale des peuples ou par occultation intéressée de celle-ci, le processus indiqué ici pour parvenir à une assemblée constituante réellement populaire (laquelle, rappelons-le, ne peut être que libre, égalitaire et solidaire) , ce processus est possible. Il lui suffit de bénéficier de la volonté des citoyens et de ceux qui se prétendent en être l'élite représentative. Tout le problème est là, toujours et partout dans le monde.

⁵ Voir « *De l'utopie à la réalité : propositions* » in « *Vers l'intifadha...* », o. c.



Rupture, mais laquelle ?

*Le Matin d'Algérie, 7 mars 2019,
sous le titre « Changer, mais quoi ? »*

Depuis que l'être humain est capable de réfléchir, il a compris l'importance primordiale de définir les mots, afin d'élucider correctement la réalité. La langue française offre ce significatif rapprochement : les mots des maux. En effet, les maux nécessitent les mots exacts qui les désignent. Autrement, on est dans la confusion, laquelle profite uniquement aux dominateurs de toutes sortes, et jamais aux personnes qui veulent vivre de manière libre et solidaire.

Le mot « rupture » est invoqué par les uns et les autres, en ce qui concerne le futur prochain d'un pays, en l'occurrence l'Algérie. En lisant ce qui est mis dans ce mot, on constate que les contenus sont différents. Il est donc nécessaire de contribuer à la clarification qui s'impose.

Par rapport au système esclavagiste, le féodalisme fut une rupture, par rapport auquel le capitalisme fut la rupture, par rapport auquel un capitalisme étatique (présenté comme « socialisme » et même « scientifique ») fut encore une rupture. Mais, dans ces trois cas, la rupture fondamentale ne fut pas réalisée : l'exploitation *économique* et ses deux conditions, la domination politique et le conditionnement idéologique. Le féodalisme, le capitalisme privé puis le capitalisme étatique se sont contentés simplement de modifier la *forme* de cette exploitation économique. Pour le peuple travailleur, ce qui changea, c'est uniquement ceci : de l'exploiteur esclavagiste, il passa à l'exploiteur capitaliste privé, puis à l'exploiteur capitaliste étatique.

La seule fois où la rupture élimina l'exploitation économique quelque soit sa forme, ce fut quand le peuple travailleur (ouvriers, paysans, petits employés, membres de la petite-bourgeoisie, etc.) prit en main *lui-même* la gestion de la société, avec l'aide de personnalités éclairées, honnêtes, sensibles aux souffrances du peuple. Ces personnalités se distinguaient par une particularité fondamentale : se solidariser avec le peuple travailleur, en mettant à sa disposition leurs connaissances, mais sans jamais l'administrer,



le diriger, s'ériger en chefs, lui imposer leurs vues prétendument « scientifiques ». Cela se réalisa principalement lors de la Commune de Paris de 1871⁶, des soviets libres de Kronstadt et d'Ukraine⁷, des collectivités espagnoles⁸, de l'autogestion agricole et industrielle en Algérie. Dans ces cas précis, il s'est agi d'une rupture dans son sens le plus réelle, le plus authentique, bref dans son sens radical, à savoir éliminer la *racine* du mal social : l'exploitation économique.

Aussi, quand on entend ou on lit le terme « rupture », il est indispensable de savoir de quel genre de rupture il s'agit. Ajoutons aux formes de rupture relatives sus-mentionnées, qui sont les principales, ces formes de rupture tout-à-fait secondaires, par exemple la venue au pouvoir d'un Obama où d'un Mitterrand, d'un Trump ou d'un Macron. Chacun d'eux prétend opérer une « rupture » par rapport à ses prédécesseurs. Dans tous ces cas, le peuple travailleur ne fait que changer de dominateurs, avec, éventuellement, quelques quasi insignifiants changements dans les conditions de sa vie réelle, celle d'exploité économique.

Ajoutons cette autre précision. Le mot « rupture » ne s'entend pas de la même manière par un chômeur, un travailleur manuel dans l'agriculture ou dans l'industrie, un petit employé administratif, un professeur d'université, un petit patron d'une entreprise d'une dizaine de salariés, un patron d'une multi-nationale, un civil, un militaire, un laïc, un religieux, une homme, une femme, un jeune, un adulte ou un vieux, etc. Pourquoi ?... Parce que chacun souffre ou profite de l'exploitation économique à un degré divers, ce qui lui donne une conscience correspondante à sa condition matérielle d'existence.

Mais, dirait-on, où serait alors le dénominateur social commun ?... La nation ou la patrie ?... Est-ce possible, tant qu'y existe des exploiters et des exploités ?... La nation ou la patrie, que signifient-elles pour les exploiters sinon le droit d'exploiter la majorité des composantes de cette nation ou patrie ? Au contraire, pour les exploités, nation et patrie signifient-elles autre chose que le droit de vivre dans un territoire d'où est exclu toute forme d'exploitation ?... Dès lors, il faut veiller à savoir le contenu mis dans ces mots « nation » et « patrie ».

⁶ Voir Lissagaray, « *Histoire de la Commune de 1871* », disponible ici :

[https://fr.wikisource.org/wiki/Histoire_de_la_Commune_de_1871_\(Lissagaray\)](https://fr.wikisource.org/wiki/Histoire_de_la_Commune_de_1871_(Lissagaray))

⁷ Voir Voline, « *La révolution inconnue* », disponible ici : <http://kropot.free.fr/Voline-revinco.htm>

⁸ Voir Gaston Leval, « *Espagne libertaire 1936-1939* »

<http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http%3A%2F%2Fwww.somnislibertaris.com%2Flibro%2Fespagnelibertaire%2Findex05.htm>

Par conséquent, vouloir une « rupture » avec un système, soit ! Encore faut-il préciser par quel autre système il faut le remplacer. Ajoutons encore d'autres exemples. Les fascismes italien et japonais, le nazisme allemand, la « révolution » bolchevique, le putsch militaire de l'été 1962 en Algérie, les « révolutions » colorées ont tous été des ruptures, mais de quoi ont-elles accouché ?

Considérons un autre thème. Certains parlent d'éliminer la *corruption*. Soit !... Mais la réalité montre qu'elle existe toujours, à un degré plus ou moins grave, plus ou moins visible, dans tous les systèmes sociaux où demeure... l'exploitation économique de l'être humain par son semblable. Certains cite l'exemplarité de la Norvège comme le pays qui se distingue en premier comme non gangrené par la corruption. D'accord ! Mais ce pays ne fait-il pas partie du pacte impérialiste de l'OTAN ?... Quant aux multinationales des pays soit disant « démocratiques », seuls les non informés et les mal informés ignorent leur degré de corruption en matière fiscale. Ne parlons pas des « paradis fiscaux » gérés par les diverses oligarchies, en premier lieu l'anglaise. Toute oligarchie ne peut exister que par la corruption, laquelle fait partie de sa nature. Et cela parce que toute oligarchie vise et se nourrit par l'exploitation économique, laquelle est la forme la plus vile, la plus monstrueuse et la plus systématique de corruption sociale.

Ce qui est curieux à constater, c'est que la majorité des personnes qui parlent de « rupture » n'invoquent jamais cet aspect, qui forme pourtant la base de tout système social : l'exploitation économique de propriétaires (privés ou étatiques) du peuple travailleur.

En fait, est-ce vraiment curieux que cet aspect social fondamental ne soit jamais évoqué ?... N'est-ce pas parce que toutes les « ruptures » évoquées ne le sont pas par des travailleurs, - qui sont victimes précisément de l'exploitation économique -, mais par d'autres agents sociaux qui, eux, profitent de l'existence de ce fléau ?

Il y eut même plus grave : des leaders, à commencer par Lénine, ont déclaré vouloir l'élimination de l'exploitation de l'être humain par son semblable. Cependant, en réalité, une fois conquis le pouvoir, ils n'ont accouché que d'une autre forme d'exploitation, de privée devenue étatique, à commencer par la N.E.P. de Lénine lui-même ? Le vague de l'expression « Nouvelle Économie Politique » cachait sa nature réelle : capitalisme étatique.

Est-ce un hasard que les seules et rares fois où le mot rupture contient explicitement l'élimination de l'exploitation économique, ce sont des travailleurs *eux-mêmes* qui en parlent, de la Commune de Paris de 1871 à l'autogestion algérienne de 1962 ?

Dès lors, il ne faut pas s'étonner de cette constatation : le mot « rupture » est entendu différemment selon que l'on est victime d'une exploitation économique, et selon le degré de gravité de celle-ci, ou selon que l'on veut simplement changer une forme d'exploitation économique par une autre. Un exemple. Chasser le patron Ali Haddad, partie intégrante du système actuel, pour le remplacer par Issad Rebrab, qui n'en fait pas partie, est-ce la solution pour le peuple travailleur d'Algérie ?... Où donc Issad Rebrab a trouvé le capital financier qui lui a permis de devenir ce qu'il est ? Et n'a-t-il pas licencié des travailleurs parce que, semblables à des machines inutiles, ils ne lui servaient plus pour garantir son profit de propriétaire ?

Voici ce que montre l'histoire de l'espèce humaine toute entière, quelques soient la pays et l'époque. La rupture la plus authentique est celle qui met fin au mal des maux sociaux : l'exploitation économique de l'être humain par son semblable, quelque soit la forme qu'elle présente ; cette rupture ne peut être opérée que par les victimes de ce fléau social, quand elles en prennent conscience et savent comment la concrétiser.

Terminons par une observation empirique générale. Toute réelle rupture sociale apparaît uniquement en présence de deux conditions : quand, d'une part, ceux d'en « bas » ne supportent plus les souffrances dont ils sont victimes, et, d'autre part, ceux d'en « haut » ne parviennent plus à les dominer. Cependant, restent d'autres considérations dont il faut tenir compte : ceux d'en « haut » ont une longue expérience de dominateurs, tandis que ceux d'en « bas » ont une longue expérience de dominés ; à ces derniers reste à posséder la science de leur *libération par eux-mêmes*, s'ils ne veulent pas servir uniquement comme instrument d'une domination de forme inédite. Tout est là ! À ce sujet, les trois ouvrages indiqués dans ce texte en référence sont à lire et méditer.



Forces et faiblesses du mouvement populaire

*Le Matin d'Algérie, 9 mars 2019,
sous le titre « Perspectives du mouvement populaire ».
Algérie Patriotique, 10 mars 2019*

Dans la légitime euphorie et le bel enthousiasme qui caractérisent un mouvement populaire, quelque soit le pays et l'époque, il est de la plus haute importance de ne pas perdre de vue et de rappeler ce que les espérances de l'action contiennent de positif mais, également, de négatif. Souvenons-nous de ce qu'avait écrit un militant totalement dédié au mouvement populaire, durant la Commune de Paris de 1871. Je cite de mémoire : celui qui présente au peuple des promesses illusoires est aussi criminel que le géographe qui dresse des cartes erronées aux navigateurs.

Pour s'en tenir mouvement populaire qui a surgi en Algérie (comme d'ailleurs pour d'autres, par exemple le mouvement français des « Gilets jaunes »), on constate des critiques très pertinentes du système, mais elles ne vont pas jusqu'à des propositions claires, concrètes, praticables.

On lit également des revendications concernant des solutions, mais elles sont tellement générales qu'elles manquent de prospective pratique. Par exemple, réclamer la démocratie, la liberté, l'égalité, une Assemblée constituante, etc., soit ! Mais comment, concrètement, les réaliser ? À ce sujet, on parle de réunion des partis politiques dits d'opposition pour parvenir à un front commun consensuel. Mais la représentativité populaire de ces partis est trop inconsistante pour la tenir en considération. Le candidat Ali Ghediri propose une « rupture », sans préciser son contenu concret de manière suffisante ; il déclare s'appuyer sur le peuple, sans indiquer de quelle manière concrète. Ce qui en fait plutôt la figure de l'habituel « Sauveur ». L'histoire montre où ce genre de processus mène.

On avance, aussi, le recours à des élections réellement transparentes et démocratiques. Mais suffisent-elles ?... En effet, pour que ces élections satisfassent réellement les intérêts du peuple, il est nécessaire que les



électeurs sachent avec suffisamment de précision quels sont les enjeux et les solutions réels. Ce qui implique des informations et des débats les plus larges, clairs, démocratiques dans tout le territoire national. Donc du temps. Qui en est capable ?⁹

Les propositions les plus concrètes furent formulées par le général à la retraite Hocine Benhadid¹⁰.

À ma connaissance, une seule voix, celle du P.S.T. (Parti Socialiste des Travailleurs) s'est élevée pour proposer clairement, en employant l'expression exacte « *auto-organisation* du peuple », ce qui me paraît la solution la plus en mesure de garantir la concrétisation des revendications légitimes de ce peuple. Cependant, la déclaration du P.S.T. n'indique pas, au-delà du juste principe proclamé, la méthode concrète pour réaliser cette auto-organisation du peuple. Pour ma part, je m'étais efforcé à fournir quelques propositions concrètes¹¹. Il me semble utile d'ajouter d'autres réflexions.

Forces

Elles se manifeste par une expression *libre, spontanée* et *auto-organisée*. Nul besoin de chef charismatique, de leader politique « génial », d'intellectuel « savant », de « révolutionnaire professionnel ».

Un autre aspect de la force du mouvement populaire s'exprime par son aspect *égalitaire* et *solidaire*. Les citoyens et citoyennes en action proviennent de toutes les classes ou catégories sociales souffrant d'exploitation économique, assurée par la domination politique. Ainsi, on y trouve le chômeur, le travailleur manuel, le petit employé, l'étudiant, l'enseignant, jusqu'à une partie de la moyenne bourgeoisie, vieux et jeunes, hommes et femmes.

Enfin, la force du mouvement populaire est dans sa consistance. Elle est telle qu'elle fait trembler l'oligarchie qui domine ce peuple, au point que cette dernière menace d'employer l'ultime recours : la répression, pouvant aller jusqu'à son expression extrême. L'humanité ne présente aucun cas d'oligarchie qui, devant un mouvement populaire puissant et résolu, a

⁹ Voir « *Du meilleur moyen de voter* » in « *Vers l'intifadha...* », o. c.

¹⁰ <https://www.elwatan.com/edition/actualite/hocine-benhadid-general-a-la-retraite-les-algeriens-ne-doivent-pas-croire-aux-affabulations-de-gaid-salah-08-03-2019>

¹¹ Voir ci-dessus « *Du cri à l'organisation* ».

consenti à renoncer à sa domination. L'oligarchie a toujours préféré entraîner le pays dans l'apocalypse, plutôt que d'accepter de se voir éliminée par un mouvement populaire. Qu'on le déplore ou pas, ainsi est malheureusement l'histoire humaine.

Faiblesses

Mais tout mouvement populaire présente des carences.

En premier lieu, la *récupération* (détournement) du mouvement populaire au profit d'une caste (ou oligarchie) nouvelle, quelle soit ou non liée à des intérêts étrangers impérialistes. Bien entendu, les membres de cette dernière sont les plus virulents critiques de l'oligarchie régnante, d'une part, et, d'autre part, promettent monts et merveilles au peuple, en lui garantissant de faire son bonheur, parce que ces « sauveurs » possèdent la connaissance et l'expérience pour réaliser ce bonheur du peuple.

Ajoutons à ce phénomène un autre fait. Le peuple, pour être dominé, est toujours soumis à un conditionnement continu et systématique. Il consiste à lui faire croire, de la part de l'oligarchie qui le domine (ou qui vise à la remplacer), qu'il est totalement incapable d'auto-gérer ses propres affaires, sans préciser que tout est conçu par l'oligarchie dominante (ou celle qui vise à la remplacer) pour le mettre et le maintenir dans une ignorance telle qu'effectivement, ce peuple, dans sa grande majorité, finit par être convaincu qu'il a absolument besoin de « bergers », de « guides », de « maîtres », d'« experts » pour lui montrer comment réaliser son propre bonheur. Évidemment, le peuple est dépourvu de diplômes universitaires et de savoir social spécialisé. Cependant, les uns oublient, par bonne foi, d'autres occultent, par calcul, ce fait : un exploité est le mieux placé pour savoir ce qui lui est contraire et ce qui lui est favorable. Par conséquent, tout « expert » qui, prétendant « connaître », n'accorde pas la parole à un exploité parce qu'il se croit mieux capable de savoir quel est l'intérêt d'un exploité, cet expert est un manipulateur, quelque soit sa supposée bonne intention. L'exemple le plus funeste et le plus calamiteux fut et reste le marxiste. Dans les efforts modernes d'émancipation sociale, l'idéologie de Marx fut, selon l'expression de Proudhon, « le ténia du socialisme ». La pratique historique lui a malheureusement donné raison. Comme toujours, et

selon le proverbe populaire, il s'agit de se prémunir de ses « amis » ; ils sont plus difficiles à discerner et à combattre que les ennemis.

On pourrait objecter : mais comment expliquer l'ascendant que le marxisme eut et continue (un peu moins) à avoir sur les mouvements d'émancipation sociale ?... Mon hypothèse est la suivante : c'est parce que la mentalité autoritaire demeure encore prépondérante au sein des peuples. J'y reviendrai dans une autre contribution.

Dans ce cas, l'histoire humaine l'a montré à qui est capable de la voir sans lunettes idéologiques préconçues : le mouvement populaire ne sera qu'un moyen (levier, occasion) opportuniste pour une oligarchie nouvelle de remplacer la précédente. Bien entendu, quelques améliorations concrètes dans la vie sociale du peuple pourraient se voir réalisées, mais la base même du système social demeure intacte : l'existence d'un peuple géré par une oligarchie qui en tire ses privilèges, et cela par la perpétuation d'un système social constitué de détenteurs (privés ou étatiques) de moyens de production, d'une part, et, d'autre part, de citoyens réduits à vendre leur force (physique ou intellectuelle) de travail aux conditions fixées par l'oligarchie dominante nouvelle.

Autre carence du mouvement populaire : le risque d'être étouffé par une répression institutionnelle adéquate.

Organisation et autorité

Les militants les plus riches d'expérience pratique et de conscience théoriques sont unanimes, partout dans le monde, à faire une constatation : tous les mouvements populaires surgis dans l'histoire humaine ont échoué à cause de carences internes au mouvement, à savoir une organisation inadéquate et une autorité insuffisante.

En effet, les mouvements populaires nés de manière spontanée, parce que soucieux d'égalité, de liberté et de solidarité, ont tendance à répugner à l'existence, en leur sein, d'une forme d'organisation et d'un exercice d'autorité. Les citoyens et citoyennes craignent, et parfois constatent, que cette organisation devienne rapidement autoritaire, créant une forme inédite de domination entre une caste de chefs décidant et dictant ce qu'il faut faire à une majorité réduite à exécuter. Ce phénomène est une tendance observable partout.



Cependant, sans organisation adéquate, aucun mouvement populaire ne peut concrétiser ses buts. Et sans disposer d'une autorité pour concrétiser ses revendications, aucun mouvement populaire ne peut réussir.

Tout mouvement populaire exige donc une organisation et une forme d'autorité qui correspondent à ses caractéristiques : autonomie, égalité, liberté, solidarité. À ce sujet, les expériences historiques montrent les difficultés et l'extrême complexité. Le problème est celui-ci : il s'agit d'affronter positivement l'adversaire, lequel dispose d'une organisation et d'une autorité hiérarchiques qui ont leur efficacité, en matière de domination sociale. Il s'agit donc pour le mouvement populaire d'opposer à ces organisation et autorité, hiérarchiques parce que dominatrices, des formes d'organisation et d'autorité conformes aux aspirations populaires, à savoir égalitaires, libres et solidaires. En l'absence de cela, l'histoire enseigne : tout mouvement populaire échoue et finit par être récupéré par une oligarchie nouvelle, peut-être moins dominatrice mais, cependant, toujours exploiteuse. Ce fut le cas de l'oligarchie féodale qui a remplacé celle esclavagiste, de l'oligarchie capitaliste qui a remplacé celle féodale, de l'oligarchie étatiste « socialiste » (ou « communiste ») qui a remplacé celle capitaliste privée.

Depuis l'apparition du marxisme, le problème le plus grave semble résider dans un fait. Les marxistes, qui se déclarent les plus sensibles et conscients des revendications populaires, ont le fatal défaut de toutes les castes autoritaires : au nom de leur savoir, prétendre assurer le bonheur du peuple sans sa participation directe, en se limitant à lui demander d'approuver leurs décisions puis de les exécuter. Là encore, l'histoire sociale a montré que le peuple ne fait que changer de caste dominatrice.

Évitons un malentendu. Pour le mouvement populaire, il ne s'agit pas de rejeter par principe toute aide, toute proposition, toute contribution venant de personnes se présentant comme au service des intérêts du peuple, encore moins de les ignorer ou les dénigrer. Le peuple a besoin de toutes les solidarités et de toutes les connaissances possibles. L'unique risque à éviter comme la peste c'est, pour le peuple, de perdre le contrôle absolu et total de son mouvement, en le déléguant à des représentants qui ne font pas partie de lui (parce que pas exploités économiquement), et qui, donc, risquent de récupérer le mouvement en leur faveur et au détriment du peuple. L'exemple le plus funeste fut celui-ci : suite au mouvement populaire en Russie, lequel surprit le parti bolchevique, y compris son chef Lénine, ce dernier

s'empressa de proclamer « Tout le pouvoir aux soviets ». Puis la réalité montra qu'en fait Lénine et son parti n'ont pas fait autre chose que chevaucher le mouvement pour parvenir à en prendre les commandes. Une fois Lénine et son parti parvenus à ce stade, les soviets furent transformés, par la répression militaire, en simples annexes de l'oligarchie nouvelle au pouvoir. L'appellation du pays comme « soviétique » fut une totale imposture, la première de la série, jusqu'à arriver à la République algérienne « démocratique et populaire », qui, depuis sa création, n'a rien de démocratique ni de populaire.

C'est dire, en conclusion, qu'en présence d'un mouvement populaire, l'euphorie n'est pas de mise à moins d'être conscient des enjeux, des espoirs et des risques en présence. Par conséquent, après avoir chanter victoire, parce que le peuple a osé manifester publiquement et en bon ordre, il reste à contribuer à la réalisation concrète de ses revendications légitimes. Ce but exige organisation et autorité efficaces, capables de garantir au mouvement populaire ses aspects autonome, libre, égalitaire et solidaire. Très difficile action, mais la seule à fournir des garanties sérieuses de possible victoire du mouvement populaire.

Le mérite de surgissement d'un puissant mouvement populaire, c'est de faciliter la prise de conscience et l'exercice pratique de l'auto-organisation citoyenne libre, égalitaire et solidaire. C'est à cette action que le peuple et ses vrais partisans devraient s'atteler le plus rapidement et le plus largement possible. C'est l'unique garantie pour éviter au mouvement populaire d'être récupéré par une quelconque caste, pour lui permettre de se maintenir, de se consolider, de s'élargir, de parvenir réellement à la concrétisation de ses légitimes objectifs pour, enfin, créer une société humaine sans exploitation économique, donc sans domination politique, ni conditionnement idéologique.



Trois pour, trois contre et deux conditions

Algérie Patriotique, 13 mars 2019

Le Matin d'Algérie, 13 mars 2019

Pour les personnes qui, comme militants et/ou théoriciens, ont sérieusement et honnêtement étudié l'histoire sociale des peuples, certaines observations sont élémentaires et banales. Par contre, pour d'autres personnes, ces mêmes observations sont, dans le meilleur cas, nouvelles et surprenantes mais cependant dignes de considération, et, dans le pire, absolument farfelues, incroyables et irrecevables. Ce second type de réaction n'est pas étonnant de la part de personnes ayant des intérêts matériels à défendre, dans le cadre d'une oligarchie dominante. Malheureusement, beaucoup de personnes qui sont victimes d'une domination oligarchique manifestent le même rejet. C'est à ces victimes que ce genre de contribution s'adresse.

À propos du mouvement populaire actuel en Algérie, un lecteur m'a écrit : « Actuellement, le mouvement de la dignité est un fœtus à l'état embryonnaire. De ce constat, à votre avis, quelle est la meilleure projection à faire pour arriver à jeter le socle de revendications unifiées, et aboutir avec des propositions à mettre à table face à ce régime ? »

Essayons de déceler ce qui peut unifier le mouvement populaire, afin qu'il soit en mesure de formuler des propositions qui servent ses intérêts.

En présence d'un phénomène social, la meilleure méthode est de penser local et actuel (ici et maintenant) en tenant compte du mondial et du passé (partout et toujours).

À ce sujet, quelque soit le pays et l'époque de surgissement d'un mouvement populaire, il s'agit de déceler quels sont les enjeux *fondamentaux*, au-delà des slogans proclamés. Ces enjeux comprennent ce qui est refusé, et, par conséquent, ce qui est voulu.



Les trois non

Qu'est-ce qui unifie un peuple, sinon ce qui intéresse sa grande majorité, indépendamment de ses spécificités ethniques, spirituelles, sexuelles et d'âge biologique ?... C'est la dépense de sa force de travail physique et/ou intellectuelle en échange d'un prix équivalent à l'énergie fournie. Or, le salaire en question est toujours inférieur à la valeur du travail donné. Ce qui est, toute personne raisonnable et équitable en convient, ni raisonnable ni juste.

Ce phénomène existe là où une personne privée ou un groupe de personnes occupant l'État sont en possession des moyens de production matérielle, généralement obtenus à l'origine par une forme plus ou moins déguisée de frauduleuse appropriation, privée ou étatique. C'est précisément cette possession qui permet à ces propriétaires d'acheter une force de travail physique et/ou intellectuelle à un prix inférieur à sa valeur, d'où le profit (l'enrichissement) qui en résulte sous forme de plus-value. Ce phénomène a un nom précis : *exploitation économique* de l'être humain par son semblable. Il faut donc dire non à cette exploitation économique.

Cependant, celle-ci, pour exister, a besoin d'être défendue par une *domination politique*, et légitimée par un *conditionnement idéologique*, religieux ou/et laïc... Par conséquent, dire non à l'exploitation économique implique absolument de dire non à la domination politique et au conditionnement idéologique.

Malheureusement, ce dernier est si fort qu'en général le peuple refuse la domination politique mais sans aller jusqu'à refuser également l'exploitation économique. Parce que le conditionnement idéologique est tel que le peuple ne comprend pas, ou pas suffisamment, que la domination politique existe uniquement parce qu'elle défend l'exploitation économique. D'où l'illusion fatale et néfaste de dénoncer la conséquence (domination) ou oubliant ce qui la cause (exploitation). C'est l'un des motifs de l'échec des mouvements populaires. Pour réussir, ils devraient exiger la radicalité (contrairement à ceux qui tremblent ou se scandalisent à la lecture de ce mot, il s'agit simplement et logiquement d'aller à la racine du problème), autrement ils ne font qu'accoucher d'une forme d'exploitation économique différente, toujours enjolivée de mots ronflants et trompeurs : le « libéralisme » privé



agite l'illusion de la richesse pour tous, tandis que le « socialisme » étatique promet le paradis sur terre.

Les trois oui

Les trois non ainsi décelés et précisés, il reste à indiquer les oui qui doivent les éliminer. Car il ne suffit jamais de se cantonner à dire non à quelque chose ; il reste encore à savoir à quoi dire oui.

L'élimination de la racine du mal social, à savoir l'exploitation économique, exige de dire oui à trois impératifs : *égalité, liberté et solidarité*.

En effet, sans égalité entre les citoyens et citoyennes, la liberté reste limitée à des castes privilégiées au détriment de la majorité du peuple ; cela signifie qu'une minorité de personnes (les possesseurs, privés ou étatiques, de moyens de production) ont la « liberté » d'exploiter économiquement les autres, donc la « liberté » de les dominer politiquement, donc la « liberté » de les conditionner idéologiquement à ce genre de « liberté ».

Certains objecteront : mais si vous critiquez la possession étatique des moyens de production, en considérant l'État comme exploiteur, quelle autre forme de possession des moyens de production peut exister ?... La possession collective des moyens de production par celles et ceux qui y mettent leur force de travail physique et intellectuelle. Cette forme a existé partout où l'auto-gestion fut instaurée. À ce sujet, hélas !, le « socialisme » étatique a eu la grave et immense imposture de confondre l'État et la collectivité des citoyens, ce qui lui a permis de constituer une caste d'exploiteurs de forme inédite, qui, depuis 1789, s'est présentée comme « révolutionnaire », « républicaine », « socialiste », « communiste » ou « populaire ».

Revenons à l'égalité et à la liberté. Sans solidarité, les deux premières restent cantonnées à des castes privilégiées aux dépens de la majorité du peuple. En effet, nous avons alors des « égaux » mais pas tous égaux (les égaux parce que membres de la caste dominatrice, et les « égaux » parce que membres de la majorité dominée), et nous avons la « liberté » des exploiters économiques, et la « liberté » des exploités de vendre leur force de travail à un prix inférieur à sa valeur réelle.



Cependant, l'histoire montre ceci : la solidarité n'a jamais existé, et ne peut l'être entre la personne qui tire sa jouissance de l'exploitation économique d'une autre personne, et cette dernière. La solidarité ne peut exister qu'entre les membres partageant les mêmes intérêts matériels (comme exploités ou exploités).

Or, les exploités savent généralement se solidariser, parce qu'ils sont très conscients de sa nécessité pour pouvoir dominer politiquement. Malheureusement, les exploités, conditionnés idéologiquement par une certaine vision opportuniste de la religion et/ou de la morale, peinent à se solidariser. Ajoutons que les dominateurs exercent toutes sortes de moyens pour causer et maintenir la division parmi les victimes. Ainsi, ils ont recours à des catégorisations comme la religion (telle religion contre une autre ou contre l'athéisme), l'ethnie (telle composante ethnique contre une autre), le sexe (distinguer les hommes des femmes), l'âge (séparer les jeunes des adultes ou des vieillards), jusqu'à la nationalité (opposer tel peuple à un autre).

C'est dire, par conséquent, et pour revenir sur les modalités d'unification d'un peuple, que celle-ci ne peut se faire que sur une base fondamentale : le fait d'être exploité économiquement, et, donc, de refuser cette injustice.

Qui objecterait que cette forme d'injustice a toujours existé, soit ignore l'histoire de l'espèce humaine, soit veut défendre son intérêt d'exploiteur.

Ajoutons que la solidarité, sur la base économique décrite ci-dessus, doit être la plus large possible. Cela signifie que le peuple doit savoir comment non pas exclure ou dénigrer des personnalités, ou des associations telles les partis politiques, et, surtout, les organisations syndicales, mais les unir au mouvement populaire, lequel doit maintenir son contrôle sur l'ensemble.

Par conséquent, les trois oui ne peuvent se concrétiser sans les trois non. Autrement, l'histoire l'enseigne chaque fois, les mots égalité, liberté et solidarité sont, dans le meilleur cas, des termes réduits à du verbiage sans consistance, et, dans le pire des cas, une manipulation du peuple par des castes dominantes ou aspirant à la domination.

Les deux conditions

Le lecteur cité au début de ce texte demande des clarifications concernant des « propositions à mettre à table face à ce régime ».



Une première réponse est celle-ci : aux intéressé-e-s à déterminer ces propositions, sur la base des non et des oui évoqués auparavant. La précédente contribution¹² a déjà fourni des éléments de réponse. Approfondissons.

En toute logique, il appartient aux citoyens et citoyennes qui ont le plus intérêt à la concrétisation des trois oui de trouver les moyens pour les concrétiser. Ces moyens se résument à une *organisation* adéquate, dotée d'une *autorité* correspondante. Ces deux moyens peuvent prendre des formes diverses, selon le pays, ses traditions et le contexte socio-historique ; cependant, ces formes doivent impérativement veiller à respecter les trois oui : égalité, liberté, solidarité.

À ce propos, le peuple algérien dispose d'une expérience qui lui est propre. Malheureusement, elle fut tellement calomniée qu'elle a été totalement oubliée, quand pas, encore, victime des mêmes calomnies jusqu'à aujourd'hui : il s'agit de l'autogestion agricole et industrielle qui avait surgi juste après l'indépendance nationale. Cette autogestion prouva que les travailleurs furent capables de produire de manière satisfaisante en l'absence de propriétaire privé, de cadres technico-administratifs et d'État. Et que cette expérience ne fut éliminée que par l'intervention bureaucratique-répressive de cet État, une fois constitué, c'est-à-dire occupé par une caste de personnes qui eurent l'imposture de prétendre revendiquer l'autogestion, alors qu'en réalité, selon la formule connue, ils ont embrassé pour mieux étouffer.

Toutefois, tout peuple dispose également d'expériences réalisées par d'autres peuples, en premier lieu la Commune de Paris de 1871, les soviets libres russes et les collectivités populaires espagnoles durant la guerre civile de 1936-1939.

Notons un fait essentiel. Auparavant, en Algérie, les autorités étatiques ont tout fait pour interdire la formation d'associations citoyennes réellement libres, leurs réunions¹³, leurs fédérations (notamment les syndicats autonomes), donc l'expression pacifique de leurs revendications. Le mouvement populaire actuellement en cours a l'immense avantage de permettre aux citoyens et citoyennes de concrétiser ce qui leur était auparavant interdit. En effet, il est quasi certain que la force actuelle du mouvement populaire est tellement puissante qu'elle dissuadera les autorités

¹² Voir ci-dessus « *Forces et faiblesses du mouvement populaire* ».

¹³ Voir « *À propos d'une conférence interdite* » in « *Vers l'intifadha...* » o. c.

étatiques de poursuivre leur interdiction, par crainte de donner au mouvement populaire un motif pour se manifester d'une manière encore plus déterminante. Il faut donc profiter de l'occasion qui se présente.

Un fait essentiel, principal, fondamental est d'une importance vitale pour un mouvement populaire : c'est la prise de conscience que, quelque soit l'époque et le pays, aucune oligarchie dominante ne renonce à sa domination. Si elle s'y voit obligée, elle préfère entraîner le peuple dans la tragédie. Auparavant, bien entendu, elle s'efforce à trouver toutes les ruses possibles afin de se maintenir, en présentant des propositions apparemment alléchantes pour le peuple, des compromis, quitte à les renier une fois que l'oligarchie recouvre sa puissance dominatrice. Voilà pourquoi le peuple, s'il veut réellement se garantir des chances de victoire, doit veiller à compter d'abord et avant tout sur ses propres forces créatrices, tout en considérant et en accueillant toute forme de solidarité dans la stricte mesure où elle répond réellement à ses intérêts de peuple.

Ce processus peut exister à une seule condition. Que les citoyens et citoyennes de toute unité sociale de base prennent en charge leur vie, et trouvent le moyen de l'auto-gérer, selon les trois non et les trois oui ; alors ces derniers ont la possibilité de se concrétiser. Ces unités de base sont les lieux de résidence (de l'immeuble au quartier à l'ensemble des quartiers), de travail (de l'atelier à l'usine à l'ensemble d'usines, de la ferme à l'ensemble de fermes), d'études (des classes de l'école primaire à celles des collèges et lycées, aux facultés des universités), de loisirs, etc.

Ces diverses unités sociales de base délèguent des mandataires aux unités sociales de niveau moyen jusqu'au niveau général, celui de la nation. Ainsi, l'organisation et l'autorité partent de la base la plus petite pour se retrouver dans la forme nationale. De celle-ci se dégagera la forme de gestion de la nation, selon la volonté exprimée par le peuple.

Ce genre de proposition peut sembler totalement farfelu, mais seulement à la personne qui, de bonne foi, ignore l'histoire sociale des peuples, ou à la personne qui, de mauvaise foi, voit ses intérêts de caste menacés par ce genre d'organisation sociale, où l'autorité émane du peuple et réalise ses réels intérêts, selon la formule « par le peuple et pour le peuple ».

Avec une telle forme d'organisation et d'autorité, nulle crainte de voir le mouvement d'émancipation populaire récupéré par quiconque, intérieur (clérical ou laïc) ou étranger.



On pourrait poser la question : un système où l'exploitation économique serait exclue est-il vraiment possible ?... Oui, puisqu'il a existé dans quelques pays à des dates déterminées : Commune de Paris de 1871, soviets russes libres, collectivités espagnoles durant la guerre civile, autogestion algérienne. Il s'agit d'un idéal humain, et comme tous les idéaux humains, il nécessite un certain temps pour être compris puis réalisé, temps qui dépend des expériences des exploités, et de leurs capacités à prendre conscience que oui, ils peuvent s'affranchir de cette exploitation. Combien de temps a-t-il fallu aux esclaves pour conquérir la liberté, à la bourgeoisie pour s'affirmer en éliminant le féodalisme ?... Eh bien, le système auto-gestionnaire mettra, lui aussi, son temps pour se concrétiser. L'essentiel est d'y contribuer, même si on ne le verra pas durant sa propre vie¹⁴ ; ainsi ont agi celles et ceux qui ont contribué à l'élimination successivement de l'esclavagisme et du féodalisme.

Une chose est à comprendre et avoir clairement en conscience : la pratique autogestionnaire a une particularité absolument unique et merveilleuse. Elle ne consiste pas en un but auquel parvenir dans le futur, mais c'est une pratique qui est elle-même le but. Le moyen est la fin. En effet, apprendre à auto-gérer son propre immeuble, sa propre usine ou ferme, sa propre salle de classe, sa propre association, c'est apprendre à gérer, en définitif, l'État, lequel, pour être réellement représentatif du peuple, ne devrait être rien d'autre que l'émanation de toutes les unités sociales, et cela non pas de manière verticale, hiérarchique et autoritaire, mais horizontale, consensuelle, où l'expression et l'exercice de l'autorité soient uniquement l'émanation des volontés formulées, en partant de l'unité sociale la plus petite jusqu'à arriver à celle la plus générale, nationale. La formule donc est le fédéralisme solidaire.

À propos du surgissement d'un mouvement populaire, parler de « miracle » est un mot qui ne veut rien dire. Cela suppose au mieux qu'on ne comprend pas la dynamique sociale des peuples, au pire, de ne pas y croire. Ce qui est le fait, dans le premier cas, des ignorants de la dynamique sociale, et, dans le second, de ceux qui méprisent le peuple, même s'ils se déclarent « démocrates » et « progressistes ». On reconnaît ces derniers à leurs déclarations, telles s'être « trompé » de peuple, vouloir « changer » de

¹⁴ Voir « I. ECRITURE : « Pourquoi écrire ? » ; « Pour qui et comment écrire ? » ; « Utilité d'une espèce en voie de disparition » in « Vers l'intifadha... » o. c.

peuple, ou considérer le peuple comme uniquement un troupeau ou des « tubes digestifs ».

Autre observation. Toutes celles et ceux qui se déclarent opposés aux pouvoir et système actuels ne sont pas nécessairement des partisans du peuple. Celui-ci doit savoir distinguer entre les personnes qui défendent réellement ses intérêts et celles qui, de manière ouverte ou déguisée, ne visent qu'à la satisfaction de leurs intérêts de caste privilégiée, voulant remplacer la caste actuellement dominante.

Il reste cependant à convaincre les victimes du système social, basé sur les trois non évoqués ci-dessus, de la validité des trois oui mentionnés. À celles et ceux qui, selon leur possibilité, sont en mesure d'entreprendre cette salubre œuvre d'explication d'agir. Elle n'est pas facile, mais elle est décisive, si l'on veut réellement que le mouvement populaire obtienne ce qu'il revendique légitimement. Les manifestations populaires, pour avoir un sens et une validité, ne devraient être que la partie la plus visible de l'iceberg qui en est le socle : une organisation et un exercice de l'autorité émanant du peuple en faveur du peuple, à travers ses mandataires dûment élus par lui selon un mandat impératif, ayant inscrit au fronton de son mouvement : égalité, liberté, solidarité. Enfin, selon la fameuse expression d'un passé récent : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat » émancipateur !



L'urgence

*Le Matin d'Algérie, sous le titre « Nécessités », 15 mars 2019
Algérie Patriotique, 18 mars 2019*

« Réseaux sociaux »

Jusqu'à présent, le mouvement populaire en Algérie se présente comme émanant de « réseaux sociaux », sans autre précision. Il reste à déterminer avec précision l'identité des voix qui alimentent ces réseaux sociaux. Jusqu'à présent, personne n'en est capable. Bien entendu, des hypothèses, parfois accompagnées de preuves plus ou moins vérifiables, sont formulées. Ces interventions dans les réseaux sociaux émanent : 1) soit de citoyens et citoyennes du peuple, très conscients des enjeux en cours, sincèrement dévoués au peuple, mais refusant de se faire connaître pour des motifs de sécurité ou pour ne pas s'ériger en chefs déclarés du mouvement ; 2) soit d'agents d'officines subversives intérieures et/ou étrangères, spécialisés dans les provocations et/ou détournements de mouvements populaires, destinés à dominer le pays (donc ses ressources naturelles) ; 3) soit un mélange des deux cas.

Il peut arriver, beaucoup de temps après l'échec du mouvement populaire, de se rendre compte et de disposer des preuves irréfutables dévoilant l'agent principal qui dirigeait le mouvement populaire. C'est le cas des prétendues « révolutions » dites colorées, où cet agent était étranger, capitaliste impérialiste, avec la complicité d'agents internes serviles. Cependant, durant la phase de surgissement et de développement du mouvement populaire, il est extrêmement difficile de savoir, preuves irréfutables à l'appui, quel est l'agent *principal* stimulant et dirigeant le mouvement populaire. C'est là un fait très négatif. En effet, d'une part l'oligarchie dominante agite le spectre de l'intervention étrangère (et/ou interne), à tort ou à raison, en tout cas cette évocation lui sert comme alibi pour manipuler le peuple. D'autre part, le peuple peut être désorienté, parce qu'il ignore qui est l'auteur principal des slogans mobilisateurs.



Représentants du peuple

Dans l'impossibilité de déterminer avec précision la vérité concernant les auteurs agissant par l'intermédiaire des réseaux sociaux, ce qui reste à faire est que le peuple se dote de représentants publiquement déclarés. Pour lui, c'est l'unique manière de demeurer maître de son mouvement, de démontrer publiquement qu'il l'est.

Ainsi, le peuple démontrera que même si des agents d'officines récupératrices de son mouvements agissent, - ce qui est de « bonne » guerre, et ne peut étonner que les naïfs -, ces agents manipulateurs ne sont pas maîtres du mouvement populaire. Ce fait est d'une importance stratégique, car il permet de supprimer les doutes quant à la direction du mouvement populaire ; par conséquent, les citoyens et citoyennes ne sont pas victimes de doutes, de perplexité quant à la nature et à la direction de leur mouvement social.

Toutefois, l'existence de représentants du peuple pose des problèmes qui exigent des solutions adéquates.

Comment élire des représentants qui soient réellement et sincèrement l'expression de la volonté uniquement du peuple ?... Le problème qui surgit, alors, est le risque de voir ces représentants s'ériger en chefs autoritaires susceptibles de se transformer en membres d'une caste dominatrice nouvelle.

La solution est connue : l'emploi du mandat *impératif*. Pour qui l'ignore, il s'agit, pour toute unité sociale (de celle de base à celles intermédiaires jusqu'au niveau national) de choisir par élection ouverte, non secrète mais à main levée, des citoyens et citoyennes chargées de présenter, défendre et mettre en application les revendications populaires. Ces représentants sont à tout moment susceptibles d'être révoqués par leurs mandataires, si ces derniers constatent que ces représentants n'incarnent pas correctement la volonté de leurs mandataires.

Cependant, l'existence de représentants déclarés présente le risque de les voir soit récupérés par la caste dominatrice, par la corruption, soit éliminés par cette même caste ou par des agents d'une caste adverse (étrangère et/ou interne), par l'assassinat, déguisé en « accident » ou meurtre par un « individu isolé ». Cette pratique relève du traditionnel principe : terroriser pour dominer. Ce risque est réel. Une solution permet de le réduire au minimum, sinon le supprimer. Elle consiste à pratiquer la rotation la plus rapide possible de ces représentants. Ainsi, plus les représentants sont



changés et diversifiés, plus leur récupération ou leur assassinat devient difficile. En outre, le mouvement est plus démocratique, puisqu'il réduit la distinction-contradiction entre dirigeants et dirigés.

Toutefois, étant donnée la complexité de la mission, la rotation dans le choix des représentants risque de les voir manquer du temps nécessaire pour l'accomplir avec succès, ou ne pas être à sa hauteur. Il reste à s'efforcer de résoudre ces deux difficultés.

Ce qui est certain est le fait suivant : tout changement social, surtout s'il est radical¹⁵, ne comporte pas de recettes toutes faites, qu'il suffit simplement d'appliquer. Certes, des principes fondamentaux existent, mais leur concrétisation dépend de la situation concrète et des capacités créatrices des personnes chargées de les réaliser. Ces capacités dépendent de l'expérience pratique et des connaissances théoriques de ces personnes. Les expériences historiques montrent que cette pratique et ces connaissances théoriques ne sont pas toujours suffisantes, même quand agissent des « professionnels » du changement social. Car ces derniers ne sont pas le peuple, composé, lui, de citoyennes et citoyens qui sont, en définitif, l'élément décisif dans le changement social. Généralement, le peuple est réduit à une masse de manœuvre, qui sera, une fois le pouvoir conquis, remis à son habituelle place : celle d'une masse dominée, de manière plus ou moins démagogique. L'unique manière d'éviter ce risque est de voir le peuple doté de ses propres représentants, à savoir émanant de ses rangs et élus par mandat impératif.

Ajoutons que ces représentants doivent veiller à refléter la réalité du peuple. Il s'agit d'incarner toutes ses composantes sans exception, en tenant compte des plus exploitées-dominées : les femmes et les jeunes. La libération de l'homme dépend de celle de la femme, la libération des adultes et des vieillards dépend de celle des jeunes.

Peuple et « élites » intellectuelles

Une des difficultés pour le peuple de s'auto-organiser de manière autonome, pour éviter la récupération de son mouvement par des castes inédites, réside dans le fait que la majorité des « élites » intellectuelles ne conçoivent pas de voir ce peuple s'ériger en maître réel de son destin. Il suffit de lire les publications et d'entendre les discours de la majorité de ces intellectuels.

¹⁵ Voir ci-dessus « *Trois pour, trois contre et deux conditions* ».

Généralement, ils ont plein la bouche de beaux mots tels « démocratie », « liberté », « laïcité », etc., mais ces phraseurs ne précisent pas le contenu réel qu'ils mettent dans ces mots. Les capitalistes impérialistes et leurs « intellectuels » idéologues emploient les mêmes termes pour agresser et exploiter les peuples. Par contre, l'expression « exploitation économique »¹⁶ n'est pas formulée par ces intellectuels. N'est-ce pas symptomatique ? En effet, comment pourraient exister démocratie et liberté authentiques sans éliminer l'exploitation de l'être humain par son semblable ?

Généralement, encore, ces intellectuels, pour réaliser les objectifs qu'ils invoquent (démocratie, liberté, laïcité, etc.), font appel à des intellectuels comme eux, sans jamais faire référence au peuple. Ce qui suppose qu'il en est incapable parce qu'il manquerait du « savoir » et du « savoir faire ».

C'est là que se découvre le pot aux roses, que le loup se démasque devant ce qu'il prend pour le petit chaperon rouge. D'une part, ces intellectuels dressent de magnifiques lauriers au peuple, formulent les éloges les plus sonnants et flamboyants ; mais, d'autre part, en désignant uniquement des membres de l'élite intellectuelle comme susceptibles de réaliser le changement social, ils occultent la capacité du peuple à s'auto-organiser de manière autonome pour réaliser ses revendications légitimes ; ils nient donc implicitement à ce peuple ce qu'ils semblent lui prêter en paroles comme possibilité. En effet, soit le peuple est « génial », et, alors, il peut manifester cette « génialité » par son auto-organisation autonome, soit il est incapable de réaliser cette dernière, et, donc, sa « génialité » se cantonne à être la masse de manœuvre d'intellectuels prétendant représenter ses intérêts spécifiques. Mais, affirmer la « génialité » d'un peuple tout en lui niant la capacité de l'exercer sous forme d'auto-organisation, qu'est-ce donc sinon hypocrisie, inconsciente ou volontaire ?... Depuis que je publie des textes sur l'autogestion sociale, je note toujours ceci : les personnes qui la rejettent comme archaïque, illusoire, impossible n'ont jamais lu les livres des pratiquants de l'autogestion, en Algérie et ailleurs, qui fournissent les preuves concrètes montrant la valeur positive des pratiques autogestionnaires. Ah ! L'ignorance causée par les préjugés idéologiques !

Il reste que l'histoire sociale montre suffisamment qu'en ce qui concerne les changements sociaux réellement en faveur du peuple, seule une minorité d'intellectuels est réellement solidaire de ce peuple. C'est qu'elle prend la peine de le connaître réellement, et de connaître réellement l'histoire de ses expériences d'émancipation sur cette planète. Au contraire, la majorité des

¹⁶ Voir ci-dessus « *Trois pour, trois contre et deux conditions* ».

intellectuels s'agitent comme membres d'une caste au service de cette caste. De là, la nécessité pour tout peuple de compter d'abord sur ses capacités créatrices, et de distinguer l'authentique de la fausse solidarité avec lui. L'histoire humaine montre que le peuple en est capable, s'il le désire suffisamment, pour trouver les solutions adéquates. Qui en doute, qu'il renonce à ses préjugés, et prenne la peine, s'il en est capable, de se documenter de manière suffisante.

Péché originel

Une question se pose : pourquoi des intellectuels, supposés posséder la quintessence du savoir social et pratiquer l'objectivité scientifique tombent dans cette contradiction de faire en même temps l'éloge du « génie » populaire, tout en lui déniaient la capacité de réaliser ses objectifs légitimes par ses propres représentants ?... On peut y trouver plusieurs causes.

L'intellectuel, généralement, fait partie d'une caste privilégiée : le fait même d'avoir pu accéder au statut d'intellectuel démontre qu'il ne fait pas partie des exploités condamnés à survivre en vendant à vil prix leur force de travail physique. En outre, faire partie de la caste détenant un capital intellectuel porte, plus ou moins consciemment, à être peu réceptif à la condition de *radicale* exploitation du peuple. Preuve en est que ce genre d'intellectuel est toujours prompt à reprocher au peuple son « radicalisme ». Comme le dit la sagesse populaire algérienne : Ne peut ressentir le feu du brasier que la personne qui est assise dessus.

À propos du jugement de l'intellectuel concernant le peuple, ajoutons un fait psychologique. Généralement, l'intellectuel, parce que faisant partie d'une caste privilégiée, et parce que jouissant d'un savoir, sanctionné par des diplômes prestigieux, est porté à s'auto-dresser une statue de « savant » infaillible, par opposition à la « crasse ignorance » du peuple, et cela même dans les domaines où le peuple détient un savoir authentique, par exemple l'organisation du travail dans une unité productive, l'organisation des études dans une unité scolaire, l'organisation familiale, etc. Rappelons-nous l'adage algérien : « Ilâ antâ mîr ou ana mîr, achkoun issoug al hmîr ? » (Si tu es maire et je suis maire, qui conduira les ânes). Bien entendu, les « ânes » c'est le peuple, et le choix du maire doit se faire uniquement entre des personnes qui ne soient pas des « ânes », autrement dit des possédants de capital intellectuel, socialement sanctionné par la caste dominante.



Une autre caractéristique de ce genre d'intellectuel privilégié est d'aimer s'ériger lui-même une statue de « Sauveur », d' « Icône » devant laquelle le peuple n'a qu'à s'émerveiller, applaudir et exécuter, sous peine d'être traité d'ignorant, d'imbécile, d'anarchiste. Et, malheureusement, de fait, on trouve des gens parmi le peuple qui adorent les « Sauveurs » et les « Icônes ». Ce genre d'intellectuel s'enivre d'exercer une autorité, légitimée par son capital intellectuel. Même un Karl Marx, un Lénine, un Mao Tsé TOUNG, un Fidel Castro, etc. ont manifesté cette tendance, avec les résultats funestes constatées. Michel Bakounine l'avait dit en son temps (citation de mémoire) : Mettez le plus pur et sincère révolutionnaire au pouvoir, il deviendra très vite un dictateur. L'histoire l'a démontré. En effet, combien de Gandhi et de Nelson Mandela existent, c'est-à-dire de dirigeants qui ont contribué au changement social en faveur du peuple, sans se transformer en statues vivantes à adorer et craindre, sans jamais quitter le pouvoir, et en assassinant les personnes qui leur reprochaient cette maladie du pouvoir ?

Détruire et construire

Tout participant à un changement social le constate : si la destruction d'un système social inique est difficile, encore plus difficile est la construction d'un système social alternatif, équitable pour le peuple.

Pour s'en tenir à l'actuel mouvement populaire en Algérie (comme ailleurs), certes est difficile la mobilisation du peuple pour revendiquer ses intérêts légitimes.

Mais plus difficile encore pour ce peuple s'auto-organiser pour les concrétiser. Parce que le peuple : 1) a trop d'ennemis, internes et externes, qui veulent le maintenir dominé ; 2) trop de faux amis, qui ont en bouche de jolis mots mais veulent, eux aussi, dominer le peuple d'une façon diverse ; 3) trop de conditionnement idéologique à être « dirigé », au lieu de compter sur ses propres forces pour s'auto-diriger.

Cette dernière observation doit écarter un malentendu. Elle n'affirme pas que le peuple est incapable de s'auto-organiser de manière autonome, mais simplement que l'entreprise lui est difficile, non pas par son incapacité intrinsèque, mais parce que s'opposent à son entreprise auto-émancipatrice des adversaires organisés et résolus : d'une part, les faux amis « intellectuels » avec leur conditionnement idéologique néfaste, et, d'autre part, la caste dominatrice, laquelle dispose de la force répressive.



C'est dire que les difficultés les plus consistantes commencent quand le peuple arrive à la phase de son auto-organisation pour construire le système social alternatif, apte à répondre réellement à ses intérêts légitimes.

Du « système »

Des personnalités ainsi que des manifestants déclarent leur refus du système actuel. Bien ! Quant au système qui doit le remplacer, il est indiqué comme étant la fin de la corruption et le rejet des corrompus dans le système nouveau. Cela suffit-il ?... Prenons un exemple : un Issad Rebrab, parce qu'il a des difficultés avec le système actuellement dominant, auquel par conséquent il s'oppose, ce Issad Rebrab ferait-il partie du nouveau système, sous le prétexte qu'il « crée de la richesse » et « offre du travail » aux Algériens ?... Oublie-t-on comment il a accumulé le capital qui lui a permis de devenir patron, et comment il a licencié des travailleurs parce qu'ils ne servaient plus à lui garantir un profit financier personnel comme patron ?

La corruption ne consiste-t-elle pas, également, à exploiter économiquement un être humain, en lui volant une partie de la valeur de son travail, physique et/ou intellectuel, pour en tirer un profit, sous le prétexte d'être propriétaire des moyens de production ? Mais comment ce propriétaire les a acquis, sinon par le vol et la corruption, d'une manière ou d'une autre ?... Par conséquent, un système devant remplacer le système corrompu et corrompeur ne devrait-il pas veiller à éliminer également cette forme de corruption qui s'appelle exploitation économique ?... Sinon, quelle est la nature du système nouveau revendiqué ?... Celui qui affirmerait que ce système social excluant l'exploitation économique n'a existé nulle part, je le renvoie à l'étude de l'histoire sociale des peuples.

« Donner la parole au peuple »

On proclame la nécessité de « donner la parole au peuple ». Or, le peuple algérien a démontré dans les faits qu'il ne se reconnaît pas dans les partis d'opposition, encore moins dans les membres du gouvernement actuel, même recyclés et tenant un langage de loup devant le petit chaperon rouge. C'est qu'il est impossible au membre d'une oligarchie dominante de se débarrasser d'une tare : croire que le peuple est par nature idiot, et donc manipulable.



Ce même peuple n'a pas, non plus (ou très peu), évoqué des personnalités pour parler en son nom, ni d'organisations autonomes, dotées de représentants adéquats, à l'exception de syndicats autonomes de travailleurs et de quelques rares associations citoyennes. Cet état de choses est, évidemment, causé par la répression exercée par l'oligarchie dominante.

Toutefois, ce peuple évoque la nécessité d'élections véritablement libres et démocratiques. Cela nécessite des débats les plus libres et larges, impliquant un temps suffisamment nécessaire.

Reste le problème déterminant : comment le peuple pourrait disposer de représentants réellement légitimes ? À ce sujet, la contribution précédente a formulé des propositions¹⁷. On le sait : en période d'effervescence populaire, les jours valent des mois sinon des années. D'où l'urgence que le peuple se dote lui-même de son organisation de manière libre, égalitaire et solidaire. C'est au souci et à l'aide portée à cette entreprise que se reconnaissent les possesseurs de savoir intellectuel réellement soucieux du peuple.

La jonction, finalement !

La moujahida Djamilia Bouhired vient de rejoindre le mouvement populaire, et de lancer un appel en avertissant : « Ne les laissez pas voler votre victoire ! »¹⁸ Merveilleuse, hautement symbolique et significative, cette jonction publiquement déclarée, finalement, entre la génération (sa partie la plus désintéressée et courageuse) qui a donné l'indépendance *nationale* à l'Algérie, avec la génération qui, espérons-le, saura donner au peuple sa libération *sociale* de toute forme d'exploitation économique, de domination politique et de conditionnement idéologique. Voici le peuple algérien non seulement face à son destin, mais, également, face à l'exemple qu'il pourrait donner aux autres peuples dominés de la planète.

¹⁷ Voir ci-dessus « *Trois pour, trois contre et deux conditions* ».

¹⁸ Voir <http://www.lematindalgerie.com/djamila-bouhired-la-jeunesse-algerienne-ne-les-laissez-pas-voler-votre-victoire>

Le « système » : pourquoi et comment le changer ?

Le Matin d'Algérie, 21 mars 2019

Algérie Patriotique, 2 avril 2019

La Tribune Diplomatique Internationale, 3 avril 2019

État et peuple

Les actuelles manifestations populaires en Algérie ont désormais comme revendication fondamentale l'élimination de ce qui est appelé le « système » au bénéfice d'un autre. Essayons de cerner les tenants et aboutissants de cette exigence.

Le fait social fondamental, pour les citoyens et citoyennes, est de prendre conscience du rôle assumé par l'État, institution principale, censée les représenter à travers les personnes qui le gèrent. Cet État est au service *réel* de qui ?... De toute la population dans son ensemble, sans exclusion, ou seulement d'une partie de cette population, et laquelle ?

L'emploi à tort et à travers du mot « peuple » exige d'en définir le contenu de manière non ambiguë, non manipulatrice : le peuple est l'ensemble des citoyens et citoyennes contribuant à la production des biens matériels et culturels, servant au bien-être de la communauté nationale.

Dans le mouvement populaire algérien actuel, les participants ne sont pas seulement les exploités économiques, mais également des franges qui ne le sont pas, toutefois elles sont dotées de conscience citoyenne : étudiants, enseignants, médecins, pharmaciens, avocats et même magistrats¹⁹, ainsi que des membres influents du Forum des chefs d'entreprises FCE²⁰.

¹⁹ Voir <https://www.elwatan.com/edition/actualite/historique-rassemblement-des-magistrats-devant-la-cour-dalger-15-03-2019>. C'est constater combien cette oligarchie au pouvoir a tellement abusé de sa domination qu'elle a dilapidé les richesses du pays, exploité cruellement le peuple travailleur, et appauvri jusqu'aux couches de la classe moyenne, en les humiliant par le vol, le mépris, l'arrogance et l'asservissement, notamment les magistrats réduits à n'être qu'une courroie de transmission de l'arbitraire oligarchique.

²⁰ <https://www.algerie-eco.com/2019/03/06/exclusif-le-fce-originel-rejoint-le-mouvement-populaire/>

Par conséquent, du peuple sont exclus ses exploiters ; en outre, ils ne s'y reconnaissent pas eux-mêmes, s'auto-définissant et se distinguant comme l'« élite » possédante et dominante.

Notons, cependant, deux faits.

La non ou insuffisante intégration des syndicats autonomes dans le mouvement populaire algérien actuel. Toutefois, des salariés affiliés au syndicat U.G.T.A., jusqu'à présent instrument de contrôle de l'oligarchie dominante sur les travailleurs, ont exprimé leur soutien au mouvement populaire, dans des termes clairs²¹.

Deuxième fait. La paysannerie pauvre des campagnes n'est pas encore mobilisée dans ce mouvement. C'est là un grave handicap, donc une action à entreprendre. Il faut absolument éviter que l'oligarchie dominante ne fasse jouer le peuple des campagnes contre celui des villes. Au contraire, le peuple des villes doit créer au plus vite son alliance avec celui des campagnes, d'autant plus qu'une partie non négligeable de policiers, de gendarmes et de soldats proviennent de la paysannerie.

Le jour où policiers et soldats, prenant conscience de leur appartenance au peuple (comme agents dominés au service de leurs dominateurs), manifesteront leur solidarité avec le mouvement populaire, c'en est fini, généralement, de la domination de l'oligarchie au pouvoir. Peut-être est-on proche de ce moment²². Voilà pourquoi est fondamentale toute forme de fraternisation des manifestants avec les policiers, gendarmes et soldats. Durant les manifestations de rue, on a vu certains des premiers aller serrer la main aux seconds, leur parler de manière amicale, leur rappeler avec tact qu'ils font partie du même peuple ; on a même vu des enfants, parmi les manifestants, aller saluer amicalement des policiers. Admirable intelligence de ce qu'il faut faire. En outre, certains policiers et gendarmes exprimèrent discrètement, par une expression de visage ou un signe de main, leur solidarité avec les manifestants.

Ces observations faites, revenons à l'État. À force d'être maltraité et humilié, le peuple finit par s'apercevoir que cet État est au service d'une minorité, constituée en oligarchie, pour dominer la majorité du peuple, afin de s'enrichir en exploitant les ressources naturelles et la force de travail humaines de la nation.

²¹ Telle l'Union locale de la zone industrielle de Rouiba/Réghaïa, voir <https://www.algerie-eco.com/2019/03/06/ugta-zone-industrielle-rouiba-reghaia-soutiennent-marches-contre-5e-mandat/>

²² Voir <https://www.youtube.com/watch?v=CDtxeI-qJ-Y>

Dès lors, une fois que le peuple opprimé n'en peut plus de cette damnation, la question de l'État, de son rôle, se pose pour lui.

En Algérie, quand le peuple colonisé prit conscience du rôle colonial de l'État français, au service de la composante colonisatrice, il entreprit un combat d'abord politique, ensuite militaire pour éliminer cet État colonial.

Malheureusement, à l'indépendance, l'État autochtone qui prit naissance fut créé et occupé par une nouvelle oligarchie, de nature indigène, à travers un putsch militaire. Cette oligarchie a géré cet État, jusqu'à aujourd'hui, en réduisant le peuple à une masse de manœuvre, dominée par une idéologie (clérical-laique) d'asservissement, doublée d'une domination bureaucratique, policière et militaire.

Il a fallu au peuple des épreuves, certaines sanglantes, comme expériences de luttes, pour, finalement, prendre conscience de cette situation, jusqu'à ne plus la supporter : dictature militaire Benbella puis Boumédiène, octobre 1988, « décennie sanglante », « printemps noir » de 2001, enfin violations constitutionnelles à répétition menant à l'occupation de la présidence étatique au-delà de quatre mandats.

La caste oligarchique occupant l'État a exploité au maximum tout ce qu'elle a pu, comme ressources naturelles et force de travail, jusqu'à mettre les jeunes dans la situation de préférer mourir noyés dans la mer parce qu'ils ne pouvaient plus survivre dans leur patrie, tandis que les oligarques étatiques et privés s'enrichissaient scandaleusement, de manière crapuleuse, mafieuse, éhontée et sans vergogne, par la corruption de méprisables et vils individus, et la répression des honnêtes citoyens. L'État est devenu la tanière de tous les méfaits, de tous les forfaits, protégés et défendus par les institutions dévoyées : information, éducation, spiritualité, magistrature, police politique. Par conséquent, ce ne sont pas les citoyens, ce ne sont pas des anarchistes qui firent de l'État une institution oppressive parce que prévaricatrice, mais ceux-là mêmes qui le géraient à leur bénéfice exclusif. L'État dont ils défendaient la sacralité fut par leurs actions désacralisé. L'État qui, après l'indépendance, devait servir le peuple s'est révélé être, très rapidement, une institution de domination du peuple.

Résultat final : le peuple a fini par reconnaître l'imposture et la mascarade. Elles sont devenues telles qu'elles provoquent, avec le temps et les humiliations, la séparation puis l'opposition entre ce qu'on appelle la « classe politique » et la « société », plus exactement entre la caste occupant l'État (et ses dépendances) et la majorité du peuple, réduit à vendre sa force de travail physique et/ou intellectuel, à prier Dieu pour améliorer son sort

vainement, à se diviser et s'entre-déchirer avec de faux problèmes pré-fabriqués judicieusement (oppositions religieuses et ethniques, opposition hommes-femmes suite à un « code de la famille » féodal) ou à émigrer, légalement ou clandestinement.

Prendre ou partager ?

À présent, depuis le 22 février 2019, quelle attitude doit prendre le peuple *opprimé* vis-à-vis d'un État *prédateur*, *opresseur* et *parasitaire*²³ notamment en rédigeant une future Constitution ? Car tel est le cas : d'un coté des opprimés sans pouvoir institutionnel, de l'autre des oppresseurs gérant un État oppresseur.

L'histoire enseigne que *prendre* le pouvoir étatique, tel qu'il existe, fondamentalement jacobin, accouche toujours d'une nouvelle oligarchie dominante, même si affublée d'adjectifs trompeurs, tels « révolutionnaire », « démocratique », « populaire », etc. Aussi, ne s'agit-il pas de *prendre* le pouvoir, mais de le *partager* équitablement entre les citoyens et citoyennes. Cela exige sa transformation radicale.

En voici des implications, dictées non pas par une vision dogmatique ou utopique, mais par les leçons pratiques de l'histoire de l'émancipation sociale.

Non pas se contenter de mettre de nouvelles personnes de l'« élite » pour gérer ce pouvoir étatique, mais changer les *structures* mêmes de ce pouvoir étatique. Se débarrasser de ses fondements féodaux et capitalistes, basés sur l'exploitation de la majorité des êtres humains par une minorité d'assoiffés de richesse. Cela signifie que ce nouveau pouvoir étatique doit comprendre et représenter les opprimé-e-s de toutes sortes ; autrement, ce nouveau pouvoir n'accouchera que d'une autre forme d'oligarchie, plus « démocratique », en réalité exerçant sa domination de manière camouflée. Car tant que l'exploitation économique perdure, sous une forme ou une autre (privée ou étatique), elle a besoin d'être garantie par une forme de domination politique (étatique). Par conséquent, l'unique manière de se débarrasser de toute forme de domination politique est d'éliminer toute forme d'exploitation économique, en la remplaçant par la coopération libre, égalitaire et solidaire des producteurs de biens matériels et spirituels.

²³ Voir https://www.investigaction.net/fr/algerie-du-pretexte-conjoncturel-aux-causes-systemiques-promesses-et-dangers-dune-revolte-de-la-dignite/#_ednref20

Le « haut » et le « bas »

Les observations précédentes impliquent que le changement social ne peut pas être réalisé par en « haut », ni par les gérants de l'État oligarchique, ni par des soit disant « experts » de l'opposition, quelque soit leur couleur politique. Le changement réellement conforme aux intérêts du peuple n'est possible que par en « bas », c'est-à-dire par les comités populaires de base, relayés par des comités correspondants au niveau communal, provincial et national. Quant aux experts, s'ils sont réellement au service du peuple, leur rôle se limitent à écouter ses revendications et à les traduire fidèlement du point de vue technique, tout en demeurant à tout moment contrôlés par les représentants dûment mandatés par le peuple, à travers ses comités. L'idéal serait, peut-être, que l'ensemble des comités d'autogestion populaires de base parviennent à constituer des comités d'autogestion au niveau communal, puis provincial, jusqu'à créer un comité d'autogestion populaire national, lequel assumerait les fonctions jusqu'alors dévolues à l'État. Alors, ce dernier ne serait plus l'instrument d'une oligarchie dominante, mais du peuple travailleur dans son ensemble.

Quant à ceux qui mettent en avant, pour la privilégier, la « force estudiantine », il faut se méfier de cette conception. Certes, les étudiants sont une composante de la jeunesse, qui est susceptible de participer efficacement à un changement social en faveur du peuple. Cependant, la composante estudiantine est privilégiée par rapport à la majorité de la jeunesse, qui, elle, est soumise à l'exploitation par la vente de sa force de travail, ou contrainte au chômage. Attention donc à ne pas créer, au sein du mouvement populaire, une « élite » au détriment de l'ensemble, mais que cette « élite » montre la modestie et l'intelligence d'agir non pas pour servir des intérêts de caste mais ceux du peuple dont elle fait partie²⁴.

De même, parler d'une manière générale de la « jeunesse » est une erreur dangereuse, quand pas manipulateur. Car parmi cette jeunesse, il y a une minorité qui fait partie intégrante de l'oligarchie dominante. Il est donc plus adéquat de parler de la jeunesse exploitée et dominée.

De même pour les femmes, il est important de les concevoir non pas comme espèce biologique sexuelle différente de celle masculine ; cela a

²⁴ Ainsi, on lit cette phrase d'un étudiant : « Les étudiants sont les futurs dirigeants » in <https://www.elwatan.com/edition/actualite/pourquoi-le-pouvoir-a-peur-de-la-force-estudiantine-15-03-2019>. Mais de quel droit et au nom de qui ?... La direction d'un pays se limite-t-elle donc aux seuls détenteurs de savoir universitaire ?

provoqué ailleurs un féminisme qui s'est parfaitement adapté et a renforcé le système capitaliste, où l'on voit des femmes devenues patrons d'usine, militaires et tortionnaires dans des armées impérialistes. Concernant les femmes, il s'agit de les concevoir comme citoyennes exploitées et dominées, doublement : par les patrons qui les emploient et par les membres de leurs familles : père, frère, mari.

Structures

Pour que le mouvement populaire parvienne à ses buts ci-dessus formulés, il faut :

1) à la structure étatique centralisée substituer une autre décentralisée, autonome (afin de permettre à chaque unité territoriale de déployer toutes ses capacités créatives) et fédérative ; ce dernier aspect ne menace en rien l'unité de la nation mais, au contraire, la renforce parce que basée sur le consensus librement exprimé, lequel est le fruit de l'égalité réelle entre toutes les composantes géographiques de la nation ; quant au fameux centralisme jacobin, y compris sa forme de « centralisme démocratique », l'histoire en a montré les limites et les tares, notamment son emploi au service de castes dominatrices prétendument « populaires » ;

2) à la structure hiérarchique et autoritaire substituer une structure égalitaire et coopérative ;

3) à la structure bureaucratique substituer une autre efficace et au service des citoyens, où les fonctionnaires sont élus et révocables par le peuple, et uniquement responsables devant lui ;

4) à la structure législative contre le peuple pour le dominer substituer une autre qui laisse libre cours à la liberté totale des citoyens et citoyennes dans l'expression de leurs intérêts à travers des associations librement créées, autogérées et solidaires ;

5) à la structure répressive policière et militaire, au service de l'oligarchie dominante, substituer une autre où police et armée soient réellement l'émanation, l'expression et la défense des seuls intérêts du peuple, et non d'une oligarchie dominatrice ; pour y parvenir, la défense de la nation d'éventuelles agressions extérieures exige non seulement une armée professionnelle, mais également le peuple en arme, sous forme de milices. Celles-ci ont également l'avantage d'éviter que les membres de l'armée professionnelle se transforment en caste dominatrice au détriment du peuple ;



6) à la structure représentative parlementaire constituée de larbins perroquets membres de l'oligarchie dominante substituer une structure de représentants authentiques du peuple, issus directement de celui-ci ou reconnus par lui comme dignes représentants, tous élus par mandat impératif, responsables et révocables à tout moment sur décision majoritaire de leurs mandataires, et ne bénéficiant de rien d'autre que d'un salaire de travailleur moyen, afin d'écartier les opportunistes carriéristes et empêcher la transformation des représentants en caste privilégiée ;

7) à la structure territoriale constituée de fonctionnaires serviles, nommés par une autorité centrale étatique, hiérarchique et autoritaire, substituer une autre où les responsables territoriaux (communes, régions, wilayas, nation), soient issus directement du peuple ou reconnus par lui comme dignes représentants, tous élus par mandat impératif, responsables et révocables à tout moment sur décision majoritaire de leurs mandataires, et ne bénéficiant de rien d'autre que d'un salaire de travailleur moyen, afin d'écartier les opportunistes carriéristes et empêcher la transformation des représentants en caste privilégiée ;

8) à la structure élitiste dominatrice substituer une autre considérant l'égalité sociale absolue et la coopération solidaire entre tous les membres de la communauté nationale, sans aucune exception ;

9) à la structure judiciaire asservie à une caste substituer une autre où les agents de la magistrature soient élus et révocables par le peuple ;

10) à la structure cléricale totalitaire asservissante substituer une autre laïque, où la religion est affaire privée et libre ;

11) à la structure éducative privilégiant le secteur privé, fabriquant une « élite » dominatrice, substituer une autre ouverte gratuitement à tous les enfants du peuple, et lui permettant d'acquérir en même temps les connaissances indispensables et la conscience citoyenne égalitaire, libre et solidaire ;

12) à la structure privilégiant une ethnie substituer une autre accordant à toutes les composantes ethniques du peuple les mêmes droits et devoirs ;

13) à la structure machiste substituer une autre reconnaissant de fait l'égalité absolue entre homme et femmes en matière de droits et de devoirs.

14) Pour concrétiser ces buts, il faut, à la structure sociale basée sur la possession privée ou étatique des moyens de production et des ressources naturelles, substituer une autre où cette possession soit collectivement celle du peuple. C'est l'unique manière d'éliminer le fléau social permettant à une minorité de s'enrichir et de jouir de la vie au détriment de la majorité.



L'expérience historique montre qu'il faut éviter l'erreur auparavant commise : cette possession des biens collectifs ne doit pas être dévolue à un État géré par une nouvelle caste dominatrice (capitalisme étatique prétendument « socialiste »), mais géré par les représentants authentiques du peuple, à tout moment révocables s'ils ne remplissent pas correctement la mission qui leur est confiée. C'est cela la gestion par le peuple et pour le peuple, autrement dit l'autogestion sociale. La possession des moyens de production et des ressources naturelles ne doit pas être un moyen d'exploitation dominatrice du peuple, mais de son épanouissement libre, égalitaire et solidaire. Pour y parvenir il faut éliminer l'existence d'une part de possesseurs de capital, privé ou étatique, et, d'autre part, des possesseurs de leurs seule force de travail physique et/ou intellectuel. Que donc capital et force de travail soient possédés par la collectivité des travailleurs, de manière égalitaire et solidaire. C'est, là encore, la simple application authentique du principe : « Par le peuple et pour le peuple ». C'est là, encore, l'unique solution pour abolir toute forme d'exploitation économique, de domination politique et de conditionnement idéologique.

15) Pour éviter tout opportunisme carriériste et la formation conséquente d'une caste parasitaire exploiteuse et dominatrice, toute fonction sociale de gestion (fonctionnaire) doit être le résultat d'une élection libre, sur mandat impératif, donc responsable uniquement devant ses mandataires et révocable à tout moment sur décision de la majorité des mandataires.

Ainsi, dans la société, aucune institution ne doit être formée ou produire une caste de privilégiés et autoritaires, et cela de la base périphérique local au centre national, quelque soit le domaine d'activité sociale : administration, magistrature, éducation, culture, spiritualité, police, armée, etc.

Seul le peuple des opprimés a l'intérêt, donc est en mesure d'opérer ce genre de changement social. En le réalisant, il cesse d'être soumis à l'oppression, et, par la même, élimine de la communauté nationale toute forme d'oppression.

Seulement ainsi la démocratie sera réellement le pouvoir exercé par et pour le peuple. Seulement ainsi l'institution appelé État sera un appareil émanant du peuple pour le servir. Seulement ainsi, les institutions et les responsables qui les représentent ont le coût le plus économique pour la nation. Seulement ainsi le peuple n'est pas la dupe d'élections où il est cantonné à choisir ses dominateurs (par le trucage des dictatures ou le conditionnement médiatique des régimes « libéraux ») parmi les plus

hypocrites, démagogiques et imposteurs. Seulement ainsi le peuple aura la possibilité concrète de manifester toutes ses réelles potentialités en matière de développement économique, social et culturel, thèmes proclamés et rabâchés par les tenants du pouvoir étatique oppressive mais de manière démagogique et trompeuse. Bien entendu, les oppresseurs de tout acabit, notamment leurs idéologues, « experts », « intellectuels » et clercs, hurleront scandalisés : « Mais c'est de la dictature ! De l'anarchie ! De l'archaïsme ! » Il s'agit là simplement de voleurs qui crient au voleur, car la véritable dictature est celle de l'oligarchie dominante, l'anarchie est le désordre social par lequel elle s'enrichit au détriment du peuple, et l'archaïsme réside dans un système social basé sur l'enrichissement d'une minorité par l'asservissement d'une majorité, réduite à un salaire privé de sa plus-value, forme contemporaine de l'esclavage antique.

Obstacles

Bien entendu, ces objectifs verront se dresser contre eux toutes les forces internes et étrangères qui vivent de l'exploitation de l'être humain par son semblable. Les personnes constituant ces forces sont tellement insérées dans le système exploiteur, dont elles jouissent, qu'elles trouvent des avantages à un capitalisme (privé ou étatique) qui a désormais montré toute sa nature psychopathe et criminogène, jusqu'à menacer la planète d'une apocalypse nucléaire. Cependant, ces personnes ont encore l'imposture de parler de « libéralisme », de « liberté », de « démocratie », de « sacralité » de (leur) État, de « science », de « volonté divine », bref de « modèle » à propos de ce système capitaliste d'esclavage moderne, en accusant la revendication de gestion sociale par le peuple et pour le peuple d' « anarchie », de « communisme », de « monstruosité », etc. Non pas, messieurs les calomniateurs ! Il s'agit en réalité de l'authentique démocratie : *demos* = peuple, *cratos* = *pouvoir*.

Il faut donc prévoir correctement les inévitables réactions, directes et camouflées, de ces forces exploiteuses, ainsi que les solutions adéquates pour les neutraliser. La toute première est de brandir haut et clair le principe « Par le peuple et pour le peuple ! » ; la seconde solution est de s'atteler le plus tôt possible à trouver les formes organisationnelles pour concrétiser ce principe.

Les premières actions contre le mouvement populaire seront de type propagandiste idéologique, à travers l'immense appareil constitué par les

moyens dits d'information, en fait d'intoxication, visant à détruire les acquis du peuple et le développement autonome de son mouvement.

Cette procédure se révélant insuffisante, se posera alors, certainement, la question de la violence, déguisée ou déclarée, que ces forces exploiteuses emploieront pour maintenir leur domination. Par conséquent, s'impose pour le peuple la manière de les neutraliser, à travers son organisation créée à cet effet, en solidarité avec l'institution militaire, sinon sa partie sensible au peuple.

Résolution et organisation

Cela fut dit et l'histoire l'a démontré à chaque fois (citation de mémoire) : « Qui fait la révolution à moitié ne fait que creuser son propre tombeau » (Saint-Just). Les changements sociaux radicaux ont échoué essentiellement à cause de deux défaillances : l'insuffisante résolution à supprimer la domination oligarchique, et l'insuffisante organisation. Le cas le plus significatif fut l'exemplaire Commune de Paris de 1871.

À propos du mouvement populaire algérien, on lit cette observation : « Les gens qui cherchent à tout prix à encadrer ce mouvement ou le doter d'une direction veulent, directement ou indirectement, son essoufflement. »²⁵

Oui et non. S'il est inévitable que certains agents chevauchent le mouvement populaire pour le dévier en le mettant au service de leurs intérêts de caste, par contre tout mouvement populaire, quelque soit l'époque et le pays, ne peut survivre et se développer sans se doter d'une direction. Nier ce fait c'est priver le mouvement populaire de l'instrument principal et décisif de son maintien et de son développement. L'unique problème est de constituer cette direction de manière à refléter fidèlement les intérêts du peuple, ce qui implique une direction caractérisée par la liberté, l'égalité et la solidarité citoyennes.

À ce sujet, voici une proposition. Que chaque regroupement social de base, dans chaque domaine d'activité sociale, crée son comité de gestion (plus exactement d'autogestion), pour ses concertations, décisions et actions, de manière libre, égalitaire et solidaire ; que ces comités se créent des relations entre eux, jusqu'à parvenir à la création d'un comité national, expression générale de la volonté populaire. Enfin, que de ces associations émanent des représentants, chargés de diriger le mouvement populaire.

²⁵ <https://www.elwatan.com/edition/actualite/pourquoi-le-pouvoir-a-peur-de-la-force-estudiantine-15-03-2019>

Cependant, étant élus par mandat impératif, donc responsables devant leurs mandataires, donc révocables à tout moment par la majorité de leurs électeurs en cas de manquement au mandat confié, ces dirigeants concrétisent la volonté populaire, sans devenir une caste dominatrice nouvelle.

Un précédent algérien est à considérer : le mouvement populaire de 2001. Il s'agit de connaître correctement cette expérience, de l'analyser, de la comprendre, d'en tirer les leçons d'action indispensables, d'en adopter les aspects positifs et d'éviter les aspects négatifs²⁶. Pour éviter l'échec du mouvement populaire algérien de 2001, celui des mouvements populaires égyptien puis tunisien de 2011, il est vital que le peuple algérien prenne conscience que son action n'est qu'à son *début*, qu'elle exige des luttes de longue durée, que les tentatives de récupération et de neutralisation de son mouvement seront nombreuses et de formes insidieuses²⁷. Par conséquent, que le rapport de force actuellement en faveur du mouvement populaire soit utilisé par le peuple pour se créer ce que l'oligarchie dominante lui a toujours dénié par la répression : sa propre auto-organisation, du local au national, dans tous les secteurs d'activité sociale. Seulement ainsi, le fœtus que sont les manifestations de rue accoucheront d'un pouvoir authentiquement du peuple. Si les jours fériés sont consacrés aux démonstrations de rue, que les autres jours ou soirs soient dévolus à la vitale création des organisations populaires, en veillant à les constituer de manière durable, sur la base des principes de liberté, d'égalité et de solidarité. Pour le peuple, il s'agit de créer les conditions concrètes qui permettent de développer son mouvement de telle manière que nulle force ne puisse le manipuler, le récupérer, le neutraliser ou l'éliminer.

Après lecture de ces observations, la personne qui objecterait, au nom du « réalisme », que le peuple algérien, comme tout autre peuple, est incapable de réaliser un tel changement social, cet objecteur exprime simplement son « réalisme » de privilégié et son mépris arrogant de caste concernant les

²⁶ Voir <http://www.matierevolution.fr/spip.php?article81>

²⁷ Dans de précédentes contributions, des lecteurs m'ont reproché d'évoquer encore aujourd'hui la révolution russe de 1917, considérant celle-ci comme événement dépassé. Qu'on lise « *L'État et la révolution* » de Lénine, puis « *La révolution inconnue* » de Voline (librement accessibles sur internet). On constatera comment les politiciens les plus révolutionnaires ont récupéré le mouvement populaire, au point de se constituer en oligarchie inédite, aussi dominatrice que celle combattue auparavant. Si, donc, Lénine, Trotski et leurs dévoués « commissaires » bolcheviks ont agi de cette manière, faut-il s'étonner que des politiciens moins révolutionnaires procèdent de façon identique ?

capacités du peuple. Ce dernier se soulève de temps en temps, généralement à la surprise de tous les « experts » ; il lui reste à trouver comment transformer son soulèvement pacifique en un système social de liberté, d'égalité et de solidarité. Le devoir de tout possédant de savoir, s'il est honnête, consiste à y contribuer. Existe-t-il une autre méthode efficace pour éliminer de la société tout système produisant, fonctionnant et se perpétuant par la corruption et l'humiliation, sous toutes leurs formes ?



Des adversaires du mouvement populaire et comment les neutraliser

Le Matin d'Algérie, 9 avril 2019

La Tribune Diplomatique Internationale, 27 avril 2019

Un article d'une extrême importance attire l'attention en ce qui concerne le rôle d'agents étrangers, notamment états-uniens, dans les mouvements populaires de contestation dans le monde contemporain²⁸.

Si l'observateur averti n'est pas étonné du contenu de ce texte, par contre le reste des citoyens devrait absolument lire ce texte, le méditer et tirer les conséquences indispensables. Il en va du résultat du mouvement populaire, en Algérie comme ailleurs, s'il ne veut pas accoucher d'une nouvelle oligarchie dominante.

Agents étrangers et leurs harkis indigènes

La particularité du texte de Ahmed Bensaada est d'attirer l'attention sur le rôle des agents étrangers. Bien entendu, il faut absolument en tenir compte. Depuis l'antiquité et partout dans le monde, le « cheval de Troie » est une tactique de guerre de l'ennemi étranger pour vaincre le peuple qu'il agresse pour le dominer.

Cependant, des remarques semblent nécessaires à considérer.

Les techniques utilisées par l'agent étranger pour manipuler le mouvement populaire s'inspirent directement de techniques inventées précédemment par un mouvement populaire et/ou ses leaders, eux-mêmes. Par exemple, la fraternisation des manifestants citoyens avec les forces de répression, police ou armée, ont existé déjà lors de la Commune de Paris de 1871, et par la suite, avec le soulèvement prolétarien en Russie, pour prendre leur plus extrême utilisation par le mouvement indépendantiste indien, sous la conduite de Gandhi.

²⁸ Ahmed Bensaada, http://www.ahmedbensaada.com/index.php?option=com_content&view=article&id=475:2019-04-04-22-50-13&catid=46:qprintemps-arabeq&Itemid=119

C'est dire qu'au sujet de ce fait extrêmement important dans un mouvement populaire, la fraternisation entre citoyens manifestants et forces de répression, autrement dit la recherche de solidarité de la part des forces de répression avec les citoyens manifestants, ce fait peut être à double effet.

Si les citoyens (et leurs leaders réellement au service du peuple) sont suffisamment conscients des enjeux, même si un agent étranger (et ses harkis locaux) emploient la technique de la fraternisation entre citoyens manifestants et forces de répression, ces mêmes citoyens et leurs leaders doivent veiller à ce que cette fraternisation ne serve pas des intérêts occultes étrangers, mais uniquement ceux du peuple. C'est appliquer la règle « à malin, à malin et demi », ou « l'arroseur arrosé ».

En effet, par l'emploi de la fraternisation entre manifestants et forces de répression, que font les agents impérialistes sinon de récupérer une action positive pour servir leurs propres buts manipulateurs ?... Eh bien, les citoyens conscients, en recourant à la technique de fraternisation, ne feront, à leur tour, que reprendre à leur compte, au service réel du peuple, cette technique de changement social.

Il faut, donc, veiller absolument à ce que la dénonciation, - indispensable -, de l'action d'agents étrangers impérialistes (et de leurs harkis indigènes) ne conduise pas les citoyens à se démobiliser (sous le prétexte que leur mouvement est manipulé par l'étranger), mais uniquement à veiller à ce que leur mouvement soit le produit de leur propre décision et serve uniquement leur propre intérêt.

Quand aux leaders qui inspirent et conduisent le mouvement populaire, deux hypothèses se présentent. La première est qu'il s'agit, comme A. Bensaada le démontre, d'agents occultes impérialistes, relayés par leurs agents harkis locaux. Cependant, il est tout aussi envisageable que des leaders, au service réellement du peuple, agissent de manière cachée, pour éviter d'être arrêtés ou assassinés, soit par des agents du système étatique contesté, soit par des agents étrangers impérialistes (ou leurs harkis).

La fraternisation est évoquée ici comme le fait le plus important. Le même raisonnement est à suivre concernant les autres actions constatées lors du mouvement populaire : nettoyage des rues, offre de fleurs aux policiers ou soldats, emploi de l'humour, caractère absolument pacifique du mouvement, etc.

Ce sont là des techniques, et, comme telles, elles peuvent servir soit les agents étrangers impérialistes, soit le peuple. Que, par conséquent, ce dernier (et ses leaders réels) emploient ces techniques au service du peuple. Car il



est d'importance vitale de les employer, afin, d'une part, que le mouvement populaire ne débouche pas dans la violence, - laquelle ne peut pas le servir, en aucune manière -, et, d'autre part, en veillant à ce que la fraternisation ne soit pas récupérée par des agents étrangers, mais servent à la concrétisation des intérêts du peuple.

Ajoutons cette autre observation. Dans son précieux texte, A. Bensaada cite, preuves à l'appui, des associations algériennes qui ont bénéficié de subventions financières. Elles montrent sinon une accointance consciente et volontaire avec des officines impérialistes, du moins une manipulation de la part de ces dernières.

Cette constatation, bien que extrêmement utile à révéler, doit, toutefois, éviter deux fâcheuses conséquences.

D'une part, il faut veiller à ne pas semer une suspicion injustifiée en ce qui concerne toute association citoyenne, en tant que telle, proclamant servir le peuple (en invoquant la « démocratie », la « liberté », les « droits de l'homme et de la femme », etc.). D'autre part, il est indispensable de veiller à connaître à fond les formes de financement de toute association, notamment celles occultes, mais il est également utile de discerner l'utilité d'associations citoyennes réellement au service du peuple.

« Exporter la démocratie »

Bien entendu, l'impérialisme, quelque soit sa forme, a toujours caché son criminel but en se masquant comme « défenseur » et exportateur de « démocratie ». Comment dès lors le démasquer ?

La solution est simple. Il faut savoir que ce que l'impérialisme appelle « démocratie » n'est rien d'autre que le capitalisme, ce système par nature psychopathe, parce que son but unique et suprême est le profit, lequel ne peut être obtenu que par l'exploitation économique de la force de travail, physique et intellectuelle, de l'être humain.

Par conséquent, en ce qui concerne toute organisme qui se proclame « démocratique » ou poursuivant l'établissement de la « démocratie », il est d'une importance vitale de connaître ce que le mot « démocratie » contient²⁹. Voilà le motif pour lequel mes contributions textuelles veillent, chaque fois qu'il est question de démocratie, à éclaircir ce que ce terme contient d'ambiguë, donc de manipulateur, et ce qu'il faut entendre par « démocratie » dans son sens originel et authentique. Rappelons-le, car il est

²⁹ Dans le texte de A. Bensaada, voir la citation concernant le site officiel du CIPE.

indispensable de le répéter afin de démasquer totalement l'imposture manipulatrice. La démocratie authentique, à savoir la gestion de la société par et pour le peuple (on appelle ce principe : autogestion, quoique le mot semble être passé de mode), se réalise uniquement à trois conditions.

1) Élimination sous toutes ses formes de l'exploitation *économique* de l'être humain par son semblable, donc, élimination du capitalisme, pour le remplacer par la socialisation (ou collectivisation) des moyens collectifs de production et de distribution sociaux. À ce sujet, écartons un malentendu. Les termes « socialisation » ou « collectivisation » ne se réfèrent pas aux prétendus « socialisme » ou « communisme » proclamés par les oligarchies étatiques qui s'en réclamaient, et cela à partir de 1917 en Russie, jusqu'au « socialisme » de l'époque du colonel Boumédiène.

2) Sans l'élimination de l'exploitation économique, il est impossible d'éliminer ce qui implique son existence : la domination *politique*. Il s'agit de la remplacer ce système social, caractérisé par la hiérarchie autoritaire oligarchique, par la coopération consensuelle populaire (ou citoyenne), en établissant les structures adéquates.

3) Et sans l'élimination de l'exploitation économique et de la domination politique, il est impossible d'éliminer ce qui légitime leur existence : le conditionnement *idéologique*. Il faut le remplacer par la liberté totale de penser et de s'exprimer, liberté qui suppose, pour être authentique, l'égalité absolue des citoyens en matière de droits et de devoirs, et leur solidarité réciproque.

Par conséquent, au sujet de toute organisation qui se réclame de la « démocratie », par exemple les diverses associations citées par A. Bensaada, il est indispensable, comme le fait l'auteur, d'en dénoncer le financement occulte, donc une collusion avec des officines impérialistes (capitalistes, soulignons-le) étrangères, relayées par des officines autochtones, également capitalistes.

Cependant, il faut également : soit créer des associations qui soient réellement au service du peuple, et au financement sans occultation ni ambiguïté, soit, encore, si on milite dans les associations citées par A. Bensaada, agir en sorte de les rendre totalement indépendantes par rapport aux officines impérialistes qui les financent. Encore une fois, il s'agit d'appliquer le principe « à malin, malin et demi », ou de « l'arroseur arrosé ». Il s'agit là d'un principe de base de la guerre, ici sociale : retourner les armes de l'ennemi contre lui.



Cyberespace

L'un des domaines d'action sociale est le cyberespace. Bien entendu, il est utilisé aussi bien par des citoyens et leaders populaires honnêtes que par des agents impérialistes et leurs harkis locaux.

Cependant, il est vrai que le terrain du cyberespace a une caractéristique fondamentale : ce terrain est le mieux maîtrisé et utilisé par les personnes qui disposent le plus d'argent et, donc, également de la formation adéquate à l'utilisation de ce terrain. Il n'est donc pas étonnant de constater que les agents impérialistes et leurs harkis indigènes, financés et formés par eux, possèdent la plus efficace maîtrise de ce terrain de confrontation.

Il reste donc aux militants sincères de la cause populaire, en plus de leurs efforts de lutte dans le cyberespace, d'occuper le plus possible un autre terrain : celui concret où le peuple travaille, habite, étudie et prend ses loisirs. Que l'on se rappelle le principe fondamental : *transformer ses faiblesses en force* ! C'est ainsi que les guerres populaires de libération ont affronté des adversaires infiniment plus puissants en argent et armes matérielles, et les ont vaincus. La solution fut la fusion la plus complète des « élites » honnêtes avec le peuple, partout où il existe, dans une relation d'action réciproque où force intellectuelle et force physique se complétaient harmonieusement.

Que, donc, le cyberespace, toutes proportions gardées, soit traité par le peuple et ses leaders honnêtes comme furent traités les avions, chars, soldatesques et moyens de communications colonialistes et impérialistes. Un tout petit exemple personnel pour comprendre ce propos. Durant la guerre de libération nationale algérienne, alors que j'étais enfant, mon quartier était quadrillé par des hauts-parleurs qui diffusaient à longueur de journée la propagande colonialiste, accompagnée de musiques adéquates ; cependant, il me suffisait d'entendre, pendant une heure, la radio clandestine algérienne, diffusée à partir du Caire, pour démystifier l'obsédante et apparemment puissante propagande colonialiste. Mieux encore : quand un moudjahid descendait de la montagne, ou un *moussabil* (combattant civil clandestin dans les villes), ou un simple citoyen patriote intellectuel parlaient avec nous de manière discrète, à la maison, alors la propagande colonialiste des hauts-parleurs était réduite à néant !... C'est dire l'importance absolument fondamentale de la relation physique la plus profonde entre le peuple et les personnes en mesure de l'aider à comprendre où sont ses intérêts et la manière de les concrétiser.



L'autre moyen est le suivant : le plus rapidement possible, contribuer à ce que le peuple dispose de ses organisations autonomes d'association, de délibération et de décision ; que ces auto-organisations soient caractérisées par les indispensables liberté, égalité et solidarité. Ces aspects écartent toute violence, tout dogmatisme, toute forme d'autoritarisme hiérarchique, et stimulent l'établissement du consensus le plus large, sans négliger ni diaboliser la minorité qui exprime un avis différent (car il est possible que ce dernier se révèle, à expérience faite, plus judicieux). C'est là l'unique et la meilleure garantie, pour le peuple, de se prémunir contre toutes les formes de manipulations occultes, qu'elles soient étrangères ou internes.

S'il est vrai, comme le constate A. Bensaada, que, par exemple, « les vidéos, les chansons, les parodies de chansons, les sketches et les clips détournés ont été (et sont toujours) très efficaces », cette efficacité sera redimensionnée à sa correcte mesure, au service du peuple, si ce dernier dispose de ses auto-organisations afin d'examiner le contenu et la valeur de ces ingrédients du cyberspace. Voir l'exemple mentionné précédemment concernant les hauts-parleurs et les musiques du système colonial.

A. Bensaada note justement, d'une manière générale : « Autant la méthode de la lutte non-violente est d'une efficacité redoutable dans la destitution des autocrates, autant elle n'a aucune incidence sur la période qui s'en suit. » Ceci dit, il faut ajouter une précision. Il est et en sera comme Bensaada l'affirme, mais à une condition : tant que le peuple ne prendra pas conscience d'un fait, que la seule manière du peuple pour ne pas être dupé dans son mouvement légitime, c'est de s'auto-organiser, de la base (périphérie) et dans toute activité sociale (travail, habitat, études, loisirs, etc.), jusqu'au centre, incarné par les institutions gouvernementales. L'histoire sociale mondiale le montre à satiété : tout le problème est là ! La capacité du peuple de disposer de sa propre auto-organisation autonome, libre, égalitaire et solidaire.

Adversaires internes

À propos du texte de A. Bensaada, la personne qui m'a envoyé son article remarque : « Il manque à l'analyse un détail, mais de taille, une explicitation du rôle des services (le pouvoir) algériens ».

Il est vrai que le peuple n'a pas seulement comme adversaire l'agent étranger impérialiste capitaliste (et ses harkis indigènes), mais également des adversaires internes :



1) les prétendus « islamistes » : lors des manifestations populaires du vendredi 29 mars 2019, qui donc avait intérêt dans l'agression de militantes féministes du mouvement populaire, dénonçant le code féodal de la famille, sinon des « islamistes » ?

2) les prétendus « démocrates » laïcs : les « leaders » politiques et les « intellectuels », d'une certaine déclarée « opposition » au système, qui s'empressent de créer les conditions pour parvenir au pouvoir étatique, comme nouvelle oligarchie, masquée de « démocratique ».

3) les institutions internes au service de l'oligarchie locale jusqu'alors dominante : car il serait illusoire de croire que toutes les personnes dirigeant des institutions étatiques, et ayant largement bénéficié de privilèges, en faisant partie du système social contesté par le peuple, soient devenus solidaires des revendications légitimes de ce peuple.

Concernant les deux premiers adversaires, leurs référents sont différents : pour les premiers, « Dieu » (interprété à leur manière) ; pour les seconds, le « divin marché » proclamé comme « libre ». Cependant, pour les deux, le but est identique : l'établissement d'un système capitaliste. Toutefois, pour les premiers, il est conçu sous forme de « charia », autrement dit de dictature totalitaire cléricale, et, pour les seconds, sous forme de « libéralisme », qui se révèle être une forme de dictature totalitaire masquée, parce que, quelque soit le parti au pouvoir, il doit avoir comme idéologie le capitalisme le plus débridé, parce que permettant le profit le plus gros.

Le troisième adversaire du mouvement populaire, ce sont les institutions de contrôle et de répression sociales. Elles sont l'émanation du pouvoir étatique dominant en place, et, donc, ont intérêt à sa continuité, sous sa forme existante, ou, en cas de mouvement populaire trop critique (ce qui est le cas aujourd'hui en Algérie) sous une autre forme, plus acceptable pour le mouvement populaire, mais, cependant, à son détriment. Deux exemples.

Lors de la marche des manifestants, le vendredi 05 avril 2019, comment expliquer l'énorme embouteillage provoqué à l'entrée Est d'Alger, par l'intervention de la gendarmerie, puis l'usage par celle-ci de gaz lacrymogènes contre les citoyens ?³⁰

L'une des propositions du pouvoir actuellement en place est d'encourager et d'autoriser la création de partis politiques, de syndicats et autres

³⁰ Détails in <https://www.algeriepatriotique.com/2019/04/05/la-gendarmerie-use-de-gaz-lacrymogene-contre-les-manifestants/> ou <https://www.elwatan.com/edition/actualite/un-énorme-embouteillage-provoque-a-lentree-est-dalger-qui-a-instruit-la-gendarmerie-de-bloquer-les-manifestants-06-04-2019>

associations. Le motif invoqué est d'augmenter l'aspect démocratique du nouveau système social. Or, l'expérience historique mondiale prouve que les partis politiques finissent toujours par former une caste anti-démocratique, aux intérêts convergents avec ceux de l'oligarchie étatique, et cela quelques soient leurs proclamations contraires. Il en est ainsi tant des partis « libéraux » que des partis « révolutionnaires ». La même expérience historique montre que seul l'auto-organisation du peuple, se dotant de ses propres structures libres, égalitaires et solidaires est la garantie d'une authentique démocratie.

Intelligence du peuple

Concluons d'une manière claire. À moins d'être un ignorant, un naïf ou un manipulateur, il est évident que, profitant du surgissement du mouvement populaire :

1) les oligarchies étrangères et leurs harkis indigènes, au nom de la « démocratie », font tout pour mettre la main sur les ressources naturelles, les moyens collectifs de production et le territoire de l'Algérie, comme de tout pays de la « périphérie » de la planète ; pour y parvenir, ces oligarchies doivent évidemment recourir aux harkis locaux adéquats de la conjoncture, occultes et jouant le rôle de « leaders » du changement « démocratique » ;

2) que l'oligarchie locale encore au pouvoir et celle qui veut la remplacer, sous prétexte de « démocratie » (éventuellement de « charia »), de « développement économique » et de lutte contre la « corruption », agissent de manière identique.

L'important pour ces deux agents, étranger et interne, est le profit à tirer par l'exploitation économique, à travers la domination politique et le conditionnement idéologique du peuple. Ces caractéristiques sont d'autant plus masquées, sous des étiquettes démagogiques flatteuses, parce que le peuple est conscient des enjeux, et le montre lors de ses manifestations publiques. La récupération par la manipulation est une tactique pratiquée par toutes les oligarchies, étrangères et indigènes ; malheureusement, jusqu'à aujourd'hui, cette tactique a vaincu les mouvements populaires.

Il est donc indispensable qu'à l'analyse des actions occultes des agents externes (et de leurs harkis locaux) soit également ajoutée une analyse des agents internes (de tous les agents internes), adversaires du mouvement populaire. Et que l'on tienne absolument à l'esprit ce principe, valable pour les individus comme pour les peuples : il est plus facile de reconnaître et

combattre ses ennemis plutôt que ses faux amis. Espérons que le peuple, face à tous ses redoutables, impitoyables et masqués adversaires, saura édifier sa propre auto-organisation, libre, égalitaire et solidaire, et, ainsi, déploiera toute son intelligence pour déceler tous ses ennemis et faux amis, seule manière de gagner la victoire légitime qu'il espère !



Auto-organisation ou l'échec

Le Matin d'Algérie, 14 avril 2019

La constatation du poids des idées reçues, véhiculées par une idéologie oligarchique dominante, exige de s'efforcer au maximum de clarification des mots et des expressions. Sans cette clarification, dont le meilleur moyen est le débat démocratique le plus libre, le plus large et le plus populaire possibles, aucun mouvement social ne peut réussir. Examinons donc ici quelques expressions et mots. Cet examen est indispensable car, à la fin de chaque démonstration de rue, les participants restent avec la question angoissante : comment faire accoucher les manifestations publiques avec le système social finalement revendiqué ?

Représentation politique

Non pas les théories, mais l'histoire concrète sociale mondiale l'enseigne : aucun mouvement social ne peut aboutir sans se doter de sa propre représentation politique. Par ce dernier adjectif, il ne faut pas entendre nécessairement un parti, car celui-ci, quelle que soit sa couleur idéologique proclamée, faillit toujours à sa mission originelle, en voyant ses dirigeants se transformer, plus ou moins rapidement, en une caste élitaires privilégiée, aux intérêts contraires à ceux du peuple qu'elle prétend représenter. Il en est ainsi depuis la Révolution française de 1789 ; absolument aucun parti politique, y compris le plus « révolutionnaire », n'y fait exception³¹.

Par l'adjectif « politique » donc, il faut entendre le terme étymologique de « polis » : *cité*. Et par extension : *société* (qu'on appelle depuis quelque temps « civile »). Par conséquent, la représentation dont il est question ici est de type *social*. Autrement dit, un mouvement populaire doit se doter d'une représentation en tant qu'émanation de ses intérêts et buts *sociaux*, en tant que *mouvement social*.

Évidemment, dire représentation politique, c'est, aussi, supposer une *autorité*, donc une *direction*. Encore une fois, l'histoire enseigne : aucun

³¹ Voir « *Pour un Mouvement d'autogestion sociale* » in « *Vers l'intifadha...* », o. c.

mouvement social ne peut concrétiser ses buts s'il ne dispose pas d'une autorité et d'une direction. Bien entendu, celles-ci doivent veiller à être l'émanation totale de la volonté populaire, exprimée de manière majoritaire, lors de débats libres, ayant pour but l'intérêt du peuple, et choisissant ses représentants avec mandat impératif.

Insistons sur le fait qu'il s'agit de *représentants*, et non de *dirigeants*. Les mots ont leur importance pratique ! Le seul dirigeant est et doit être le peuple, à travers l'expression de sa volonté. Par conséquent, les représentants qu'il choisit ont une seule fonction : concrétiser les décisions du peuple, rien d'autre. Si un représentant considère erronée une quelconque décision du peuple, c'est durant le débat qu'il doit formuler sa réserve, mais une fois qu'il assume la fonction de représentant, il est tenu à appliquer la décision pour laquelle il a été élu. Ajoutons que ce représentant ne doit bénéficier d'aucun privilège, autrement le voici devenu membre d'une caste oligarchique. Donc, ce représentant ne doit disposer que d'un salaire correspondant à celui d'un travailleur de qualification moyenne, et doit répondre à ses mandataires de tout acte de représentation de sa part.

Hétéro- et auto-organisation ³²

Pour un mouvement citoyen, il est vital de distinguer entre ces deux aspects. L'*hétéro*-gestion consiste dans la direction d'un mouvement social par des agents qui lui sont *externes*, même s'ils déclarent défendre les intérêts de ce mouvement social : politiciens professionnels, « sauveurs » divers, « leaders charismatiques », intellectuels, « experts », etc. Dès lors, il est inéluctable que le peuple finisse, à plus ou moins long terme, par n'être que le bras armé, le levier permettant à une nouvelle couche oligarchique de s'emparer du pouvoir étatique pour servir d'abord ses privilèges, en ne laissant au peuple que les miettes, en vue d'obtenir son consensus à son asservissement volontaire.

L'unique manière, donc, pour un mouvement social d'assurer la sauvegarde de ses intérêts légitimes est de s'auto-organiser. Cela doit être fait sur deux bases complémentaires : géographique et d'activité. Géographique : de

³² Ce critère fut développé dans ma thèse de doctorat en sociologie, non présentée. La recherche concernait le processus de transformation d'une révolution populaire en système conservateur totalitaire. Voir <http://www.kadour-naïmi.com/f-societe-autogestion-heterogestion-revolution.htm>

l'immeuble au quartier, à l'ensemble des quartiers jusqu'à la ville, ainsi que villages, douars, etc. Activité : habitat, travail, études, loisirs, etc.

Encore une fois, l'histoire sociale le prouve³³ : le peuple est en mesure de construire ses auto-organisations de manière autonome, libre, égalitaire et solidaire. Il suffit que les éléments de *ce peuple* les plus expérimentés et instruits en comprennent l'importance stratégique absolue, et se mettent à l'œuvre.

Malheureusement, il semble que cet impératif *décisif* d'auto-organisation n'est pas encore suffisamment exprimée dans les manifestations populaires ; et, même parmi ce qu'on appelle les « élites » favorables au peuple, l'idée de son auto-organisation semble *minoritaire*. C'est qu'il est très difficile à un membre de l' « élite » de se défaire de son aliénation présomptueuse à se croire un « sauveur » d'un peuple, jugé « ignorant » et « grégaire », d'une part ; et, d'autre part, le peuple, quoiqu'on dise, n'est jamais stimulé, encore moins préparé à s'auto-organiser, et lorsqu'il le fait (par exemple en constituant des syndicats ou autres associations autonomes), l'oligarchie dominante limite sinon réprime ces formes d'auto-organisations autonomes, tandis que les membres de l' « élite », de mentalité majoritairement hétéro-gestionnaire, donc autoritaire, traitent ces formes d'auto-organisations populaires d' « anarchie », évidemment. C'est dire qu'une révolte, même gigantesque, n'est pas automatiquement une révolution, autrement dit une rupture sociale radicale. C'est dire qu'en ce qui concerne les manifestations populaires, il faut se méfier de ceux qui les chantent de manière démagogique, sans souligner un fait : si ces manifestations sont nécessaires, elles ne sont pas suffisantes pour créer un système social nouveau, répondant aux intérêts du peuple. Il est indispensable que ces démonstrations collectives publiques accouchent et se complètent par l'auto-organisation populaire. Autrement, c'est l'amer échec, par la récupération sinon la répression, comme partout et toujours dans le monde.

Bien entendu, en formant ses auto-organisations, le peuple doit absolument veiller à ce qu'elles ne soient pas manipulées par quiconque, notamment par

³³ Toutes proportions gardées, voir la Commune de Paris de 1971, les soviets libres russes de 1917 à 1921, les collectivités espagnoles de 1936 à 1939, l'auto-gestion algérienne (celle authentique et non pas celle de la bureaucratie benbelliste), sans oublier la tradition en Kabylie des assemblées de village. Bien entendu, citer ces expériences historiques ne vise pas à les considérer comme des modèles ou recettes prêtes à l'emploi, mais uniquement comme sources d'inspiration. À ce sujet, voir « *II. Autogestion* » in « *Vers l'intifadha...* », o. c.

les agents locaux de l'impérialo-sionisme ni de l'impérialo-islamisme (saoudien, émirati et turc), sans oublier les agents de l'oligarchie autochtone.

Mots et enjeux

Parmi les manifestants comme chez les « élites », on parle de « justice », de « droit », de « développement économique », enfin de « système dégage, tout le système ! »... Est-on certain que ces mots correspondent effectivement et efficacement aux enjeux sociaux ?... Ces derniers ne se définissent-ils pas, essentiellement et clairement, par trois aspects : exploitation économique de l'être humain par son semblable, domination politique du peuple par une oligarchie, conditionnement idéologique de ce même peuple par cette même oligarchie ? Et peut-on obtenir un système social considéré comme véritablement « juste » en l'absence de l'un de ces aspects ?

Or, ces trois aspects semblent absents comme formulations claires. Que les membres de l' « élite », dans leur majorité, préfèrent les mots vagues, mais ronflants et creux, cependant à effet démagogique et manipulateur, cela est dans la nature de ces membres de l' « élite ». Mais le peuple, dans ses diverses catégories (travailleurs, étudiants, jeunes, adultes, hommes, femmes) et ses porte-parole spontanés (à ne pas confondre avec les manipulateurs de tout acabit) ne doit-ils pas parvenir au maximum de clarté dans l'expression de ses revendications légitimes ? Tant que cette clarté n'est pas présente, un mouvement populaire, quel que soit son importance et ses prouesses, peut-il réussir, c'est-à-dire concrétiser les buts pour lesquels il se bat ? Ne risque-t-il pas de finir par être manipulé par ses faux amis ? On les reconnaît à leurs louanges les plus flamboyantes à propos du peuple, mais sans jamais parler de son indispensable auto-organisation pour s'auto-émanciper. Le flatteur vit toujours aux dépens de celui qui l'écoute ! Attention donc aux mots et aux expressions !

Double pouvoir

L'effort de clarté et d'honnêteté exige de ne pas taire ni négliger un autre aspect du changement social. Une rupture sociale n'a lieu qu'en présence de l'émergence d'un pouvoir inédit qui entre en compétition avec le pouvoir établi. Le nouveau pouvoir s'exprime d'abord sous forme sociale populaire, tandis que le second s'incarne dans l'usage oligarchique de l'État.



Le pouvoir étatique, géré par l'oligarchie qui en détient les rouages, dispose de ses propres organisations dans tous les domaines sociaux : politique, juridique, idéologique, police politique, militaire. Au contraire, le pouvoir social populaire, dans sa première phase, ne dispose que de ses manifestations publiques de rues. Certes, elles peuvent chasser un tyran, mais pas le système social qui a produit ce tyran. Si donc le peuple veut réellement disposer d'une influence décisive, en mesure d'abolir un système inique au bénéfice d'un système au service de la communauté toute entière, ce peuple doit disposer d'un pouvoir réel, de type *institutionnel* : cela se concrétise par son auto-organisation. Celle-ci seule est capable de doter le mouvement populaire d'un pouvoir effectif, en mesure d'affronter le pouvoir étatique en place.

Dès lors, toute entreprise de *transition*, pour répondre correctement aux revendications formulées par le peuple, doit favoriser cette auto-organisation du peuple. Ainsi, cette forme de transition correspond réellement aux droits légitimes du peuple. Autrement, cette entreprise de transition, quelques soient ses déclarations publiques, accouche d'une nouvelle oligarchie dominante. Soit le pouvoir du peuple, institué, remplacera le pouvoir de l'oligarchie, soit ce dernier éliminera le premier.

Pacifisme et violence

Quant à la méthode employée, elle est pacifique, sinon violente. Cette affirmation n'est pas le résultat d'une allégation gratuite ou d'une stupide divination, mais cette affirmation correspond au fonctionnement objectif des forces sociales en présence, tel que l'histoire mondiale le montre, partout et toujours. Aucune oligarchie sociale ne renonce à ses privilèges, à moins d'y être contrainte, de manière pacifique sinon violente. Partout et toujours dans le monde, chaque fois que la violence est employée par un mouvement social, elle accouche d'une oligarchie inédite, recourant, elle aussi, à la violence pour se constituer et se maintenir. C'est ainsi depuis la Révolution française de 1789.

Face à une auto-organisation d'institutions populaires, les forces détenant l'exercice de la violence se trouvent devant une alternative : s'opposer ou se solidariser réellement avec le peuple. Elles optent pour la seconde solution, si ces forces sont réellement ce que la Constitution les a définies, et ce qu'elles-mêmes se déclarent officiellement. En effet, police et gendarmerie n'ont pas pour rôle de réprimer les revendications légitimes pacifiques du

peuple, mais uniquement de réprimer ce qui nuit au peuple comme communauté de citoyens. Quant à l'armée, son seul rôle est de défendre l'intégrité du territoire contre toute agression étrangère (ou interne, contraire au peuple).

L'espoir, donc, est que la méthode pacifique de changement social triomphe ; c'est l'unique manière de concrétiser un système social, lui aussi, basé sur le consensus pacifique.

Il est cependant vrai qu'il peut sembler que la violence obtienne le résultat escompté, et non pas la méthode pacifique. Toutefois, les expériences historiques montrent, sans exception, que ce raccourci n'a jamais produit le système social tel que voulu par le peuple, à savoir un système excluant toute forme de contrainte sociale par la violence. L'histoire enseigne : dans les changements sociaux, moyen et fin se conditionnent obligatoirement l'un l'autre.

Que donc aux institutions étatiques de l'oligarchie dominante soient opposées les institutions créées par et pour le peuple. Bien entendu, le mouvement populaire étant pacifique, il s'agit pour lui de créer de manière pacifique les institutions pacifiques qui lui permettent de concrétiser pacifiquement ses intérêts légitimes.

Du temps

Penser que l'auto-organisation populaire réclame un temps très long est erroné. L'histoire enseigne qu'il y a des phases historiques caractérisées par un phénomène original : un jour équivaut à une année d'activité. Ce phénomène a lieu quand l'effervescence populaire atteint son niveau le plus élevé. Cette auto-organisation populaire pourrait donc se réaliser dans les plus brefs délais, si le peuple prend conscience de cette nécessité. À ce sujet, j'oserais même affirmer ceci : les 90 jours proposés pour des élections présidentielles en Algérie pourraient être suffisants pour construire cette auto-organisation institutionnelle du peuple, de telle manière que ce soit d'elle-même qu'émanerait un processus d'élection d'un président de la nation, celui-ci étant, alors, réellement une émanation de la volonté populaire.



Pour la phase constructive du mouvement populaire

*Le Matin d'Algérie, 4 avril 2019
Algérie Patriotique, 15 avril 2019*

Ainsi est faite l'espèce humaine, partout et toujours : s'il lui est difficile de détruire un système social inique, il lui est plus difficile encore de construire un système appelé vaguement juste ou démocratique, plus précisément de liberté, d'égalité et de solidarité. En effet, ces trois caractéristiques ne peuvent pas exister l'un sans l'autre³⁴.

En Algérie, finalement, le représentant d'un système mafieux fut contraint par le peuple, avec lequel s'est solidarisé la hiérarchie militaire, de quitter le pouvoir étatique. Pour y parvenir, combien a-t-il fallu de luttes sous toutes les formes, de répression policière, d'emprisonnements, de morts, d'exils (intérieurs ou extérieurs), de noyés dans la mer, de combats où, parfois, des citoyens revendiquant des droits légitimes furent assassinés par des gendarmes ou des soldats d'un État dit « démocratique et populaire ».

Et encore, ce n'est pas fini. Seul le « Roi » a été mis en échec ; il reste à éliminer le système lui-même qui a permis l'existence de ce « Roi »³⁵. Alors, finira la phase un du mouvement populaire actuel.

Et, alors, commencera la phase deux. C'est le travail le plus difficile : non pas détruire, mais *construire* un nouveau système social d'où toute forme d'injustice sociale soit bannie.

Élections et débats

Pour le moment, toutes les voix (citoyennes, politiques, militaires, intellectuelles, etc.) semblent verbalement d'accord, : donner la parole au peuple. À ce sujet, on propose des élections finalement libres, autrement dit sans traficotage ni manipulation, finalisées par une nouvelle Constitution.

Cependant, une question se pose : comment une citoyenne et un citoyen peuvent-ils élire en toute connaissance de cause s'ils ne sont pas informés

³⁴ Voir ci-dessus « *Trois oui, trois non et deux conditions* ».

³⁵ Voir ci-dessus « *Le « système » : pourquoi et comment le changer ?* »

clairement, correctement, pleinement des intérêts en jeu ?... Et comment ce genre d'information est-il possible sans l'instauration des débats les plus libres, démocratiques et larges possibles ?

Que ces débats soient les plus *libres*, il semble que désormais le mouvement populaire est devenu si puissant qu'il rend possible cette liberté de débats.

Pour que ces débats soient *démocratiques*, il faut qu'y participent à parité entière toutes les composantes du peuple, sans aucune exclusion de position sociale, de sexe, d'âge, d'ethnie, de spiritualité. C'est dire l'application rigoureuse du principe d'*égalité* entre tous les citoyens.

Pour que ces débats soient les plus *larges* possibles, il faut que les habitants de toutes les parties du territoire national, ainsi que les membres de la diaspora à l'étranger, y participent : du douar et du bidonville les plus isolés au quartier le plus central des villes et de la capitale, en passant par toutes les positions intermédiaires.

Et encore : que les langues de communication ne soient pas limitées à l'arabe classique et au français, mais soient d'abord les langues maternelles du peuple : arabe algérien et tamazight. Je n'ai jamais compris comment des leaders prétendant s'adresser au peuple lui parle dans un idiome autre que celui qu'il comprend le mieux, lequel est celui de sa vie ordinaire³⁶.

Et, enfin, que les leaders qui se proclament démocrates et laïcs, pour ne pas être soupçonnés de manipulation idéologique du peuple, ne commencent pas leur discours par une invocation religieuse, laquelle devrait se cantonner au domaine de la croyance privée.

Compter sur ses propres forces

Toute personne, même la non instruite, si elle est pourvue du simple bon sens, le sait : on n'est jamais mieux servi que par soi-même. En terme social, cela veut dire que les opprimé-e-s ne peuvent être sauvé-e-s que par eux-mêmes. En son temps, un poète-cordonnier l'avait dit en chanson : « Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes ». Les preuves de cet impératif sont désormais établies. En effet, chaque fois que des « leaders » plus ou moins charismatiques se sont auto-proclamés « Sauveurs » (évidemment « honnêtes », « Géniaux » et « infaillibles »), le bilan fut tragique pour le

³⁶ Voir « *Défense des langues populaires : le cas algérien* », librement disponible ici : https://www.editionselectronlibres-edizionieltroniliberi-maddah.com/ell-francais-sociologie-oeuvres-defense_langues_populaires.html

peuple. Désormais, nous disposons du bilan des soit disant « démocraties populaires », à commencer par la prétendue république « soviétique »³⁷.

Pour parvenir à se sauver par lui-même, le peuple algérien, pour l'organisation de ses débats, peut s'inspirer d'une tradition populaire locale : celle des comités de village, pratiquée notamment en Kabylie. Avec cette différence essentielle, mise en évidence durant le « printemps » de 2001 : que les protagonistes de ces assemblées ne soient pas les notables de sexe mâle du groupement local, mais des représentants librement élus par les membres du groupement local, sur mandat impératif. Et que ces représentants soient : 1) autant des hommes que des femmes, sachant que ces dernières sont plus opprimées que les premiers ; 2) autant de jeunes que de personnes âgées, les premiers fournissant leur énergie et leur savoir, et les seconds leur précieuse expérience sociale.

On a constaté, durant les manifestations populaires, l'émergence de comités citoyens de vigilance servant à veiller au bon déroulement des démonstrations de rues. Il reste au peuple à créer ses comités de gestion populaire. Oui, certes !... Le mot d'autogestion (ainsi que celui de « socialisme ») fut tellement manipulé dans le passé, par l'oligarchie dominante, que ce mot peut causer le rejet. C'est que l'oligarchie est parvenue à salir jusqu'aux termes les plus beaux, pour en détourner les opprimés qui pouvaient s'en inspirer. Donc, ne pas s'arrêter au mot. Appelons la forme d'organisation sociale de base comme l'on veut : auto-organisation sociale de base, comité d'autogestion, assemblée d'auto-gouvernement, « jma'a cha'biya » (assemblée populaire), tout ce que l'on veut ; l'essentiel est que la forme d'organisation soit l'émanation libre, égalitaire et solidaire des citoyens.

Un exemple pratique

Qu'il me soit permis de citer une expérience personnelle ; elle me semble significative dans ce cadre de réflexion et de phase du mouvement populaire. En 1971, à l'Institut National de Formation Professionnelle des Adultes d'Alger, les travailleurs étaient mécontents du représentant de la section syndicale U.G.T.A., parce qu'il était le représentant non pas de ses élus mais l'agent servile du directeur de l'Institut, au détriment des travailleurs. Lors des élections de 1972 pour choisir le nouveau représentant de la section

³⁷ Voir Voline, « *La révolution inconnue* », librement disponible ici : <http://kropot.free.fr/Voline-revinco.htm>

syndicale, les travailleurs me firent l'honneur de me proposer comme candidat. Fidèle à ma conception autogestionnaire, j'ai suggéré que l'un des travailleurs eux-mêmes soit choisi pour ce mandat. Cependant, les travailleurs insistèrent pour me proposer, justifiant leur choix par le fait que je possédais les aptitudes et le temps les plus adéquats pour ce rôle. J'ai fini par accepter, à une condition, qui fut la suivante.

Une fois élu par les travailleurs (avec, cependant, l'hostilité minoritaire de certains professeurs de l'Institut, qui me voyait comme menace pour leurs privilèges), voici comment j'agissais. Contrairement au représentant syndical précédent, je tenais régulièrement l'assemblée des travailleurs chaque mois. Durant la rencontre, j'enregistrais sur la page gauche d'un cahier les doléances des travailleurs. J'agissais donc comme simple secrétaire. Puis, le jour suivant, j'allais trouver le directeur de l'Institut auquel je présentais le cahier, en lui demandant de répondre aux doléances sur la page droite du même cahier. Bien entendu, ce directeur (qui, par ailleurs, se déclarait soucieux du « peuple », et représentant de l'État « démocratique et populaire ») fournissait des réponses totalement inadéquates. Alors, durant l'assemblée mensuelle suivante des travailleurs, je les informais du résultat négatif. Ainsi, ils comprenaient que le directeur en question n'était qu'un technocrate-bureaucrate pour lequel seuls comptaient son salaire et ses privilèges, et, pour en bénéficier, il appliquait servilement les directives d'un État qui se révélait être une oligarchie étatique, malgré les déclarations en faveur du peuple.

Résultat : après quelques mois de ce genre d'assemblée avec les travailleurs, la hiérarchie syndicale me destitua de mon poste syndical pour « agitation subversive », et la direction de l'Institut décida mon déplacement dans un centre de formation professionnel sous le prétexte que je n'étais plus « utile » à l'Institut³⁸. Ajoutons à ce fait que les « soutiens critiques » du régime, partisans du PAGS, partageaient les décisions dont j'étais victime.

Cet exemple démontre deux faits.

D'une part, mettre ses propres connaissances au service du peuple est simple : il suffit de se cantonner à être le porte-voix honnête de ses revendications légitimes, par l'intermédiaire d'une organisation sociale où ce

³⁸ Détails in « *Éthique et esthétique au théâtre et alentours* », PARTIE IV. ENTRACTE ou LE THÉÂTRE DE LA VIE / 3. Au plus profond de la grotte du tigre, librement disponible ici : <https://www.editionselectronlibres-edizionieltroniliberimaddah.com/ell-francais-theatre-oeuvres-ecrits%20sur%20theatre%20ethique%20esthetique%20theatre%20alentours.html>

peuple librement s'assemble, débat, se consulte, prend ses décisions de manière démocratique et majoritaire, enfin choisit de la même manière un représentant pour formuler ses revendications à la personne étatique chargée de les examiner et de les satisfaire.

Le second fait que montre cette expérience est le suivant : tout représentant d'une autorité étatique refusera, sous n'importe quel prétexte fallacieux, de satisfaire les revendications légitimes du peuple, tant que ce représentant est l'émanation d'une autorité étatique qui est en réalité une oligarchie dominant le peuple. Par conséquent, ce même représentant étatique trouvera le moyen d'éliminer tout représentant authentique du peuple. Donc, seul un représentant authentique du peuple est en mesure de satisfaire ses droits légitimes. Et, pour être authentique, il faut que ce représentant soit l'émanation du choix réel du peuple, et non d'une oligarchie dominante qui le nomme à ce poste, pour la servir.

Représentation authentique du peuple

De l'exemple précédent découlent les observations suivantes.

De la plus petite organisation populaire de base jusqu'à l'organisation appelée État, en passant par les organisations intermédiaires sous toutes leurs formes (territoriales et d'activité sociale), la démocratie réelle ne peut se concrétiser qu'aux conditions suivantes :

1) que le représentant de la communauté sociale (comité, association, assemblée, etc.) soit élu de la manière la plus démocratique, donc libre, égalitaire et solidaire ;

2) que ce représentant se cantonne à formuler les revendications légitimes de ses mandataires auprès du représentant correspondant de l'autorité étatique ;

3) que ce dernier réponde de manière claire, complète et positive aux revendications populaires formulées, autrement il ne peut se prévaloir de représenter le peuple, et doit, par conséquent, se démettre de sa fonction pour la laisser à un représentant authentique du peuple.

Oui ! Ce système organisationnel est possible de la base locale au centre national. Notons qu'ici le mot « sommet » n'est pas employé, parce qu'une organisation réellement démocratique exclut la hiérarchie autoritaire, pour ne pratiquer que la coopération consensuelle.

Par « base » s'entend toute association qui réunit des citoyens autour d'une activité spécifique : habitat, travail, études, loisirs, etc. Dans ce schéma sont



considérées toutes les formes d'association sociale, y compris les activités politiques, judiciaires, administratives, policières, militaires, culturelles, spirituelles, etc. Cela signifie que le principe fondamental est le suivant : *élection* libre et démocratique (sur base majoritaire et impérative) de tout représentant à une fonction sociale, en excluant toute forme de nomination ; cette dernière est toujours susceptible de créer une oligarchie dominatrice. C'est cela la radicalité, c'est-à-dire régler les problèmes sociaux à la racine. Autrement, on reste dans le bricolage, toujours favorable à une forme d'oligarchie, au détriment du peuple.

Contre la hiérarchie autoritaire, la coopération solidaire

Bien entendu, la conception sociale ici présentée sera rejetée par toute mentalité obsédée par l'autorité et son complément, la hiérarchie. De fait, toute personne jouissant de privilèges sociaux, même en se proclamant « démocrate » ou, plus encore, « révolutionnaire », bénéficie de cette structure autoritaire hiérarchique, parce que cette personne y vit et en jouit. Cette personne ne peut donc pas scier la branche sur laquelle elle est assise. Il s'ensuit que cette personne présente tous les prétextes (généralement enjolivés de « science », « raison », « pragmatisme », « sagesse », et même de « marxisme » ou de « volonté divine ») pour dénoncer l'auto-organisation populaire comme « inadéquate », « illusoire », « archaïque » et même anarchiste dans le sens de désordre. En occultant un fait : le réel désordre social est celui basé sur l'exploitation-domination de l'être humain par son semblable, tandis que l'authentique ordre social exclut cette tare, en la remplaçant par la coopération solidaire entre tous les êtres humains sans distinction.

Cependant, l'expérience historique des peuples montre que la conception opposée à celle autoritaire hiérarchique, à savoir celle coopérative consensuelle, fut et demeure possible, que c'est même l'unique conception en mesure d'établir un système social d'où est exclue toute forme d'injustice sociale, laquelle est caractérisée par trois fléaux : exploitation économique, domination politique et conditionnement idéologique.

Ceci dit, il faut reconnaître que la néfaste (pour le peuple) mentalité autoritaire hiérarchique est dominante dans le monde entier, y compris dans le marxisme - ne l'oublions jamais ! -, au point d'avoir fait faillir toutes les révolutions jusqu'à aujourd'hui apparues sur la planète, à commencer par celle bolchevique. Oui ! Il est indispensable de le rappeler pour démasquer

l'imposture et l'occultation à ce sujet, et ne pas risquer d'en voir une autre édition en Algérie ou ailleurs. Cela ne signifie en aucune manière la légitimité de cette mentalité autoritaire hiérarchique, même et surtout parée de la « bonne » intention de « servir le peuple ». A-t-on jamais vu une oligarchie dominante, quelque soit son idéologie, déclarer autre chose que de « servir le peuple » et la « nation » ?

Le problème est que les peuples ne sont pas encore parvenus à mettre définitivement fin à ce genre d'idéologie manipulatrice démagogique, pour établir une société de coopération consensuelle. Cette dernière forme de société devrait arriver, ou, alors, c'est la fin de l'espèce humaine par une apocalypse nucléaire. Car la mentalité autoritaire hiérarchique est toujours et par nature source de conflits sanglants, pouvant aller jusqu'à la dernière guerre sur cette planète, dernière parce qu'elle supprimera l'espèce humaine³⁹.

Paroles de Larbi Ben Mhidi

Il aurait dit : « Jetez la révolution dans la rue, le peuple s'en emparera ». Dans le contexte actuel cela signifie : que le peuple se crée ses propres organisations-assemblées de base, partout et dans toutes les secteurs d'activité sociale, qu'il débattre de manière libre et égalitaire en ce qui concerne ses intérêts (qui sont ceux de la nation), qu'il prenne ses décisions de manière démocratique (sur base majoritaire), qu'il désigne ses représentants avec mandat impératif... Alors, et seulement alors, des élections (et une Constitution) auront leur sens véritable, seront l'émanation de la volonté populaire, parce que ce peuple aura suffisamment débattu des enjeux réels de la patrie qu'il habite.

On objectera avec raison : mais entre-temps, comment diriger le pays ?... Quelque soit la forme choisie, une seule condition est impérative : que les dirigeants provisoires du pays *permettent* (leur demander d'*encourager* serait peut-être trop, à moins qu'ils aient un esprit autogestionnaire) l'instauration de ces débats populaires libres, égalitaires et solidaires, dans le but d'arriver aux élections qui, elles aussi et alors, seront libres, égalitaires et solidaires. Alors, de ces élections émaneront les représentants légitimes, de la périphérie au centre du pouvoir populaire. Autrement, le mouvement populaire, en Algérie comme cela fut toujours et partout ailleurs, accoucherait à son insu d'une nouvelle forme de domination oligarchique,

³⁹ Voir « *Autogestion ou apocalypse* » in « *Vers l'intifadha...* », o. c.

quelque soit les déclarations que ses membres feraient. Ce fut le cas depuis la Révolution française de 1789 jusqu'à toutes les « révolutions » contemporaines, sans aucune exception.

Afin d'éviter ce néfaste résultat, il est vrai que l'action populaire sera ardue, mais elle ne sera pas compliquée ni empêchée, et cela à trois conditions.

D'abord, le peuple doit être (ou parvenir à être) suffisamment conscient des enjeux en cours, au-delà des slogans formulés durant les manifestations de rue. Cela implique qu'il connaisse tous ses droits, sache comment les concrétiser de manière réellement démocratique (libre, égalitaire et solidaire), et déjoue toutes les manipulations internes et externes.

Ensuite, l'institution militaire, qui détient désormais le pouvoir étatique, devrait consentir à la volonté populaire de réaliser le changement radical du système social. À ce sujet, M. Gaïd-Salah, chef d'État-major de l'armée, a déclaré : « Nous soutiendrons le peuple jusqu'à ce que ses revendications soient entièrement et totalement satisfaites ». Pour sa part, le peuple a répété, dans les rues : « chaab djeich, khawa khawa » (peuple, armée : frères, frères) ... Cependant, le peuple doit se rappeler que ce sont d'abord et principalement ses manifestations pacifiques et résolues qui sont à l'origine du commencement de la fin du système inique qui a dominé le pays jusqu'à aujourd'hui, et que l'institution militaire, après des atermoiements, a fini par suivre le mouvement populaire en le soutenant. Cette dernière soutiendra-t-elle le peuple jusqu'à lui permettre vraiment « que ses revendications soient entièrement et totalement satisfaites » ? Là serait alors la révolution tant désirée par Larbi Ben Mhidi et par le peuple, dont l'armée serait alors réellement son émanation authentique.

Enfin, il faut que toute personne et toute organisation, se considérant démocrate en Algérie, non seulement se reconnaissent et se réunissent pour œuvrer ensemble⁴⁰, mais encore que ces personnes et organisations rejoignent le peuple, pas uniquement durant ses manifestations de rue, pas pour le « diriger », mais pour l'aider, en se cantonnant à fournir au peuple leurs connaissances, afin qu'il s'auto-organise de manière libre, égalitaire et solidaire. Le peuple a mis les démocrates devant leur responsabilité : se servir du peuple ou le servir. Juger cette considération comme étant du « populisme », ainsi que le déclareraient certains dirigeants de partis politiques ou membres de l'« élite intellectuelle », se déclarant pourtant démocrates, est simplement une manière de vouloir chapeauter le mouvement populaire à leur seul bénéfice. Comme l'hydre, la mentalité

⁴⁰ Proposition du PLD, 03 avril 2019.

autoritaire hiérarchique, donc oligarchique, a plusieurs têtes, dotées de masques divers. Il est vital pour le peuple de s'en rendre compte pour ne pas passer d'un dominateur à un autre, plus subtil, parce que moins brutal, mais néanmoins dominateur.

Désormais, l'énergie populaire dépensée à manifester hebdomadairement dans les rues, - et qui a abouti victorieusement à l'élimination du « Roi » du système mafieux -, devrait, - pour ne pas être récupérée par une oligarchie dominante inédite ou s'essouffler inutilement -, se transformer le plus vite possible en énergie consacrée à auto-construire quotidiennement les organisations populaires autonomes. Elles seules, et uniquement elles, sont les bases d'édification d'une république authentiquement démocratique, laquelle n'a pas besoin de « Sauveur », celui-ci étant le peuple lui-même, à travers ses organisations et ses représentants authentiques. Et que vive l'Algérie d'un peuple libre, égalitaire et solidaire !

Cet idéal anima les moudjahidines qui lui donnèrent l'indépendance nationale, en espérant que leur sacrifice aboutirait à l'établissement d'une communauté de liberté, d'égalité et de solidarité. Le peuple algérien réussira-t-il là où, malheureusement, tous les autres peuples de la planète, malgré leur admirable courage, leur splendide intelligence et leur magnifique générosité, furent finalement vaincus et dominés par une oligarchie nouvelle, et cela depuis 1789 ? La réponse appartient à la capacité du peuple, d'abord, et, ensuite, à celle de ses réels amis, civils et militaires.



Interrogations et réflexions

La Tribune Diplomatique Internationale, 19 avril 2019
Le Matin d'Algérie, 20 avril 2019

Au stade actuel des manifestations populaires en Algérie, voici des observations qui semblent exiger des éclaircissements.

Mystères

Concernant les auteurs réels de ce mouvement populaire, plusieurs hypothèses (ignorons les allégations plus ou moins fantaisistes) se présentent. Elles se basent toutes sur les caractéristiques surprenantes du mouvement populaire : son émergence soudaine, sa composante inter-classiciste (cependant, tous ces classes souffrent, d'une manière ou d'une autre, d'une humiliation qui provient de leur exclusion du « gâteau » constitué par les richesses naturelles), sa discipline, son pacifisme résolu allant jusqu'au « sourire » et aux gestes de fraternisation avec des policiers, ses mots d'ordre consensuels, et cela malgré un très étonnant manque (apparent) d'encadrement par des leaders.

Examinons donc les hypothèses.

1.

Le mouvement serait principalement téléguidé par des agents d'officines étrangères impérialo-sionistes (états-unienne, française, anglaise) et impérialo-moyennes orientales (Turquie et Qatar, avec l'organisation des « Frères musulmans », d'une part, et, d'autre part, Arabie Saoudite et Émirats, avec le wahabisme, d'autre part), par l'intermédiaire de leurs harkis locaux.

Cette réalité, seuls un naïf, un ignorant ou un agent de ces officines la contesterait. En effet, les oligarchies étrangères font leur « normal » travail de guerre (clandestine, dans une première phase) : par la manipulation du peuple, tenter de s'emparer des richesses naturelles (à exploiter) et du territoire algérien (à occuper comme base militaire).

2.



Le mouvement serait principalement guidé par un clan (disons plus correctement : une couche oligarchique) interne au pays, laquelle a vu ses intérêts économiques remis en question par la couche oligarchique dominante de l'ex-président Bouteflika.

Cette hypothèse s'appuie sur l'exclusion du système étatique, durant le règne d'A. Bouteflika, d'hommes d'affaires (tel Issab Rabrab) et de généraux (tel l'ex-chef des services de renseignements DRS, ou autres généraux contraints à une retraite forcée).

Là encore, il n'y a pas à s'étonner que des personnes dont les intérêts ont été remis en question cherchent à se venger et récupérer leur position, cependant par des moyens occultes, parce qu'imposées par les circonstances actuelles. Cette hypothèse s'appuie sur les plus récentes déclarations du chef d'État-Major, Monsieur Ahmed Gaïd Salah.

Toutefois, on s'est demandé pourquoi l'ex-chef du DRS se serait réuni avec Saïd Bouteflika, pour comploter ensemble, alors qu'auparavant, ce dernier, alors conseiller tout puissant de son frère président du pays, avait contribué à démettre cet ex-chef du DRS de ses fonctions. On pourrait répondre qu'il n'est pas étonnant que deux personnes, auparavant ennemis, mais devenus toutes les deux exclues de l'oligarchie dominante, cherchent à s'unir contre leur ennemi commun pour tenter de reprendre leur position dominante dans l'oligarchie. Pour des dominateurs, la fin justifie les moyens.

3.

Le mouvement serait téléguidé par les membres de l'oligarchie déjà au pouvoir, celle d'A. Bouteflika, lequel continuerait à manœuvrer de manière occulte.

Le but serait de semer un désordre, menant à ceci : la désaffectation des citoyens concernant les élections présidentielles, dans le but de laisser voter seulement les partisans de l'oligarchie dominante. Cette action accorderait, de manière formellement démocratique et constitutionnelle, la présidence à une personne voulue par l'oligarchie dominante.

Les partisans de cette hypothèse la justifient par des constatations. Outre les caractéristiques déjà mentionnées du mouvement populaire, notamment l'absence de toute forme de répression policière.

Aussi incroyable que puisse paraître cette hypothèse, elle n'est pas à exclure. En effet, toute oligarchie dominante menacée peut recourir aux moyens les plus incroyables pour se maintenir au pouvoir.

Cependant, cette hypothèse semble invalidée par des faits ayant eu lieu le vendredi 12 avril 2019 : répression policière (mais le porte-parole du



gouvernement déclara que les services de sécurité n'avaient reçu aucune instruction de réprimer les marches, alors qui a donné l'instruction ?), apparition de manifestants brandissant le Coran, polémiques autour du drapeau amazighe durant les manifestations, action de « baltaguias » s'attaquant à un véhicule de police et détruisant des bâtiments privés.

On objecterait que ces actions justifient la tenue d'une élection présidentielle par l'affaiblissement du mouvement populaire, dès lors terrorisé et donc contraint d'abandonner l'espace public.

Mais, alors, comment expliquer le maintien de la candidature, devenue unique, d'Ali Ghediri, soutenu par les personnes qui l'ont déclaré publiquement, telles le patron milliardaire Issab Rabrab ?... Certains avaient émis l'hypothèse qu'il se serait qu'un « lièvre », produit par l'oligarchie dominante elle-même. On objecterait, toutefois, que ce candidat fait des déclarations contre l'oligarchie dominante. Et, en même temps, s'est déclaré au côté du peuple.

Pourtant, ce peuple, lors de ses manifestations de rues, a déjà exprimé clairement sa volonté : le refus d'une élection présidentielle organisée par les agents du système social contesté, car elle serait manipulée. Plus encore, des magistrats et des présidents d'APC s'y sont solidarisés, les premiers refusant de superviser l'élection, et les seconds de réviser les listes électorales.

Selon l'hypothèse examinée ici, le peuple (ainsi que ces magistrats et présidents d'APC, sans oublier les partis politiques hostiles à la tenue de cette élection) seraient tous manipulés, à leur insu, pour refuser la tenue de l'élection, afin que le candidat voulu par le système social actuel l'emporte, de manière formellement constitutionnel et démocratique.

Ce fait rend plus énigmatique le maintien de candidature de la part d'Ali Ghediri, lequel fut abandonné même par son directeur de campagne, Mr. Mokrane Aït Larbi, qui a préféré rejoindre la position populaire de refus d'élection dans les conditions actuelles.

Dans l'hypothèse examinée ici, notons un point commun entre le système social qui a provoqué le soulèvement populaire, et ce dernier lui-même : une opacité en ce qui concerne l'encadrement. Dans l'oligarchie dominante comme dans le mouvement populaire, cette opacité réside dans la difficulté, quand pas l'impossibilité, de savoir qui sont les réels agents décideurs.

4.

Le mouvement populaire serait dirigé par des leaders sincèrement partisans du peuple, mais qui demeurent dans l'anonymat pour ne pas être éventuellement assassinés.

Cette hypothèse est invalidée par un fait. Si réellement des leaders de ce type avaient provoqué les manifestations populaires, ils auraient en même temps encouragé et aidé le peuple, une fois les manifestations réussies, à s'auto-organiser rapidement de manière à créer ses propres institutions démocratiques, donc ses propres représentants, à opposer aux institutions et aux représentants du système social rejeté. Par conséquent, le manque évident de cette auto-organisation générale permet de douter de la présence d'agents authentiquement du peuple, ayant provoqué ses manifestations.

5.

Le mouvement serait né de manière totalement spontanée, sans aucune forme de manipulation externe, ni d'action dirigeante de leaders internes ; ce mouvement populaire de 2019 serait donc à l'image du soulèvement populaire anti-colonial de décembre 1960.

Au stade actuel, cette hypothèse ne dispose pas de preuves qui l'affirment ou l'infirmement. Elle est toutefois possible. Dans ce cas, le surgissement des manifestations populaires serait, cependant, le résultat de nombreuses années de luttes diverses et de tragédies sanglantes, qui ont préparé et produit ce surgissement soudain, massif, national, spectaculaire et étonnant par sa (auto ?) discipline.

6.

La dernière hypothèse considère que toutes les hypothèses précédentes ont, d'une manière ou d'une autre, contribué à la production de ce mouvement populaire. C'est, peut-être, à l'heure actuelle, l'hypothèse la plus probable ; elle répond à la logique sociale la plus acceptable, à défaut de preuves concrètes privilégiant les autres hypothèses examinées.

Propositions

Ceci étant dit, il est utile de s'efforcer à découvrir les agents réels, sinon uniques du moins principaux et décisifs, de ce mouvement social. Pour cela, il est indispensable d'éviter les allégations farfelues et présomptueuses. Seul mérite considération un raisonnement fournissant des preuves concrètes et vérifiables.

Il faut, encore, et surtout, réfléchir et proposer des pistes d'action qui permettent au mouvement populaire de ne pas être manipulé par quiconque. Ci-dessus, constatation fut faite que ce genre de propositions, excluant la manipulation du peuple, sont minoritaires.



Pour éviter cette manipulation, plus ou moins sournoise, la première condition méthodologique est de supposer que tous les agents *externes* au mouvement social, mentionnés auparavant, agissent. Ces interventions externes font partie du conflit social en cours. Il ne s'agit pas, ici, d'obsession complotiste, mais seulement de conclusion produite par l'observation du déroulement des faits sociaux, quelque soit le pays et l'époque. Quoiqu'on dise, les classes sociales et les luttes entre elles existent, parce que existe l'enrichissement des uns par l'exploitation économique.

Supposer que des agents externes au mouvement populaire agissent implique de chercher comment le mouvement populaire peut et doit les neutraliser.

Des propositions diverses sont faites.

Certains manifestants, à la suite de la majorité des membres de l'élite politico-intellectuelle, privilégient l'intervention de ces derniers, à condition de n'avoir pas profité du système social contesté.

Cette proposition semble la plus réaliste, la plus raisonnable. En effet, des personnes détenant un savoir politico-intellectuel, éventuellement sanctionné de diplômes et d'une activité sociale correspondante, semblent l'unique moyen de transition vers une société de « droit » et de « justice » réels, comme on la décrit généralement.

Cette conception déclare éprouver les plus nobles intentions en faveur du peuple, et même parler en son nom, donc s'auto-ériger en représentant des intérêts du peuple.

Cependant, cette conception implique, sans jamais le reconnaître formellement (elle ne peut pas l'oser, sans se disqualifier aux yeux du peuple) que le peuple est incapable d'avoir (de produire) en son sein des personnes susceptibles d'être reconnues et choisies par lui de manière démocratique. Cette conception est donc une autre manière, plus subtile et sournoise, mais typique de la couche élitaire, de traiter le peuple de « ghâchi », « foule », « populace », « masse » ignorante et incapable. C'est que la majorité de l' « élite » politico-intellectuelle, quelque soit le pays et l'époque, a dans sa structure psychique, produit par sa position de classe privilégiée (même si réprimée par l'oligarchie dominante) de s'auto-glorifier comme seule capable de « sauver » le peuple. Ce fait légitime l'occupation du pouvoir par cette « élite », avec les privilèges qui s'ensuivent, et d'abord des salaires de fonction et un montant de retraite très élevés par rapport au salaire et au montant de retraite moyens des citoyens.



Cette conception ignore ou occulte les expériences historiques qui, dans le monde, ont prouvé que le peuple est capable de produire sa propre auto-organisation (ses propres institutions) et ses propres leaders. Mais la conception élitare, hiérarchique et autoritaire, est incapable de reconnaître ces faits, pourtant historiques, parce que leur caractère égalitaire et consensuel récuse radicalement l'antique mais toujours dominante, - hélas ! -, mentalité élitare, hiérarchique autoritaire.

Et, vu que le terrain idéologique est majoritairement dominé par cette « élite », il n'est pas étonnant de voir des citoyens du peuple, conditionnés idéologiquement, adhérer à cette conception, sans se rendre compte qu'ils ne font rien d'autre que de changer de dominateur, la seule différence étant que le second se distingue du premier par la concession de flatteries démagogiques et de miettes économiques.

Il n'est donc pas étonnant que seulement une très petite minorité, tant de citoyens que d'intellectuels, croit le peuple capable de s'auto-organiser lui-même, afin de choisir en son sein ses représentants, de manière démocratique, sur mandat impératif. Malheureusement, cette conception égalitaire (anti-hiérarchique) et consensuelle (anti-autoritaire) est encore minoritaire. Ce n'est pas là un motif pour ignorer cette conception minoritaire. Au contraire, il y a un plaisir particulier à défendre ce qui est favorable au peuple, même si la position est minoritaire. Toutefois, avec l'espoir que l'idée fera son chemin.

Autoritarisme et autorité

Beaucoup ont parlé du refus des manifestants de se reconnaître des leaders, même représentatifs, et une organisation, même autonome. Çà et là, néanmoins, ont surgi et continuent à surgir des comités, composés de manifestants, pour protéger les marches dans les rues contre les provocateurs, des comités d'étudiants ou d'autres catégories professionnelles, des appels d'intellectuels dans et hors du pays à s'auto-organiser. En outre, des manifestants, en dehors du temps de la démonstration de rue, se rencontrent et débattent de manière autonome de leur mouvement pour l'auto-organiser, et quelques leaders spontanés (de groupes restreints) apparaissent.

Malheureusement, le mouvement n'est pas arrivé à la conscience claire et suffisante de la nécessité *stratégique* de construire son auto-organisation de manière *systématique*, partout et dans toutes les activités sociales, de



manière à instituer les structures d'un pouvoir populaire, capable de remplacer celles du pouvoir oligarchique contesté⁴¹.

Voici des hypothèses sur des causes de cette situation.

Il semble que la majorité des membres du mouvement populaire confondent deux formes d'autorité : la première est contraignante (autoritarisme) tandis que la seconde est consensuelle.

Le rejet populaire de l'autoritarisme est totalement justifié. En effet, ce dernier est l'instrument de domination de l'oligarchie, laquelle ne peut exister que par l'exercice d'une autorité imposée, appuyée en dernière instance sur la violence répressive.

Toutefois, ce rejet populaire de l'autoritarisme porte à ignorer qu'il existe une forme d'autorité qui n'a rien de contraignant, parce que, d'une part, elle *émane* de la volonté consensuelle du peuple, et, d'autre part, *s'exerce* sans contrainte, donc là encore par le consensus librement exprimé.

Pour toute activité sociale, une forme d'autorité est indispensable, pour concrétiser les décisions. Cette autorité est, comme exposé ci-dessus, soit contraignante, exercée dans une structure hiérarchique allant verticalement d'une base à son sommet, soit égalitaire, exercée dans une structure allant horizontalement de la périphérie au centre.

Pour le peuple qui veut se débarrasser de son oppression, cette autorité doit être uniquement l'émanation libre et démocratique des citoyens, et doit être exercée sans contrainte, selon le respect du principe majoritaire, lequel ne doit pas diaboliser, encore moins réprimer la minorité. À cette dernière reste la possibilité de continuer à expliquer et à défendre ses arguments, tout en acceptant l'application des décisions prises par la majorité. Les expériences prouvent qu'à un certain moment, soit les succès des décisions prises par la majorité finissent par convaincre la minorité, soit que les échecs de la majorité redonnent de la valeur aux idées défendues par la minorité.

Ce qui vient d'être dit est possible ! Dans le monde, les expériences sociales historiques d'auto-organisation (auto-gestion, auto-gouvernement, auto-institution) populaire l'ont prouvé. Hélas ! Dans le monde entier, ces expériences sont soit ignorées, soit occultées par les « élites » politico-intellectuelles. Et il est aisé de comprendre pour quel motif : la règle majoritaire de l'« élite » est de ne pas perdre ses privilèges d'élite.

Spontanéisme et organisation

⁴¹ Voir ci-dessus « *Auto-organisation ou l'échec* ».

Toute l'expérience historique des peuples montre que la spontanéité populaire dans le déclenchement de rupture sociale, si elle est nécessaire, n'est cependant pas suffisante. Car toute action sociale exige une forme d'organisation pour la concrétiser.

Comme pour l'autorité, il s'agit de préciser qu'il existe deux formes d'organisation sociale. La première, la plus répandue jusqu'à aujourd'hui, partout dans le monde, est caractérisée par la hiérarchie oligarchique, dont l'obéissance (autoritarisme) est la condition de son fonctionnement. C'est la forme d'organisation préférée et pratiquée par la majorité des soit disant « élites », quelque soit leur idéologie.

Cependant, des expériences sociales historiques ont montré l'existence et la validité pratique d'une conception toute à l'opposé de celle hétéro-organisée, hiérarchique ; il s'agit de l'auto-organisation créée par les citoyens eux-mêmes. Pour se limiter à l'Algérie, lors du mouvement citoyen, appelé « printemps », de 2001, les traditionnelles assemblées de village en Kabylie (« arches ») ont abandonné leur forme « élitaire » pour fonctionner de manière démocratique. Auparavant, juste après l'indépendance, les ouvriers et paysans avaient pratiqué l'authentique autogestion économique, avant qu'elle ne soit supprimée et calomniée par le soit disant « socialiste » président Ben Bella.

Si on prend la peine d'étudier attentivement toutes les expériences d'auto-organisation du peuple, partout dans le monde, et cela depuis la Commune de Paris de 1871, on apprend que ses protagonistes les plus éclairés ont tiré tous la même conclusion. L'échec de ces expériences fut attribué notamment à des causes internes : *l'insuffisance d'organisation et d'autorité adéquates, conformes aux principes d'égalité, de liberté et de solidarité.*

La nécessité stratégique

Un ami lecteur m'a écrit en me demandant de quantifier le processus d'auto-organisation comme durée, coût, etc. Évidemment, personne n'est en mesure de connaître ces données, pas même le peuple lui-même, ni ses éventuels leaders. Tout au plus, on peut et doit s'efforcer à déceler des indicateurs concrets, permettant d'émettre des hypothèses plausibles. C'est le contenu de ce texte et de précédents publiés⁴². Pour le reste, tout ce qui est possible est de contribuer, chacun selon ses possibilités, à rendre claire l'urgence de la *nécessité stratégique* pour le mouvement populaire de se

⁴² Voir « IV. Peuple-démocratie » in “Vers l'intifadha...”, o. c.

doter de ses propres institutions démocratiques, seule manière pour construire le système social auquel il aspire.

C'est l'unique manière de neutraliser toutes les hypothèses (indicateurs plausibles) mentionnées en première partie de ce texte, si le peuple veut ne pas être, encore une fois, réduit au dindon d'une farce, autrement dit si le peuple ne veut pas que ses grandioses et admirables manifestations publiques ne se révèlent pas, en définitif, n'être qu'une immense manipulation à son insu. Dans ce funeste cas, le peuple donnerait raison à ceux qui le traite comme « masse » d'ignorants, manipulables à merci. À ce sujet, rappelons-nous les peuples japonais, italien et allemand manipulés de la manière la plus abjecte et la plus sanglante par leurs « élites » politico-intellectuelles fascistes ; rappelons-nous comment des peuples furent manipulés par ces autres « élites » politico-intellectuelles qui leur firent croire au paradis sur terre, par la « dictature du prolétariat » ou par le « socialisme spécifique » ; rappelons-nous comment des « élites » politico-intellectuelles dites « libérales » livrent leurs guerres impérialo-sionistes avec le soutien de la majorité de leurs peuples ; rappelons-nous comment les « élites » politico-intellectuelles taliban ont fait du peuple d'Afghanistan, du temps de leur domination au pouvoir étatique.

En Algérie, depuis le funeste coup d'État militaire de 1962, la majorité de l'« élite » politico-intellectuelle a adoré le système hiérarchique autoritaire, même sous sa forme de dictature militaire, en le parant, et en se parant elle-même, de vertu « révolutionnaire » et de « sauveur » du peuple. Cette « élite », tout en ayant plein la bouche le « peuple », ne l'a jamais aidé à se sauver *par lui-même*, mais a toujours prétendu, elle, le sauver, de manière hiérarchique autoritaire (le fameux « caporalisme »)⁴³.

Il n'est donc pas étonnant, durant ces splendides manifestations populaires de 2019 (quelque soit leur opacité en ce qui concerne l'encadrement), de constater que cette même « élite » politico-intellectuelle, dans sa grande majorité, croit encore que sans elle il est impossible d'effectuer une transition démocratique à un système social également démocratique (au sens authentique et non pas « libéral » du terme).

Il n'est pas, non plus, étonnant, que les luttes du peuple algérien, malgré les échecs de l'autogestion de 1962 et du mouvement citoyen de 2001, ait pu produire un significatif soulèvement populaire en 2019. Quand un peuple en arrive aux extrêmes limites de son oppression, il ne lui reste que devenir des

⁴³ Voir Livre 5, Annexe 23 « Naïmi Kaddour : Quelques appréciations sur un artiste que j'ai connu il y a plus de quarante ans » in « Éthique et esthétique... », o. c.

« âmes mortes » ou se révolter. Il semble bien que le fait de voir des jeunes algériens et algériennes préférer servir de nourriture aux poissons de la mer plutôt que de rester au pays fut l'élément le plus tragiquement humiliant de l'oppression subite par le peuple algérien.

Toutefois, ce mouvement populaire de 2019, d'une part, ne semble pas être le résultat d'une stratégie auparavant planifiée comme auto-construction sociale autonome, ni, d'autre part, produire rapidement des institutions populaires autonomes. Tout le problème de ce mouvement populaire réside dans ces deux faits. Il ne réussira qu'à la condition de créer ses propres institutions, de manière démocratique. C'est dans cette entreprise que l'énergie dépensée dans les manifestations de rues devrait déboucher. En sachant bien que s'il a été difficile de parvenir à manifester pacifiquement dans les rues, il est peut-être plus difficile de s'assembler pour discuter et prendre des décisions de manière libre, égalitaire et solidaire.

Tout est possible dans ce monde, le pire et le meilleur ; les peuples, aussi, sont capables du pire et du meilleur. À celles et ceux qui aiment le meilleur d'y contribuer, en sachant que même si l'absence d'auto-organisation entraînera l'échec final du mouvement populaire, au bénéfice d'une oligarchie de forme nouvelle, il faut néanmoins faire partie de ce mouvement populaire, selon ses personnelles possibilités. Non pas pour le suivre de manière grégaire ou opportuniste, non pas pour le diriger de façon élitaire et démagogique, mais pour y participer de manière égalitaire. Ma yabga fal ouâd ghîr hjârou (Ne reste dans la rivière que ses pierres).



Phase critique : dialoguer avec qui ?

Le Matin d'Algérie, 25 avril 2019

La Tribune Diplomatique Internationale, 25 avril 2019

Les signaux se révèlent, principalement des actes de violence lors des manifestations. Elles viennent, d'une part, de la police (au lieu de protéger les citoyens manifestants, elle les réprime), donc du « système » contesté, et, d'autre part, d'individus apparemment incontrôlés (mais, alors, la police ne devrait-elle pas veiller à empêcher ces « débordements »?).

Et cela tandis que l'Algérie est militairement encerclée par des puissances étrangères, cherchant à introduire leurs harkis armés⁴⁴, tandis qu'à l'intérieur commencent à se montrer les représentants du FIS, et agissent dans l'ombre des agents occultes, membres de clans écartés auparavant par les l'oligarchie bouteflikienne au pouvoir.

Certes, les manifestations populaires sont à l'origine de tous ces chamboulements. Cependant, le peuple semble être entre l'enclume (menaces étrangères et menaces internes) et le marteau (le « système » étatique contesté). Tandis que des « personnalités » de toutes sortes se proposent (et/ou se font proposer par leurs « supporters », de douteuse origine) de représenter ce peuple, lequel ne les a jamais désignés.

Dès lors, comment ce peuple pourrait-il concrétiser ses revendications légitimes, en évitant en même temps : 1) la désintégration de la nation, voulue par des puissances étrangères et leurs harkis indigènes, 2) l'affaiblissement de son armée, tout en la voulant débarrassée des membres du « système » contesté qui s'y trouvent, 3) la récupération du mouvement populaire par une oligarchie nouvelle, masquée en « élite » bienfaitante, « démocratique » et « populaire » ?

« Dialoguer avec qui ? » demandent toutes les voix, les unes de bonne foi pour arriver à la phase constructive du mouvement populaire⁴⁵, les autres de

⁴⁴ Voir l'intéressante analyse in <http://prochetmoyen-orient.ch/hirak-en-algerie-entre-realite-et-manipulations/#enfootnote13anc>

⁴⁵ Voir ci-dessus « Pour la phase constructive du mouvement populaire ».

manière opportuniste pour justifier la pérennité du système social contesté, en recourant à des personnages pseudo-représentatifs, ayant appartenu à ce même système, d'une manière ou d'une autre. Cependant, la question est, en elle-même, totalement pertinente, urgente et stratégique.

Existe-t-il d'autre solution réelle et logique que celle consistant, pour le peuple, à se créer ses propres institutions autonomes, libres, égalitaires et solidaires?... Il semble que les consciences populaires n'y soient pas sensibilisées suffisamment, tandis que, désormais, le temps paraît jouer objectivement contre le mouvement populaire, car ses adversaires extérieurs et intérieurs sont, eux, bien dotés du point de vue organisationnel pour défendre leurs intérêts oligarchiques.

Tant que les manifestations populaires ne sont pas complétées par l'instauration d'institutions de pouvoir populaire, choisissant ses représentants authentiques de manière démocratique, sur mandat impératif, et bénéficiant d'un salaire non supérieur à celui d'un travailleur moyen (uniques mesures pour éviter la formation d'une nouvelle oligarchie), tant que ce pouvoir populaire institué n'est pas constitué pour se confronter et dialoguer, par l'intermédiaire de ses authentiques représentants, avec le pouvoir étatique, il y a à craindre non seulement pour l'échec du mouvement populaire, mais pour l'unité et l'indépendance du pays elles-mêmes. En effet, le risque n'est pas seulement de ne pas aboutir à la démocratie tant voulue par le peuple, mais à la perte de l'indépendance nationale, à la suite de tellement autres pays de la « périphérie » de l'empire impérialiste. Qui s'oppose et détruit sans proposer et construire, finit par être détruit. Un projet social ne se concrétise jamais uniquement avec des « non » (des « Dégage ! »), mais avec des « oui », des « Voici nos représentants ! ». Combien d'Algériennes et d'Algériens, parmi les manifestants, en sont conscients⁴⁶ ?

Les femmes et les hommes, les jeunes et les adultes, les pas instruits et les instruits du mouvement populaire algérien sauront-ils s'auto-organiser avec leurs propres représentants ? Quant aux dotés de savoir social adéquat, ou prétendus tels, ne constatons-nous, depuis bien avant le surgissement de l'insurrection pacifique populaire actuelle, un excès de dénonciations des tares du système social contesté, mais une flagrante et affligeante insuffisance, quand pas incapacité, à formuler des propositions concrètes

⁴⁶ Voir ci-dessus « *Interrogations et réflexions* ».

pour construire un système social répondant aux intérêts du peuple ?... Des réponses à ces questions dépend l'avenir du présent mouvement populaire.



De nos rues s'élèvent les voix libres

Le Matin d'Algérie, 25 avril 2019

La Tribune Diplomatique Internationale, 25 avril 2019

Algérie Patriotique, 10 mai 2019

Ayant remarqué, durant les manifestations populaires, l'absence d'un chant nouveau unificateur, j'ai pensé à en écrire et proposer un.

Du point de vue formel, il est composé sur la base du fameux hymne chanté durant la guerre de libération nationale, notre fameux et sacré « *Min jibâlinâ* ». Il avait manifesté l'ardente volonté populaire à libérer la nation de l'infame et criminel colonialisme. Ainsi, par cette référence formelle, ce chant établit le lien entre le combat national libérateur passé, avec le combat social libérateur présent.

Ce lien entre lutte passée (pour l'indépendance de la nation) et lutte présente (pour l'émancipation sociale du peuple) est également établi par le contenu même du chant. En effet, il évoque tout autant les martyrs de la guerre de libération nationale que ceux du combat social (octobre 2008, printemps-été 2001, etc.).

Pour le reste du contenu, l'orientation sociale en est totalement claire, mobilisatrice, unificatrice et populaire, telle est tout au moins l'intention.

Le texte est composé de manière volontairement courte. Ainsi, il est facilement mémorisable et convient à une marche collective.

Du point de vue linguistique, ce chant présente deux aspects. Le premier est lexical. Le terme « démocratie » n'est pas exprimé par le néologisme « *dimocratiya* », mais par sa traduction littérale, plus fidèle : « pouvoir du peuple ». Le second aspect est le suivant : ce chant est écrit dans la langue maternelle d'une partie du peuple, l'arabe algérien⁴⁷.

Espérons que nos compatriotes amazighes le traduiront en tamazight, ou s'en inspireront pour composer un chant dans leur langue maternelle.

⁴⁷ Les motifs de ces options se trouvent dans mon essai « *DEFENSE DES LANGUES POPULAIRES : Le cas algérien* », librement disponible ici : https://www.editionselectronlibres-edizionalettroniliberi-maddah.com/ell-francais-sociologie-oeuvres-defense_langues_populaires.html

En voici la traduction française :

*De nos rues s'élèvent les voix libres
nous appelant au pouvoir du peuple :
l'égalité, la liberté
et entre nous la solidarité*

*Hommage à notre peuple
et à nos martyrs
les morts pour l'indépendance
et les morts pour le pouvoir populaire*

*De nos rues s'élèvent les voix libres
nous appelant au pouvoir du peuple :
l'égalité, la liberté
et entre nous la solidarité.*

Le chant se trouve ici : <https://www.youtube.com/watch?v=p2qCYLE2Qcg>

Loi et légitimité

La Tribune Diplomatique Internationale, 29 avril 2019

Algérie Patriotique, 30 avril 2019

Le Matin d'Algérie, 30 avril 2019

En cette phase du mouvement populaire algérien, une fois démissionné l'ex-président A. Bouteflika, le thème en discussion est le suivant : opérer la transition vers un système démocratique. Le problème, alors, posé est celui-ci : cette transition est-elle possible dans le cadre de la Constitution et des lois existantes ? À cette question, les réponses sont diamétralement opposées. Les lecteurs savent qui en sont les protagonistes, par leurs déclarations publiques, complétées par celles de juristes et spécialistes en la matière. Pour notre part, intéressons-nous, à un examen général de la question.

Droit de la force et force du droit

Depuis que l'être humain pense, et cela partout dans le monde, on a découvert un fait général : ce qu'on appelle le droit, la loi, la Constitution sont toujours le produit de la partie la plus forte de la communauté sociale, celle dominante. Cette force est le résultat de son intelligence à produire les idées qui fournissent légitimité, en se basant précisément sur la force, celle des armes. Ce recours est indispensable car nous avons affaire à une *domination* sociale, où le droit est, en dernière instance, le résultat de la force, que la composante sociale qui l'emploie le reconnaisse ou l'occulte. Nous avons affaire, dans ce cas, à une oligarchie, exerçant sa domination dans le cadre d'une structure étatique, hiérarchique et autoritaire. Bien entendu, cette situation d'oppression est légitimée d'une manière ou d'une autre : religieuse (le « Ciel » chez les Chinois, Dieu dans les religions monothéistes), ou laïque (chez les fascistes, la soit disant « loi du plus fort » dans la soit disant « lutte pour la vie » - « struggle for life », et chez les « démocrates » de toutes sortes, la Constitution).



Dans tous ces cas, la société humaine est encore dans sa phase pré-historique animale, car c'est précisément dans le règne animal que règne cette « lutte pour la vie », basée sur la loi du plus fort. Cependant, certaines catégories d'animaux pratiquent la non-violence et la solidarité.

Toutefois, dans l'espèce humaine, au cours de son évolution historique, sont apparues également des personnes qui croient à des rapports humains caractérisés par la non-violence, l'égalité, la liberté et la solidarité. Dans ce cas, est apparue une situation totalement opposée à celle où le droit est l'expression de la seule force brutale ; nous avons affaire, alors, à une société où le droit prime et détermine l'usage de la force. Cette dernière est exercée uniquement quand sont niés les principes de liberté, d'égalité et de solidarité entre les êtres humains. Encore que dans ce cas, la force exercée privilégie d'abord l'argumentation, la discussion, pour ne recourir à la force violente qu'en cas ultime d'auto-défense.

Notons que, malheureusement, l'histoire humaine est généralement dominée par des oligarchies dominantes, donc par l'exercice d'un droit issu et basé sur la force. Seule la partie éclairée de l'humanité a lutté et lutte encore pour une force issue et basée sur le droit, établi selon la meilleure et la plus juste conscience humaine.

En Algérie, l'armée

Revenons à la phase présente du mouvement populaire. Des représentants de partis politiques et de la société civile expriment deux opinions opposées.

La première déclare que l'armée algérienne, parce qu'elle issue du peuple et de sa guerre de libération nationale, est une force au service du peuple. L'autre position affirme, au contraire, que cette armée, parce que sa structure de commandement fait partie de l'oligarchie dominante, et cela depuis l'indépendance, ne peut pas se solidariser avec les intérêts du peuple, car, alors, elle perdrait ses privilèges oligarchiques.

Toutefois, les deux positions s'accordent sur une constatation : quelque soit l'analyse que l'on fait de l'armée nationale, il est indéniable qu'elle constitue un rempart contre une déstabilisation-désintégration de la nation de la part de forces étrangères et/ou intérieures. Attention donc à ne pas affaiblir l'armée nationale, car c'est exactement ce qu'attendent les ennemis intérieurs et extérieurs du peuple et de la nation algérienne. C'est dire combien la situation est délicate, complexe, et exige l'examen le plus circonspect, afin que le souci légitime des intérêts du peuple ne fasse le jeu



d'aucun ennemi de ce même peuple, que cet ennemi soit extérieur ou intérieur. Dès lors, attention à ne pas opposer peuple et armée, mais à trouver absolument le moyen de les allier l'un à l'autre, pour la défense commune de l'indépendance de la nation et de la satisfaction des intérêts du peuple. L'importance de cette union est stratégique, partout dans le monde, depuis toujours. Que l'entreprise soit difficile à concrétiser, il n'en reste pas moins qu'elle demeure indispensable.

Loi et légitimité

On arrive au problème de l'opposition entre loi et légitimité. En Algérie, les lois actuelles sont indéniablement le produit d'une oligarchie pour assurer sa domination sur le peuple. Pis encore : la Constitution même, émise par cette oligarchie, fut piétinée chaque fois que cette dernière eut besoin de l'ajuster à ses intérêts. Enfin, les principes fondamentaux, de caractère universel, contenus dans cette Constitution, ont toujours été neutralisés par des lois applicatives qui en niaient totalement l'esprit.

Il s'ensuit que considérer les lois actuelles comme base pour une transition démocratique, fidèle aux revendications populaires, pose objectivement problème. Il faudrait, désormais, considérer toute loi comme légitime à la seule condition d'exprimer la volonté démocratiquement manifestée par le peuple. Par conséquent, à la « légitimité » de la loi, produite par une oligarchie dominante, au nom du peuple (ce qui est une totale imposture), il faut passer à la loi produite et acceptée démocratiquement par le peuple, donc réalement légitime.

Ce peuple a deux manières de formuler cette loi : par ses manifestations publiques, d'abord, ensuite par les organisations qu'il saura mettre en place pour donner à cette loi son aspect institutionnel. Bien entendu, des experts en la matière devront s'y associer, mais uniquement de manière technique, sans manipuler en aucune manière la volonté démocratique du peuple.

En ce sens, l'annonce publique de propositions par un collectif citoyen autonome, où adhèrent 28 organisations de tendances diverses⁴⁸, semble constituer être un élément positif pour sortir de la crise actuelle. On apprend qu'un collectif de la société civile algérienne pour une transition démocratique et pacifique a tenu une première rencontre nationale, le samedi

⁴⁸ <https://www.algeriepatriotique.com/2019/04/29/un-collectif-de-28-organisations-appelle-a-louverture-dune-transition-politique/>

27 avril 2019⁴⁹ ; toutefois on y trouve comme signataires des associations à propos desquelles un doute plane sur leur authentique souci du peuple et de la nation algérienne⁵⁰. C'est pour dire que, plus qu'auparavant, la vigilance est indispensable, bien que pas facile, pour distinguer les vrais des faux amis du peuple et de la nation algérienne. Pour cela, rappelons-nous et tirons les leçons adéquates des mouvements populaires contestataires passés, dans d'autres pays. Tout ce qui brille n'est pas or, tout ce qui se prétend ami du peuple et de la démocratie ne l'est pas toujours. Extrême lucidité et extrême vigilance !

⁴⁹ <https://www.lematinalgerie.com/vers-une-conference-nationale-de-la-societe-civile-pour-une-transition-democratique>

⁵⁰ Voir Ahmed Bensaada, http://www.ahmedbensaada.com/index.php?option=com_content&view=article&id=475:2019-04-04-22-50-13&catid=46:qprintemps-arabeq&Itemid=119

Indépendance nationale et libération sociale

*Le Matin d'Algérie, 6 mai 2019,
Algérie Patriotique, 7 mai 2019.*

Pendant longtemps, il a semblé que l'indépendance de la nation algérienne était un fait acquis pour toujours. Dès lors, l'intérêt se portait, très légitimement, sur la libération sociale du peuple de la dictature exercée sur lui par une oligarchie autochtone, et cela depuis l'indépendance nationale. Ce qui porta le peuple à déclarer : « Nous avons été trahi par les dirigeants de l'armée des frontières ; ils sont devenus les colonisateurs intérieurs ! » C'était le cas. D'où les problèmes et conflits, parfois sanglants, qui ont toujours existé entre le peuple et l'institution militaire.

Contexte international : flux et reflux

Cependant, la suite des événements a porté à reconsidérer la situation, précisément en ce qui concerne l'indépendance nationale acquise. Ce nouveau point de vue s'explique par le changement du contexte historique. Après la phase mondiale de combats anti-coloniaux pour l'indépendance nationale, et anti-impérialistes contre les menaces néo-coloniales, dans les années 1950-1960, l'échec lamentable des oligarchies du camp prétendument « socialiste », à la fin des années 1980, a permis aux tendances néo-coloniales et impérialistes de reprendre l'offensive. Leur but devint celui de transformer les oligarchies des nations nouvellement indépendantes en harkis et marionnettes. Comme ces oligarchies étaient menacées par les peuples, victimes de leurs dictatures, les oligarchies néo-coloniales et impérialistes fournissaient assistance militaire et autre aux oligarchies autochtones du « Tiers-Monde » pour les maintenir au pouvoir, en échange, évidemment, de concessions en termes de main-mise sur les ressources naturelles du pays et d'installations de bases militaires d'espionnage et autre. Nous en sommes à cette phase. Ses manifestations les plus éclatantes sont de deux genres : assistance militaire aux oligarchies harkies (du type Arabie



saoudite, Émirats et Qatar), agressions militaires directes contre les oligarchies opposées à la main-mise sur leurs ressources naturelles et sur leur territoire (Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, etc.), et télé-guidage occulte, sous prétexte de « démocratie », pour changer d'oligarchie autochtone, plus servile (Ukraine, Géorgie, Venezuela, etc.), coup d'État de type « juridico-parlementaire » (Brésil).

Algérie

En Algérie, tout en admettant l'existence d'un pouvoir oligarchique dominant le peuple, l'objectivité oblige à reconnaître que cette oligarchie n'est jamais tombée dans le rôle de harkie-marionnettes du néo-colonialisme, qu'il soit français, états-unien, moyen-oriental, turc ou autre. Les preuves en sont les manœuvres plus ou moins occultes, et les menaces plus ou moins évidentes que les puissances néo-coloniales, en premier lieu française, ensuite états-unienne, ont toujours exercé sur l'oligarchie algérienne, notamment par l'intermédiaire de leurs agents autochtones, plus ou moins masqués. N'oublions pas l'action, plus ou moins occulte, du colonialisme sioniste israélien, à travers des citoyens algériens qui manifestent ouvertement leur solidarité avec l'oligarchie sioniste israélienne. Ces oligarchies néo-coloniales et coloniale agissent ainsi parce que l'oligarchie algérienne (plus exactement la composante dominante de celle-ci) résiste depuis l'indépendance, d'une manière ou d'une autre, à concéder une main-mise étrangère significative sur les ressources naturelles⁵¹ de la nation et l'installation de bases militaires étrangères sur le territoire. Ajoutons que l'oligarchie algérienne fait partie partie du « front du refus », autrement dit a toujours refusé d'abandonner la lutte du peuple palestinien pour ses droits nationaux, reconnus par l'organisation des Nations Unies ; toutes les autres oligarchies qui ont maintenu leur solidarité avec le peuple palestinien ont été punis, par la quadruple coalition néo-coloniale française et anglaise, impérialiste états-unienne et colonialiste sioniste israélienne : punition par l'agression militaire (Liban, Irak, Libye, Syrie, Yémen), punition par l'embargo économique (Iran).

⁵¹ Pour se limiter à un seul exemple, rappelons-nous la règle 49/51 permettant à l'État algérien de maintenir le contrôle sur les joint-ventures étrangères, et les tentatives récentes de certains individus, membres ou ex-membres de l'oligarchie algérienne, d'éliminer cette règle fondamentale d'indépendance nationale.

Indépendance et liberté

Lors de la résistance vietnamienne à l'agression impérialiste états-unienne, le président Ho Chi Minh lança le slogan : « Rien n'est plus important que l'indépendance et la liberté ». Par indépendance, on sait qu'il s'agit de celle de la nation contre toute domination étrangère. Par « liberté », il fallait entendre celle du peuple à se construire de manière autonome le système social conforme à ses intérêts.

Hélas !... Même l'héroïsme exemplaire du peuple vietnamien n'a pas pu empêcher de voir ses sacrifices récupérés par une oligarchie inédite, prétendument représentative du peuple⁵². C'est que les peuples, conditionnés par des idéologies autoritaires hiérarchiques, masquées de « révolutionnaires » et de « populaires », - où la soit disant « élite » intellectuelle est responsable dans sa grande majorité -, les peuples peinent à prendre conscience qu'ils ne peuvent se sauver que par eux-mêmes, autrement dit par l'institution autonome d'organismes de gestion de leur société, basées sur le triptyque liberté-égalité-solidarité⁵³.

Cependant, le problème de l'existence d'oligarchies autochtones est à distinguer absolument du problème de l'indépendance nationale. Autrement dit, critiquer et faire « dégager » les représentants d'une oligarchie, pour édifier une société libre, égalitaire et solidaire, ne doit pas faire oublier que les ennemis du peuple et de sa nation sont à l'affût pour transformer cette phase de rupture sociale populaire émancipatrice en occasion pour intervenir, à travers leurs harkis locaux (organisations et individus), déguisés en « démocrates », pour reprendre le contrôle du pays, en y installant une nouvelle oligarchie harkie à son service. C'est dire que *le combat social doit aller de pair avec le combat patriotique pour l'indépendance de la nation*⁵⁴. C'est là une entreprise *stratégique fondamentale*. Le perdre de vue serait

⁵² Le doublement vainqueur de l'armée coloniale française et de l'armada militaire états-unienne, le général Nguyen Giap, dénonça, dans ses vieux jours, cette trahison oligarchique de l'idéal social populaire.

⁵³ Voir ci-dessus « *Trois pour, trois contre et deux conditions* ».

⁵⁴ Voir « *Nationalisme et patriotisme* » in « *Vers l'intifadha...* », o. c. Egalement voir le développement de ce thème dans l'essai « *Contre l'idéologie harkie. Pour la culture libre et solidaire* », librement disponible ici : https://www.editionselectronslibres-edizionelectronliberi-maddah.com/ell-francais-sociologie-oeuvres_ideologie_harkie.html

fatal : voir, par exemple, le cas de l'Égypte où, après le soulèvement populaire du soit disant « printemps arabe », l'oligarchie locale se trouve sous l'influence directe des oligarchies tant états-unienne que sioniste israélienne.

D'où l'importance *vitale* d'établir, de maintenir et de développer au maximum la solidarité entre le peuple et l'institution armée dont le but est de défendre l'intégrité et l'indépendance nationales. Que dans l'armée existent des éléments contraires aux intérêts de la patrie et du peuple, ne doit absolument pas porter à dénigrer ou négliger l'importance de l'armée, en tant qu'institution, comme moyen de défense patriotique militaire.

Comme disait Mao Tsé Toung, les contradictions au sein du peuple et les contradictions entre le peuple et les institutions qui le gèrent sont à régler absolument par le peuple seul, et dans son unique intérêt légitime⁵⁵. Toute ingérence étrangère, ouverte ou à par l'intermédiaire de ses harkis locaux, toute ingérence prétendument « humanitaire », toute ingérence déclarant « contribuer » à l'établissement de la « démocratie », sont à neutraliser absolument, car elles sont, - et toutes les expériences le démontrent ! -, contraires au peuple et à sa nation ; elles ne visent qu'à l'instauration d'un nouveau système néo-colonial.

La perte de la solidarité entre un peuple et son armée, quelque que soit le pays, c'est la double perte de *l'indépendance de la nation* et de la *souveraineté du peuple*. Encore une fois, toutes les expériences, sans exception, l'enseignent. Or, ces deux impératifs sont indéfectiblement liés entre eux. Une des preuves que des manifestants en Algérie l'ont compris, ce sont des photos qu'ils brandissent : celles de Larbi Ben Mhidi, de Mustapha Ben Boulaid, de Zirout Youcef et autres combattants de la guerre de libération nationale, sans oublier la présence physique parmi les manifestants de survivants du noble combat patriotique, telle notre sœur Djamila Bouhired.

⁵⁵ Et cela par l'institution par le peuple lui-même d'organisations libres, égalitaires et solidaires, représentant de manière authentique le *pouvoir du peuple*, autrement dit la véritable démocratie de type populaire. Voir ci-dessus «*Auto-organisation ou l'échec* ».

Que vivent encore Larbi Ben Mhidi et Abane Ramdane !

Algérie Patriotique, 29 mai 2019

Le Matin d'Algérie, 15 mai 2019

La Tribune Diplomatique Internationale, 15 mai 2019

On a beaucoup écrit à propos de la révolution algérienne, notamment du moment où elle fut dévoyée et le peuple trahi par la déviation des buts légitimes de son combat anti-colonial, qui était, également, - certains l'occultent pour des motifs évidents -, social, démocratique et populaire.

Un ami, Mohamed R*, m'a envoyé un texte. Vu l'importance de son contenu et de son auteur, le voici in extenso⁵⁶ :

« Objectifs fondamentaux de notre Révolution »

« La révolution du 1er novembre 1954, sous l'égide du F.L.N et de l'A.L.N est l'expression d'une volonté populaire irrésistible pour la *liberté* et l'*indépendance*.

« Le peuple algérien reprend une autre fois les armes pour chasser l'occupant impérialiste, pour se donner comme forme de gouvernement une *république démocratique et sociale*, pour un système socialiste comportant notamment des *réformes agraires profondes et révolutionnaires*, pour une *vie morale et matérielle décente*, pour la *paix au Maghrib*.

« Le peuple algérien est fermement décidé, compte tenu de ses déboires et de ses expériences passées, à *se débarrasser à jamais de tout culte de la personne* et le messalisme en est une des formes les plus primitives, les plus réactionnaires, les plus dégradantes.

« Le peuple algérien est résolu à faire de la direction collective dans un centralisme démocratique la loi qui régira désormais dans la discipline chacun et tous, du F.L.N l'outil qui cimentera l'unité de la nation algérienne , de bâtir un avenir florissant pour tous les Algériens et Algériennes dans l'*égalité* et la *justice*.

⁵⁶ Les italiques sont les miens.



« Le peuple algérien, dans sa lutte de *libération nationale et d'émancipation*, compte sur le soutien indéfectible des *peuples frères* maghribins, sur la solidarité agissante des Arabes, sur l'amitié des Afro-Asiens, sur la sympathie du peuple français, des *démocrates et progressistes du monde*.

« La victoire des peuples maghribins consacrant l'*égalité* de tous leurs enfants sans distinction aucune si ce n'est le mérite est un facteur puissant d'équilibre et de paix dans le bassin méditerranéen.

« Cette victoire permettra d'établir des alliances solides notamment avec le *peuple français* dans sa lutte contre le fascisme et pour la démocratie, et en plus elle sera un rempart puissant *anti impérialiste* en Afrique.

« La nation algérienne, sous l'égide éclairés des glorieux F.L.N et A.L.N, poursuivra victorieusement sa marche, pour l'indépendance nationale, pour détruire à jamais le colonialisme rétrograde et faire triompher les *libertés humaines dans l'équité et la fraternité universelle*. »

Ce texte fut publié fin juillet 1956, dans le numéro 2, d'*El Moudjahid*, alors organe du FLN, circulant clandestinement à Alger.

L'auteur de l'article était âgé de trente quatre ans, dirigeait la zone V (future willaya), comprenant le département d'Oran, et se préparait à participer au congrès du Front de Libération national dont il fut l'un des membres fondateurs en octobre 1954. Le nom de cet auteur : Larbi Ben Mhidi.

Et le congrès de la Soumman put se réunir et produire un document fondamental.

La contre-révolution

Juste après la rencontre stratégique de la Soumman, ses deux inspireurs principaux furent assassinés. Larbi Ben Mhidi fut découvert, dit-on par « hasard », par l'armée française, à Alger, emprisonné puis exécuté sans jugement par les sbires de cette armée coloniale.

Le second inspireur du congrès de la Soumman, lui, fut emprisonné puis exécuté par ses propres « frères » d'armes, qui se trouvaient, alors, à la frontière ouest de l'Algérie, au Maroc. Le nom de la victime : Abane Ramdane.

Ces deux assassinats marquèrent le tournant stratégique de la guerre de libération nationale. Ses objectifs sociaux, démocratiques et populaires, furent abolis avec l'assassinat de leurs deux inspireurs principaux. L'époque sinistre de la terreur commença contre le peuple et ses

authentiques défenseurs. De cette dictature oligarchique nouvelle, l'infâme principe de base devint celui exposé par Machiavel : Qu'ils me détestent, pourvu qu'ils me craignent ; à ce principe, fut ajoutée l'hypocrite imposture de prétendre défendre la « révolution » et le « peuple ».

Le rejet de l'orientation démocratique du Congrès de la Soumman de 1956 se manifesta au grand jour par le coup d'État militaire de 1962. Depuis lors, on connaît le reste : il fut la suite logique de la trahison des intérêts du peuple, défendus par la Charte de la Soumman, par une oligarchie recourant à la dictature, basée sur la violence militaire. Cette oligarchie s'était constituée à l'extérieur du pays, à l'abri, au Maroc, tandis que les combattants de l'intérieur manquaient tragiquement de matériel pour résister à l'armada militaire colonialiste.

C'est ainsi qu'à l'été 1962, les combattants de l'intérieur qui résistèrent à la dictature oligarchique inédite furent vaincus, militairement, par l'armée dite des « frontières ». Ses dirigeants ont construit un État et des institutions servant leurs intérêts, masqués par une propagande démagogique de type « socialisant » (étatique).

Résistances populaires

Bien entendu, le peuple et ses meilleurs éléments politisés résistèrent de toutes les manières possibles à la dictature. Mais elle demeura la plus forte, la plus cruelle, usant de toutes les formes possibles de domination : de la violence directe à l'embrigadement idéologique, y compris clérical.

L'insurrection armée du Front des Forces Socialistes en 1963, l'opposition de leaders patriotiques à la dictature, tels Mohamed Boudiaf et d'autres, la révolte d'octobre 1988, abolie dans le sang, celle du mouvement des arches, en 2001, également réprimée dans le sang du peuple, ont fini par aboutir au mouvement surgi en février 2019. Ce dernier, plus que la révolte d'octobre 1988, d'une autre manière que le mouvement populaire de 2001, semble mieux conscient du lien entre ses revendications légitimes et celles proclamés dans la Charte de la Soumman de 1956. Par conséquent, les manifestants actuels ne feraient-ils pas bien de brandir les portraits non seulement d'autres figures de la lutte anti-coloniale, mais également et d'abord de Larbi Ben Mhidi et de Abane Ramdane ? Ne sont-ils pas les deux premiers symboles représentatifs de l'authentique révolution populaire algérienne, qui avait clairement lié indépendance nationale et libération sociale ? En brandissant les portraits de Larbi Ben Mhidi et de Abane

Ramdane, du même coup, serait rétablie, finalement, la réelle légitimité révolutionnaire, et dénoncée l'imposture qui en a fait un moyen de s'enrichir sur le dos du peuple algérien, par la dictature la plus impitoyable, au besoin sanguinaire.

Comment l'actuelle intifadha (soulèvement) populaire algérienne saurait éviter la contre-révolution qui la menace, sous des formes diverses, extérieures et intérieures, si elle ne parvient pas à se doter de ses authentiques représentants, pour ne pas être récupérée, comme ce fut, est et sera le cas, n'importe où dans le monde, de tout mouvement populaire contestataire manquant de capacité d'auto-organisation ?⁵⁷

⁵⁷ Voir ci-dessus « *Auto-organisation ou échec* ».



« Dégagez tous ! » sans « Engageons-nous tous ! », à quoi sert-il ?

Le Matin d'Algérie, 24 mai 2019

Algérie Patriotique, 28 mai 2019

Dignité retrouvée

Tout le monde a déjà suffisamment mentionné les mérites inattendus et admirables de l'intifadha (soulèvement) populaire algérien actuel. Et c'est bien que relever les aspects positifs. J'ai assisté à la « massira » (marche) du vendredi 17 mai 2017, à Oran, tout le long de l'itinéraire jusqu'au rassemblement final⁵⁸. Étaient présents tous les âges, d'environ quatre ans jusqu'à plus de quatre-vingt ans, hommes et femmes, de diverses classes sociales. Le degré d'organisation était parfait : encadrement des manifestants ; distribution de banderoles portant des mots d'ordre en invitant les manifestants à les brandir (ce jour-là, notamment la banderole proclamant « Djeich-chaah, yad wahda – Armée peuple, une seule main, cependant l'un des slogans dénonçait « Gaïd Salah, chef de la issaba) ; animateurs lisant sur des feuilles des slogans repris par les autres à voix haute mais sans agressivité ; et, aussi, joie, sourires, belles émotions. Bref, un peuple manifestait sa dignité enfin retrouvée, trop longtemps criminellement bafouée, et proclamait pacifiquement mais fermement ses droits en tant que peuple souverain.

Encore des efforts !

Mais il est tout autant important de veiller à déceler les aspects négatifs des marches du vendredi. En voici, à mon avis, le plus important : réclamer « Dégagez tous ! », soit, mais qui mettre à la place ?

Bien entendu, les actuels et ex-politiciens, ainsi que des « personnalités » intellectuelles de tout genre se proposent, d'une manière franche ou

⁵⁸ Vidéo in <https://www.youtube.com/watch?v=p2qCYLE2Qcg>

insidieuse. C'est dans leur nature psycho-sociale de se croire les sauveurs des peuples. Avec les résultats que l'on constate partout dans le monde, depuis toujours. À savoir la formation d'une oligarchie inédite, en remplacement de celle qui a trop exploité le peuple au point de provoquer son soulèvement contestataire. Alors, on propose une exploitation-domination plus « consensuelle ».

Mais le bon sens, la logique et les enseignements de l'histoire sociale de l'humanité ne fournissent-ils pas la leçon adéquate, à savoir qu'un peuple ne peut être émancipé de la domination que par *lui-même* ? Et, pour y parvenir, ce peuple doit absolument savoir *s'engager lui-même*. Non pas seulement par des manifestations publiques, aussi splendides soient-elles, car elles ne sont que des protestations et des négations d'un système établi. Bien entendu, c'est déjà un fait important, et l'on sait combien de sacrifices, parfois sanglants, de combats et de courage sont nécessaires pour parvenir à oser occuper l'espace public et protester, même pacifiquement.

Mais, une fois parvenu à ce stade de manifester en masse, publiquement, de manière organisée et pacifique, il reste au peuple à accomplir le plus dur, le plus complexe, le plus difficile : s'engager dans la phase *constructive*. Celle-ci exige l'*auto-organisation, de la base au centre national*, afin de choisir les *représentants* qui seront mandatés, de manière *impérative*, pour exposer et défendre les intérêts du peuple face aux détenteurs de l'autorité étatique. Ne pas réussir à passer à cette seconde étape laisse le champ libre aux adversaires du peuple pour se reprendre, mieux s'organiser afin de se doter de leurs représentants pour réaliser leurs propres objectifs.

Il s'ensuit que reprocher à ces adversaires d'agir pour défendre leurs intérêts oligarchiques est totalement inutile, car ils agissent selon leur logique. La seule réaction (ou, plutôt, action) raisonnable, pour le peuple manifestant, est d'agir de même : s'engager à s'auto-organiser, à choisir ses représentants correctement et à les envoyer dialoguer avec qui détient le pouvoir étatique.

Là, encore, exiger de ne pas parler avec un représentant politique de l'oligarchie contestée, tels les actuels président par intérim et premier ministre, soit ! Mais, alors, parler avec qui ? Et ce qui, comment le choisir ? ... Ajoutons ceci : les uns exigent du représentant de l'armée, le chef d'État-major, d'accompagner correctement le mouvement populaire, tandis que d'autres réclament qu'il « dégage », n'est-ce pas là une contradiction que le peuple doit résoudre ? Et comment y parviendrait-il sans s'auto-organiser et se doter de ses représentants légitimes, et cela d'une manière à ce qu'ils



respectent correctement leur mandat sans se transformer en nouveaux oligarques ?... Cela est possible, les sources d'inspiration existent, bien que généralement occultées, - et pour cause ! -, afin de trouver les solutions spécifiques au mouvement populaire algérien.

« L'imagination au pouvoir »

Il est vrai que le peuple algérien a été soumis trop longtemps à l'obscurantisme, sous toutes ses formes⁵⁹. On objectera, donc, avec raison, que l'auto-organisation du peuple n'est pas facile. Cependant, cette dernière est une condition sine qua non pour concrétiser ses objectifs, s'il veut éviter de se voir dominé par une nouvelle oligarchie. Rappelons-nous les impressionnantes manifestations populaires après le putsch militaire de l'été de 1962 : « Sab asnîne barakât ! » (Sept années, cela suffit!) Qu'en fut le résultat, sinon une oligarchie militaro-policière inédite qui a dominé le peuple depuis lors, par la terreur et l'obscurantisme démagogique ?

Tenons compte d'un fait observable dans toute révolution populaire : le temps devient un facteur déterminant, les jours comptent des années ! Et la prise de conscience fonctionne, par conséquent, de manière extrêmement rapide.

Imaginons que les manifestants consacrent leurs soirées, hors du vendredi, à constituer des forums de consultation partout géographiquement, et dans tous les secteurs d'activité sociale ; cela commence à se réaliser. Imaginons que ces forums parviennent à constituer des comités citoyens. Imaginons que ces comités parviennent à élire, de manière démocratique, leurs authentiques représentants. Imaginons que ces représentants soient présentés à toute élection possible (APC, APW, Assemblée nationale, jusqu'à un Président de la République), que ces élections soient contrôlées par des représentants des comités citoyens pour leur déroulement correct. Alors, imagine-t-on alors le résultat obtenu par ce processus ?

Outre ce résultat, ce processus démontrera un fait : contrairement aux opinions des divers « sauveurs » du peuple, ce dernier démontrerait de manière concrète qu'il n'en a pas besoin, qu'il sait gérer lui-même la société dont il fait partie.

Dès lors, ne devient-il pas clair et stratégiquement décisif que, après treize vendredis, le « Dégagez tous ! » soit remplacé par « Engageons-nous tous ! », et cela le plus tôt possible, car les adversaires du mouvement

⁵⁹ Voir ci-dessus « *Que vivent encore Larbi Ben Mhidi et Abane Ramdane !* »

populaire sont déjà passés à la contre-offensive, notamment en changeant d'aspect, pour maintenir la substance du système social contesté. Toute révolution provoque une contre-révolution, rien d'étonnant à ce sujet. Et l'enjeu est totalement clair : où la révolution triomphe ou elle est annihilée par la contre-révolution. Et triomphera celle qui se dotera de la meilleure organisation et des meilleurs représentants. C'est l'histoire qui l'enseigne.

Charrue et bœuf

Habituellement, des manifestations populaires de dimension importante sont le résultat d'une longue période de préparation en matière de résistance et de combats d'idées, d'organisations, de tactiques et de stratégies. Or, le soulèvement populaire algérien actuel est, malheureusement, très peu le résultat de ce qui vient d'être mentionné, et beaucoup le résultat de l'accumulation d'humiliations, d'exploitation, de domination, de répression commises par une oligarchie impitoyable, comme le sont, par nature, toutes les oligarchies. Autrement dit, le peuple a réagi et non pas agi, c'est-à-dire que l'initiative est partie de l'oligarchie, et pas de lui. Elle était à l'offensive, et le peuple uniquement sur la défensive. Certes, le peuple eut quelques significatives initiatives (octobre 1988, printemps 2001, grèves et révoltes sporadiques, apparition de syndicats autonomes, etc.), mais l'action déclenchée le 22 février 2019 est la plus importante. Elle a même trop tardé pour apparaître.

Cette affirmation a comme preuve le fait qu'en Algérie, les idées d'émancipation des opprimés par eux-mêmes ont toujours été très minoritaires. Il suffit de mentionner les nombreux articles que j'ai publiés à ce sujet, qui ont eu un écho très négligeable⁶⁰. J'avais même lancé un « Appel pour un Mouvement d'autogestion sociale »⁶¹, puis « *L'autogestion encore : Adresse à une minorité d'intellectuel-le-s algérien-ne-s* »⁶² et même ceci « *Autogestion algérienne : Appel à témoignages* »⁶³. J'avais, aussi, signalé mon témoignage sur ma participation au mouvement social de mai 1968 en France ; enfin, j'ai exposé les expériences auto-gestionnaires russe de 1917-1921, espagnole de 1936-1939, algérienne de 1962-1965. J'attirais l'attention sur le motif principal d'échec de ces expériences : le *manque*

⁶⁰ Voir « II. Autogestion » in « *Vers l'intifadha...* », o. c.

⁶¹ Le 25 janvier 2018, voir « *Vers l'intifadha...* », o. c.

⁶² Le 8 février 2018, voir « *Vers l'intifadha...* », o. c.

⁶³ Le 14 janvier 2019, voir « *Vers l'intifadha...* », o. c.

d'organisation et de direction suffisamment efficaces. Ce fut un prêche dans un désert quasi total!⁶⁴... On objecterait que tous ces textes sont parus uniquement dans des moyens d'information alternatifs. Mais n'est-ce pas ceux-ci que lisent les intellectuels algériens dits progressistes ? Pourquoi aucune réaction, aucun débat ?

Dès lors, on comprend que le mouvement actuel de manifestations populaires algériennes a mis la charrue avant les bœufs. Manipulé ou spontané, peut importe ! Ce soulèvement n'est pas le résultat d'une préparation idéale et organisationnelle lui donnant la conscience et les instruments de son auto-organisation.

Qui est donc responsable de cette carence sinon les détenteurs algériens de savoir social (politiciens et intellectuels) qui ont ignoré cette nécessité ?⁶⁵ Pourquoi l'ont-ils ignoré sinon parce que, malgré leurs déclarations en faveur du peuple, ils ne lui ont jamais accordé une confiance dans sa propre capacité de *s'auto-organiser* ? « Anarchie ! Utopie ! Désordre ! Irresponsabilité ! Démagogie ! » proclament-ils. Comment expliquer ce manque de confiance de la part de ces détenteurs de savoir social sinon par le fait d'être aliénés par leur statut de caste, « progressiste » mais néanmoins caste méprisant en fait le peuple ?... Nous sommes dès lors devant le résultat : un magnifique mouvement populaire mais sans direction ni représentation, donc voué logiquement à l'échec : une récupération d'une manière ou d'une autre. À moins d'un nouveau « miracle ». « La speranza è l'ultima a morire » (L'espérance est la dernière à mourir). En effet, si l'on ne croit pas aux capacités créatrices du peuple, malgré tout, à quoi faut-il croire ? Aux « élites » ? N'a-t-on pas constaté assez les résultats de leur gestion autoritaire et hiérarchique, quelque soit leur couleur politique ? Où sont donc les détenteurs de savoir social qui, au lieu de se servir du peuple, ont l'intelligente humilité de le servir pour son émancipation, seule manière d'une émancipation collective générale ?

⁶⁴ Voir également « *Comment transformer l' « indifférence » en action positive* » in « *Vers l'intifadha...* », o. c.

⁶⁵ Voir « *L'anarchisme, ce quasi-inconnu en Algérie* » et « *Lettre ouverte aux Tropicardistes* » « *Vers l'intifadha...* », o. c.

Le dilemme de l'intifadha populaire

Le Matin d'Algérie, 28 mai 2019

Algérie Patriotique, 1 juin 2019

Dans mes écrits précédents, avant et pendant la présente intifadha populaire surgie le 22 février 2019, je soulignais l'importance *stratégique* de l'*auto-organisation* et de l'élection, sous mandat impératif, de *représentants* pour défendre les exigences légitimes populaires devant les détenteurs du pouvoir étatique. Après quatorze vendredis de manifestations publiques, je ne parvenais pas à comprendre la carence fatale de cette auto-organisation.

Peurs

Des contacts et conversations avec des participants au mouvement populaire m'ont fourni un premier éclaircissement. Le voici, présenté en substance.

- Nous avons, m'a-t-on déclaré, une expérience extrêmement négative des organisations et des représentants, pour le motif suivant. Les organisations ont toujours été rapidement infiltrées par des éléments de la police politique, et les représentants qu'on avait choisis étaient assez facilement achetés par les gens du pouvoir. Dès lors, nous avons peur de commettre les mêmes erreurs.

- D'accord, je comprends très bien votre crainte. Mais, je suis également très conscient de ce que toutes les expériences de rupture sociale enseignent : sans auto-organisation et représentants adéquats, aucun mouvement populaire ne peut passer de la phase négative, - à savoir contester l'oligarchie dominante en place -, à la phase constructive d'un nouveau système social, correspondant aux exigences légitimes du peuple.

- Oui, admettent mes interlocuteurs, nous comprenons la nécessité de l'auto-organisation, néanmoins, nous avons peur de tomber dans le piège auparavant évoqué.

- Mais, concernant le problème de la récupération de vos représentants par l'oligarchie dominante, le mandat *impératif* est une très bonne garantie pour maintenir vos représentants dans le respect de leur mission. En effet, le



mandat impératif a ces caractéristiques : vos représentants seront chargés uniquement de formuler aux gens du pouvoir vos exigences, puis de vous rapporter les réponses fournies, rien d'autre. Si, par hasard, vous constaterez que vos représentants ne remplissent pas convenablement leur mission, d'une manière ou d'une autre, volontairement ou non, eh bien, vous n'avez qu'à les changer.

- D'accord ! Mais comment éviter l'infiltration de notre auto-organisation par des éléments introduits par l'oligarchie dominante ?

- C'est vrai que c'est là un sérieux problème... L'infiltration est une méthode normale de la guerre sociale que livre toute oligarchie aux organisations populaires.

- Comment l'éviter, alors ?

- Par la définition claire de vos objectifs, avec vote majoritaire. Une fois ces objectifs décidés, toute tentative de déviation, visiblement au service de l'oligarchie, vous permettra de démasquer son promoteur comme un agent infiltré.

- Cela exige le maximum de conscience et de vigilance de notre part.

- Exactement !

- Voilà le problème : nous manquons terriblement de formation politique, donc de conscience et de vigilance citoyennes. Même les syndicats autonomes de travailleurs rencontrent des difficultés : pas seulement la lutte entre chefs, dévorés les uns les autres par le « zaimisme », à savoir vouloir être le chef incontesté, de mentalité hiérarchique autoritaire, mais l'autre problème est l'infiltration par des agents de l'oligarchie, qui sèment la confusion, le doute et le désespoir parmi les membres du syndicat autonome. Pour affronter et éliminer ces risques certains, seule la formation et la conscience politiques les plus aigües peuvent servir. Malheureusement, nous en manquons terriblement.

- Comment expliquer cette situation ?

- Durant ces vingt dernières années de boutéflisme, tout a été fait pour annihiler la conscience sociale et politique, et le moyen le plus performant a été l'argent ! Celui du pétrole et du gaz. Avec l'argent, toutes les consciences ont été achetées, corrompues, asservies, celle des soit disant « élites » comme celle du peuple, les juteux salaires et privilèges pour les « élites », et les subventions sociales pour le peuple. Sans parler de l'obscurantisme religieux. Qui donc a multiplié la construction de mosquées ? L'État et les affairistes privés, dans les deux cas de manière mafieuse !... N'oublions pas, pour la toute petite minorité qui ne s'est pas vendue, par respect de sa propre



dignité, la *peur* !... La peur de la répression, de perdre son travail, d'être emprisonné sous fausse accusation, de risquer de mourir dans une prison par manque de soins.

- Qu'en est-il, alors, de cette peur ?

- Elle n'a pas tout-à-fait disparu. Oui, il y a les manifestations de rues. Mais vas dans les quartiers, parles avec les gens de ce qu'ils pensent des événements, de la nécessité de faire dégager toute la *issaba* [oligarchie] qui est restée, après la démission honteuse de Bouteflika, et tu constateras que la peur est encore là d'avoir des ennuis en exprimant son opinion sur cette *issaba* encore en place. À ce sujet, j'ajoute ceci : il est possible que ceux qui pourraient être nos représentants n'ont pas suffisamment confiance dans les autorités étatiques pour se montrer et agir, de peur qu'il leur arrive quelque chose de trop regrettable.

- Il reste, alors, d'une part, à récupérer le temps perdu en ce qui concerne la conscientisation sociale et politique, et, d'autre part, d'arriver au courage et à la sécurité d'élire des représentants malgré le risque dont tu parles.

- Ah ! Le temps et la sécurité !... Comment réaliser en quelques jours ce qui a été détruit durant des décennies, depuis l'indépendance nationale ?

- Eh bien, il n'y pas de choix : il faut commencer le plus vite possible. Par exemple, en dehors des manifestations populaires du vendredi, à auto-organiser des forums de discussion. Ils commencent à apparaître. Mais pas seulement en un seul point de la ville, par exemple au centre, mais dans tous les quartiers, systématiquement. Là est la véritable force du mouvement populaire. Car il est plutôt facile de neutraliser un forum unique dans le centre-ville, mais beaucoup plus difficile de neutraliser des dizaines, éparpillés dans le plus de quartiers possible.

- Nous sommes conscients, ou, plutôt, nous commençons à prendre conscience de cette nécessité, mais nous ne sommes pas assez nombreux pour réaliser un tel projet, qui est, évidemment, indispensable.

- À propos de nombre, combien sont les membres de ce qu'on appelle l'« élite » qui sont avec vous, sur le terrain, combien de militants de partis politiques, d'universitaires, d'étudiants, d'intellectuels ?

- Oh, hélas ! Pas bezzaf ! Pas bezzaf ! Trop peu !

Hypothèse explicative

Voilà où en est le magnifique soulèvement populaire en Algérie, surgie voici quatorze vendredis. Et là est le dilemme : être ou ne pas être un



mouvement populaire, autrement dit un mouvement capable, après avoir manifesté publiquement et magnifiquement sa présence dans les rues, capable de s'auto-organiser comme institution de *contre-pouvoir* afin de devenir le pouvoir authentique du peuple démocratique. Même le chef d'État-major a exprimé le souhait de voir le mouvement populaire se doter de représentants pour dialoguer avec eux⁶⁶.

Alors ?... Alors, peut-être que l'explication de cette carence, au-delà des motifs évoqués plus haut, réside plus profondément : dans le manque historique de capacité auto-organisatrice du peuple et de ses « élites ».

À l'exception de la période d'autogestion, surgie juste après l'indépendance, et l'expérience des comités de village durant le mouvement citoyen de 2001, le peuple algérien n'a connu que : 1) le zaimisme, à commencer par Messali Hadj, jusqu'à aujourd'hui ; 2) le caporalisme, tant celui du pouvoir étatique que d'un parti majoritaire de l'opposition passée : le PAGES ; 3) une « élite » politico-intellectuelle qui n'a jamais cru aux possibilités créatrices auto-organisationnelles du peuple. Aujourd'hui encore, après quatorze vendredis de manifestations populaires, extrêmement rares sont les voix qui appellent et/ou contribuent à l'auto-organisation du peuple ; la majorité des voix dites « autorisées » et « éminentes », s'auto-proclament les « sauveurs » de ce peuple, tout en lui dressant, verbalement, les plus beaux lauriers, à l'exception, bien entendu, du meilleur des lauriers : celui d'être capable de s'auto-organiser.

C'est à contribuer à cette capacité que se reconnaissent les amis et amies vraiment sincères du peuple⁶⁷, car le problème fondamental est celui non pas de *se servir* du peuple, pour faire carrière, mais de *servir* le peuple pour construire une société *libre, égalitaire et solidaire*, caractéristiques de la meilleure des démocraties⁶⁸.

Il reste donc à contribuer au surgissement de cette conscience citoyenne, levier stratégique pour permettre au mouvement populaire de passer de la phase contestataire à celle *auto-institutionnelle*.

Ceci étant dit, tout mouvement populaire dans le monde, de tout temps, a toujours souffert de carence en matière d'auto-organisation et de solidarité des « élites » politiques et intellectuelles, même dans le cas le plus

⁶⁶ Voir ci-dessous « *Des représentants de l'intifadha populaire : 1. Sont-ils inutiles ? 2. Sont-ils nécessaires ?* »

⁶⁷ Voir « *II. AUTOGESTION / « Aux sincères ami-es du peuple » et « Deuxième lettre aux sincères ami-es du peuple »* in « *Vers l'intifadha...* », o. c.

⁶⁸ Voir ci-dessous « *Démocratie, mais laquelle ?* »

exemplaire, celui espagnol⁶⁹. En 1936, lors du surgissement des « *colectividad* » (collectivités, équivalents à des comités d'autogestion), l'esprit auto-organisationnel y avait une histoire riche, plus que séculaire, commencée déjà dans les années 1860, grâce à l'influence d'un homme de réflexion théorique et d'action sur le terrain, nommé Michel Bakounine. Ce qu'il appelait « anarchie », rappelons-le, c'était, en fait, la destruction de ce qui était le *désordre* social le plus barbare, pour instituer le seul authentique *ordre* social, celui du règne de la liberté, de l'égalité et de la solidarité humaines.

⁶⁹ Voir *II. AUTOGESTION* / « *Le premier exemple de comment une révolution devrait être faite* » in « *Vers l'intifadha...* », o. c.



Des représentants de l'intifadha populaire :

1. Sont-ils inutiles ?

Algérie Patriotique, 5 juin 2019

Le Matin d'Algérie, 5 juin 2019

sous le titre « De la représentativité du mouvement populaire :

1. Est-elle inutile ? »

Enfin ! Après plusieurs vendredis de manifestations de rue, on arrive à en parler, le débat s'est ouvert sur le problème des représentants de l'intifadha populaire en cours. Ainsi, les objectifs des uns et des autres se révèlent. Tant mieux pour la démocratie ! Nous examinerons dans une première partie l'hypothèse de l'inutilité de représentants du mouvement populaire, puis, dans une seconde partie, leur nécessité.

« Sois belle et tais-toi ! »

Certaines « personnalités » politiques ou intellectuelles jugent que le mouvement populaire n'a aucun besoin de représentants, ni d'une direction. Certes, on reconnaît au mouvement jusqu'à la « génialité », mais on en dit, comme un macho à une femme : « Sois belle et tais-toi ! »... Pourquoi ?... Beh, pardi ! Parce que ces « personnalités » estiment qu'ils sont les mieux placés pour représenter les intérêts du peuple, vu qu'elles sont bardées de diplômes et de « carrières » « éminents »... Pourtant, ces « personnalités », le peuple ne les a pas élues ; pis encore, son comportement démontre qu'il ne leur accorde quasi aucun intérêt. Normal, pour qui connaît le peuple et son histoire. Il a une peur affreuse, - et il a raison -, de voir son action, encore une fois, récupérée par des soit disant membres de l' « élite », et de se trouver, alors, soumis à une « issaba » (oligarchie) de nouvelle forme, certes plus « démocratique »⁷⁰

La position qui semble le mieux refléter ces « élites » semble être formulée par le R.C.D. (Rassemblement pour la culture et la démocratie) : « ni la

⁷⁰ Voir ci-dessus « *Le dilemme de l'intifadha populaire* ».

nature du mouvement, ni l'état des institutions ne plaident pour une telle démarche qui ouvre la voie aux pressions et manipulations, voire à une dualité de pouvoirs aussi improductive que dangereuse»⁷¹.

Les « pressions et manipulations » font partie de toute guerre sociale. Est-ce un motif suffisant pour qu'un mouvement social renonce à se doter de représentants ? Quant à la « dualité de pouvoirs », sans elle peut-il exister un mouvement social qui bénéficie d'un rapport de force adéquat pour dialoguer avec le pouvoir étatique en place ?... Il est cependant vrai que cette dualité peut être « improductive et dangereuse », comme l'expérience historique le montre dans tous les pays. Toutefois, comment se sont opérées dans le monde les changements *radicaux* de système social (n'est-ce pas ce que déclare le peuple durant ses manifestations publiques ?) sinon par l'émergence d'un contre-pouvoir populaire, en mesure d'imposer ses revendications ?... À contrario, quand donc des partis politiques *institutionnalisés* (par une oligarchie dominante, précisons-le) ont-ils réalisé les revendications légitimes proclamés par un peuple ?... Dès lors, à l'avis formulé par le RCD, n'est-il pas correct de répondre, en remplaçant le mot « mouvement » par « partis politiques » ?

Pour sa part, le président de *Jil Jadid*, Soufiane Djilali, ose la question : « Est-ce qu'on peut structurer tout un peuple ? »⁷². Ce qui fait dire à certains que structurer un mouvement social, composé de positions politiques différentes, voire divergentes, et unies seulement par une opposition à un système social, porterait à la division et à l'éclatement du mouvement, donc à son annihilation. En effet, dans le mouvement populaire, on trouve aussi bien qui est pour la « démocratie » (encore que pas clairement définie⁷³) que pour la « charia » (encore que pas proclamée trop ouvertement, par tactique). Comment donc ces positions diverses pourraient débattre et se choisir des personnes réellement représentatives du mouvement ?... Eh bien, si, comme on le déclare et on le constate, le mouvement populaire a prouvé, jusqu'à présent, une capacité étonnante de rester uni, pourquoi ne le resterait pas dans le choix de ses représentants, de manière à ce qu'ils incarnent le mouvement dans ses divers aspects, de façon démocratique, tout en réalisant le but commun : se débarrasser d'une « issaba » unanimement rejetée, pour

⁷¹ In <https://www.elwatan.com/edition/actualite/faut-il-des-representants-au-hirak-28-05-2019>

⁷² Idem

⁷³ Voir ci-dessous « *Démocratie, mais laquelle ?* »

édifier un système social où, comme dans le mouvement populaire actuel, toutes les tendances soient reconnues, puisque toutes revendiquent un système social de droit et de justice ?

La position des « élites » est devenue claire : pas question donc de représentants du mouvement populaire, mais uniquement de représentants de qu'ils appellent la « classe politique », des « personnalités », des membres de « syndicats », de la « société civile » et du « mouvement associatif », en affirmant qu'ils sont dans le mouvement.

Pourtant, ces catégories n'ont pas eut l'*initiative* de ce mouvement populaire, qui les a toutes, sans exception, surprises⁷⁴ !... Quel droit, donc, ont-elles pour prétendre représenter ce mouvement qu'elles n'ont fait que prendre en marche ?... Le droit d'avoir fait d l'opposition auparavant ? Est-ce là un motif suffisant ? Et qu'en fut-il de la consistance de cette opposition ? « *Ma bgâ lal 3amyâ ghîr al khoul !* » (Il ne reste à l'aveugle que [à se mettre] du khol⁷⁵ !)

La position des partis politiques et « élites » algériennes se retrouve partout dans le monde. Toutefois, avec une spécificité des partis algériens : depuis leur création à aujourd'hui, quelles sont leur représentativité réelle, leur présence en terme d'adhésion et de mobilisation populaire ? Pas bezzaf, pour ne pas dire insignifiante. La preuve la plus cinglante ? Les manifestants dans les rues les ont non seulement ignorés, mais leur ont interdit de rejoindre le train, parti sans eux, et qu'ils voulaient visiblement récupérer.

Charrue et boeuf

Une autre manière de nier au mouvement populaire le droit de se doter de ses représentants présente l'argument suivant : « Avant d'arriver à un dialogue et donc à ce débat relatif à la représentation, il faudrait que les lois répressives soient préalablement abolies »⁷⁶. Où donc a-t-on vu dans le monde une oligarchie qui a aboli ses lois répressives avant qu'un mouvement populaire contestataire soit parvenu à s'imposer comme contre-

⁷⁴ Quoiqu'il certains déclarent le contraire, voir

<https://www.algeriepatriotique.com/2019/05/26/revelations-de-mokri-sur-la-date-fixee-pour-le-declenchement-des-manifestations/>

⁷⁵ Cosmétique de maquillage pour embellir les yeux.

⁷⁶ In <https://www.elwatan.com/edition/actualite/faut-il-des-representants-au-hirak-28-05-2019>

pouvoir de manière organisée et représentative, et, donc, à contraindre cette oligarchie à l'abolition de ces lois répressives ?

Structure et direction

Enfin, on trouve cet argument : « dire au mouvement « structurez-vous », c'est faire preuve d'une méconnaissance complète de la nature du soulèvement populaire, et c'est oublier les conditions de son apparition. Le mouvement est né de cette manière, sans structure qui le conduit, et sans désignation d'une direction qui en prendrait la responsabilité. On ne peut pas reproduire le FLN/ALN de la guerre de libération. »⁷⁷

Où est la preuve concrète irréfutable démontrant que le soulèvement populaire est apparu sans structure et direction ?... Certes, on ne les voit pas de manière publique. À ce propos, les uns avancent l'hypothèse d'une manipulation étrangère, en connivence avec des harkis internes, d'autres nient toute existence de structure et de direction, comme le cas ci-dessus.

Comment donc un mouvement populaire peut non seulement surgir, mais se maintenir dans le temps, en manifestant un comportement tactique intelligent, de manière *totalem*ent spontanée ?... Pour ma part, durant une manifestation à Oran⁷⁸, j'ai vu en action des organisateurs, des meneurs, des personnes distribuant le même slogan aux personnes pour les brandir, des personnes lisant sur des feuilles de papier des slogans adaptés à la conjoncture. Peut-on, alors, nier « structure » et « direction » au mouvement ?

Se contenter d'affirmer que « le peuple algérien » a trouvé la manière efficace d'agir, c'est plutôt vague et non conforme totalement à la réalité. En effet, tout peuple n'est-il pas composé de personnes, et que certaines parmi elles, en cas de soulèvement, deviennent des meneurs et des leaders, de manière plus ou moins spontanée et plus ou moins ouverte (par crainte de répression) ?

On trouve un cas où la même personne affirme que le soulèvement populaire n'a pas de leaders, puis, ensuite, déclare « Quant à la question des

⁷⁷ Voir <https://www.elwatan.com/edition/actualite/madjid-benchikh-professeur-emerite-a-luniversite-de-cergy-pontoise-et-ancien-doyen-de-la-faculte-de-droit-dalger-nous-ne-sommes-quau-tout-debut-de-la-lutte-pour-la-26-05-2019>

⁷⁸ Voir ci-dessus « *Dégagez tous !* » sans « *Engageons-nous tous !* » à quoi sert-il ?

représentants du Soulèvement, si le pouvoir est animé par la volonté politique de trouver des solutions, il sait où les trouver. Pour une fois, les renseignements dont dispose le DRS pourraient être utiles pour les trouver »⁷⁹. N'est-ce pas là une contradiction ? Comment peut-on, d'une part, nier que le mouvement dispose de représentants et, d'autre part, affirmer que le DRS peut les trouver, s'il le veut ? Et n'est-ce pas là une étrange manière de découvrir des représentants au mouvement populaire, une manière policière qui n'a rien de démocratique ?

Enfin, qui donc parle de « reproduire le FLN/ALN de la guerre de libération », autrement dit une direction qui s'est *imposée* et a réussi à conquérir le peuple ?... Pourquoi oublier les deux expériences *autogestionnaires* du peuple algérien : celle économique juste après l'indépendance, et celle sociale des comités de villages en Kabylie, en 2001 ?

Et est-ce un hasard si, avant le surgissement de l'intifadha populaire, ces mêmes « personnalités » traitaient le peuple de totalement soumis à son ventre, à la religion et aux subventions gouvernementales, bref d'être un « *ghâchi* » (foule), une populace moutonnaire ?

Le plus risible, - quoique de bonne guerre opportuniste -, c'est de voir des « personnalités » qui ont fait partie de l'oligarchie, d'une manière ou d'une autre, pendant un temps plus ou moins long, et donc ont bénéficié de privilèges de « carrière », donner actuellement des conseils au mouvement populaire pour lui dire de se conduire avec « modération », « bon sens » et « sagesse »⁸⁰ et, même parfois, osent se proposer (ou se faire proposer par leurs harkis de service) comme d'éventuels « représentants » pour parler au nom du peuple avec l'autorité étatique.

Mais, ce peuple algérien ne s'est-il pas conduit, jusqu'à présent, avec bon sens et sagesse ? Même quand des policiers tabassaient des adultes ou des étudiants, ceux-ci n'ont-ils pas eu la modération de ne pas répliquer par la violence, mais, au contraire, de réagir par leur mot d'ordre : « *Silmyâ !* » (Pacifique) ? À moins que par « modération », « bon sens » et « sagesse »,

⁷⁹ Voir <https://www.elwatan.com/edition/actualite/madjid-benchikh-professeur-emerite-a-luniversite-de-cergy-pontoise-et-ancien-doyen-de-la-faculte-de-droit-dalger-nous-ne-sommes-quau-tout-debut-de-la-lutte-pour-la-26-05-2019>

⁸⁰ Voir <https://www.algeriepatriotique.com/2019/05/28/une-contribution-de-driss-al-jazairy-le-hirak-requiert-sagesse-et-moderation/>

les ex-profiteurs de l'oligarchie régnante entendent que le peuple doit renoncer à certaines de ses revendications, jugées trop « radicales ». Une manière pour ces « conseillers », de préparer le terrain pour faire partie de la nouvelle caste dirigeante. Chaque époque et chaque nation ont leurs « marsiens », les opportunistes du dernier quart d'heure. En Algérie, on sait comment ces « marsiens » furent la base sur laquelle s'est construite la « issaba » qui a dominé jusqu'à aujourd'hui, par le vol des biens de la nation, l'exploitation du peuple et la terreur qui l'empêchait de se révolter contre la *hogra* (humiliation) institutionnalisée.



Des représentants de l'intifadha populaire : 2. Sont-ils nécessaires ?

Le Matin d'Algérie, 11 juin 2019

La Tribune Diplomatique Internationale, 15 juin 2019

Algérie Patriotique, 23 juin 2019

La première partie de cette contribution est déjà, en partie, une réponse affirmative à la nécessité d'une représentation pour l'intifadha populaire algérienne, comme, par ailleurs, de tout autre soulèvement contestataire dans le monde contre une oligarchie dominante. Toutefois, examinons pourquoi tout mouvement citoyen contestant une oligarchie exige de se doter de représentants *autonomes*, bien que cette allégation est d'une totale banalité pour qui connaît l'histoire sociale.

Dans la partie précédente de cette contribution, furent exposés les motifs qui expliquent pourquoi des « personnalités » dites de l' « élite » osent affirmer qu'un mouvement social n'a pas besoin, ou n'a pas « pour le moment » besoin de représentants.

Risques

Que le leader incarnant le pouvoir étatique, en l'occurrence en Algérie actuellement le chef de l'État-major de l'armée, appelle les manifestants à se doter de représentants, pourquoi s'en offusquer ?

Dans cette proposition, soupçonner un piège, cette hypothèse – certes, compréhensible - suffit-elle pour dénier au mouvement populaire l'exigence de se doter de représentants ?

Évoquer la crainte - légitime - que d'éventuels représentants du mouvement populaire, une fois élus, soient récupérés sinon physiquement éliminés (par des agents du pouvoir étatique ou, - ne l'oublions pas – par des éléments appartenant à des officines étrangères impérialo-sionistes), cette crainte suffit-elle, là encore, pour que le mouvement populaire renonce à se doter de représentants ?



Certes, tous les risques existent. Mais toute confrontation sociale conséquente ne peut pas en faire l'économie. Ce qu'il faut, c'est, d'une part, satisfaire la nécessité *stratégique* de se doter de représentants, et, d'autre part, prendre toutes les précautions et toutes les mesures possibles afin que ces représentants accomplissent leur mandat de manière satisfaisante.

Disons le clairement, quoiqu'il s'agisse encore d'une autre banalité toute élémentaire, quand pas d'une lapalissade : tout mouvement social ne peut pas se développer et s'affirmer efficacement sans disposer de structuration, de laquelle émanent démocratiquement une direction et une représentation autonomes. C'est là affirmer simplement ce que l'histoire humaine enseigne, quelques soient l'époque et la nation.

Le plus *vite* un mouvement social se dote de manière de cette organisation, puis d'une direction et d'une représentation, le mieux cela vaut.

À ce sujet, certains estiment qu'il faut laisser, donner au mouvement social le *temps* de faire mûrir ces exigences. Dans ce cas, il ne faut jamais oublier que précisément, dans les circonstances de bouillonnement d'un mouvement social, le temps est l'un des éléments-clé *fondamentaux* du mouvement social. Des deux adversaires en présence, - le pouvoir étatique d'une part, et le mouvement social de l'autre -, celui qui maîtrisera le mieux le facteur temps l'emportera. Il en est de la confrontation sociale exactement comme dans la confrontation militaire.

Cependant, il faut faire *vite lentement*. *Vite*, parce que cela permet de disposer du plus de moyens possibles et d'anticiper sur les actions de l'adversaire ; *lentement*, parce qu'il s'agit de concrétiser les objectifs en estimant convenablement tous les éléments qui entrent en jeu. À ce sujet, rappelons une des règles de guerre (sociale ou militaire) : connaître suffisamment l'adversaire et connaître suffisamment soi-même, donc évaluer convenablement les aspects où chacun des deux est fort et faible.

Quelques soient les motifs invoqués, un mouvement social qui ne dispose pas d'une organisation, d'une direction et de représentants *autonomes*, ce mouvement démontre son impuissance et se condamne à l'échec ! Encore une fois, toute l'histoire humaine le démontre. C'est là une loi dans le domaine social, qu'on le veuille ou pas. La nier, c'est soit ignorer l'histoire sociale et ses enseignements, soit tromper le peuple afin de l'empêcher de se doter des indispensables leviers lui permettant de concrétiser ses revendications, et donc récupérer son mouvement au bénéfice des membres de l'« élite » auto-proclamée salvatrice.



Difficultés

Bien entendu, se doter d'une auto-organisation, de laquelle sortiront une direction et une représentation n'est et n'a jamais été facile, dans aucun mouvement populaire du monde. Car les opinions et les positions sont différentes, quand pas opposées, mais se tolèrent parce que dirigées toutes contre un adversaire commun.

Cependant, à supposer de réussir à éliminer ou neutraliser l'adversaire (« Dégagez tous ! »), les objectifs de ce qu'il convient de construire divergent et même peuvent s'opposer. Dans certains cas historiques, ils ont même débouché sur des guerres sanglantes (Russie entre mencheviks et bolcheviques, Chine entre communistes et nationalistes, Espagne entre libertaires et staliniens, Algérie entre FLN et MNA, etc.).

De ces faits, certains tirent argument que le mouvement social éclaterait s'il décide de se doter d'une direction et d'une représentation. L'objection est que sans ces deux éléments, le mouvement ne dépassera jamais la phase de la protestation publique. Tout au plus, comme on le constate actuellement en Algérie, - c'est le cas partout ailleurs dans le monde -, des soit disant « personnalités » de la soit disant « élite » ou « société civile », liées ou non au système oligarchique, se proposeront comme solution salvatrice. Or, ces « personnalités » ne l'ont jamais été. Tout au plus, - cela fut dit dans la première partie -, en cas de réussite de leur prétention, elles édifient une nouvelle caste oligarchique, plus « démocratique » parce qu'elle concède au peuple des miettes refusées par l'oligarchie précédente. C'est le prix à payer pour conquérir le pouvoir, quitte, par la suite, une fois l'oligarchie devenue puissante, à supprimer les concessions consenties par la conjoncture.

Or, - voici encore une autre banalité élémentaire -, un peuple ne peut être sauvé que par *lui-même*. Et il ne peut le concrétiser qu'en sachant se doter de ce que le fonctionnement social lui impose : une organisation autonome, une direction et une représentation.

Adaptation

Reste au mouvement social de chercher et de découvrir les conditions concrètes lui permettant de trouver la méthode la plus efficace, la plus rapide et la plus démocratique pour se doter des éléments organisationnels lui permettant de concrétiser ses revendications légitimes.



Certains ont proposé que dans chaque commune, chaque daïra, chaque willaya, les manifestants se choisissent des représentants, sous mandat *impératif*, dotés d'un plan d'action précis, puis, que cette assemblée d'élus, à son tour, se choisit par élection identique un groupe de représentants aptes à rencontrer ceux étatiques pour les négociations à tenir.

Ce genre d'initiative requiert une auto-organisation, du local jusqu'au national, donc des débats, et pour les réaliser, il faut des lieux, du temps et des citoyens disponibles. Il faut que les paroles se concrétisent en structure organisationnelle, et que cette dernière ne se transforme pas en bureaucratie stérile ou contre les intérêts des mandataires populaires.

Inutile de proposer des schémas : si le peuple en vient à la conscience de la nécessité de s'auto-organiser, il saura comment s'organiser. À ce sujet, les expériences internationales et algériennes (autogestion après l'indépendance et comités de village du mouvement populaire de 2001) sont des pistes (non des recettes) dont il faut s'inspirer. En adoptant comme règle : partir du local spécifique et traditionnel en ayant comme horizon l'expérience humaine mondiale.

Peuple auto-sauveur

En affirmant la confiance dans les capacités populaires non seulement à manifester publiquement, mais à s'auto-organiser, il n'y a pas à s'étonner que toutes les « personnalités » de toutes les « élites » ricaneront en parlant de « démagogie », d' « utopie », d' « anarchisme » et autres joyeusetés. Ces « personnalités » l'avaient déjà fait du temps pas lointain où le peuple algérien était traité, par elles-mêmes !, de « tube digestif », d' « aliénés et obsédés sexuels et/ou religieux », de « résignés méritant leur sort », et autres étiquettes infamantes. Faut-il s'étonner que des « libéraux » traitent ainsi les peuples, quand même les marxistes orthodoxes ont toujours nié aux peuples une capacité auto-organisatrice, le traitant tout au plus d' « économisme » (Lénine), autre manière de l'accuser de ne penser qu'à son « tube digestif ». Bien entendu, ce type d'accusation légitimait le fait de s'auto-délivrer le beau rôle d' « avant-garde consciente et... scientifique », avec les résultats désastreux qu'on connaît : le totalitarisme des goulags (faut-il préciser qu'il commença au temps où Lénine et Trotski étaient au pouvoir?).

Pourtant, à plusieurs époques et dans plusieurs pays, à commencer par la merveilleuse révolte des esclaves qui s'étaient choisis Spartacus comme représentant, le peuple (alors, celui des esclaves) a démontré ses capacités



auto-organisationnelles. Faut-il rappeler que c'est la trahison et non une stratégie déficiente qui causa la défaite de l'armée des esclaves conduite par Spartacus ? Les échecs des mouvements populaires radicaux ont tous eu comme causes une carence en terme d'*organisation*, de *direction* et de *représentants*. En témoignent toutes les personnes qui avaient participé directement à ces mouvements.

La question

Bien que de précédentes contributions ont exposé des motifs d'une absence de représentation autonome de l'intifadha populaire actuelle, reste, néanmoins, à se poser encore la question : pourquoi les manifestants algériens actuels continuent, après une quinzaine de vendredis de présence dans les rues, de demander au détenteur du pouvoir actuel d'opérer le changement radical qu'ils réclament, tout en lui exigeant « Dégage ! », au lieu de se mettre, ces manifestants, à construire de manière libre, égalitaire et solidaire leur propre structure d'où émaneront démocratiquement une direction et des représentants tout aussi démocratiques, en mesure d'entreprendre les négociations nécessaires.

Reste à savoir ce que le mot « démocratie » signifie. Ce sera l'objet d'une prochaine contribution⁸¹.

⁸¹ Voir ci-dessous.

« Hirak » ou « intifadha » ?

Le Matin d'Algérie, 9 juin 2019
Algérie Patriotique, 10 juin 2019

Pour désigner le mouvement populaire algérien de 2019, voici la motivation de la préférence pour le mot « *intifadha* ».

Le terme arabe « hirak » fut employé au Yémen en 2007 pour désigner un mouvement politique et armé, puis au Maroc pour indiquer le mouvement populaire pacifique du Rif depuis 2016. « Hirak » signifie littéralement « mouvement », un terme trop vague, trop neutre, « chewing-gum », passe-partout.

Par contre, le mot « intifadha » se traduit exactement par « soulèvement ». En outre, il contient l'idée de « secousse salutaire » ; en arabe classique, comme dans le langage populaire algérien, le verbe « anfadh » se dit « secouer » ; on dit, « anfadh rouhak ! » (secoues-toi !), par exemple « de ta léthargie », ou, encore, «anfadh kassoutak » (secoue tes vêtements) pour en supprimer les saletés, les rendre propres. Ce qu'on appelle le mouvement populaire algérien de 2019 est, de fait, un « *soulèvement* » contre une oligarchie trop prédatrice, afin de se « *secouer* » de sa léthargie, de se débarrasser des saletés sociales dont il est victime, pour retrouver sa propriété (sa dignité).

Il est vrai que le terme « intifadha » rappelle une lutte exemplaire d'un peuple pour sa dignité, celle du peuple palestinien contre une oligarchie coloniale. Bien entendu, ce combat est pacifique et armé.

Toutefois, il n'en demeure pas moins que le terme « intifadha », répétons-le, signifie « soulèvement », « secousse salutaire ». Alors, est-il légitime de rejeter ce mot parce qu'il rappelle la résistance palestinienne à l'occupation israélienne ?

Il est également à noter que les officines de propagande impérialo-sionistes n'aiment pas le terme « intifadha », parce qu'il évoque, précisément, le colonialisme dont est victime le peuple palestinien. Dès lors, ces mêmes officines trouvent convenable le mot « hirak ». Après tout, il ne signifie rien d'autre, comme déjà précisé, que « mouvement », un terme



« politically correct », très convenable à la propagande idéologique impérialo-sioniste. Dites par exemple à un membre du peuple, « hirak » puis « intifadha » ; vous constaterez que le second terme le fera sursauter et attirera son attention davantage que le premier terme.

Ne l'oublions jamais : les mots ne sont jamais innocents ! Ce sont des armes, de combat émancipateur ou d'aliénation dominatrice. Attention à leur utilisation adéquate, pour éclairer ce combat émancipateur, et non pas faire le jeu, par manque de vigilance, du langage de la propagande oligarchique, aliénante dominatrice. Et méfiance de ceux qui accuseraient cette vigilance d'excès, de trop mettre les points sur les i. C'est de cette précaution linguistique que dépend la désaliénation mentale, donc le résultat concret du combat pour l'émancipation libératrice.

Dès lors, « intifadha » n'exprime-t-il pas au mieux, le plus fidèlement possible l'équivalent « soulèvement », à savoir l'action contestataire citoyenne actuelle du peuple algérien, comme de tout peuple luttant pour sa liberté, d'une manière pacifique et/ou armée ?

S'agissant des compatriotes amazighes, si leur préférence va à un terme tamazight, qu'ils l'utilisent, équivalent à « soulèvement ». C'est là un enrichissement lexical.

Ceux qui décrivent cette intifadha algérienne actuelle comme « thaoura » (révolution) utilisent le mot de manière abusive. En effet, ce mot indique un changement *radical* abolissant un système socio-politique au bénéfice d'un autre. Nous n'en sommes pas à ce stade en Algérie, de manière concrète, bien que les manifestants appellent à ce genre de changement. Ce n'est qu'à l'avènement dans les faits de ce dernier, qu'alors il s'agira de « thaoura » (révolution).

Quant au mot « insurrection », en arabe on trouve « تمرد » (« tamarroud », évoquant une « maladie ») et « عصيان » (« Soussyâne », soit « entêtement », « désobéissance »). Ce sont là deux termes qui ridiculisent la noblesse de ce qu'est une insurrection, donc qui ne peuvent émaner que d'une oligarchie. J'ignore si la langue arabe a un réel équivalent du terme « insurrection » ; pourtant, ce type d'action eut lieu plusieurs fois dans les pays pratiquant l'idiome arabe.

En passant, notons l'étrange facilité avec laquelle le mot « hirak » est adopté par des manifestants (pas tous), et employé par la majorité des médias dominants oligarchiques, locaux et étrangers (et même certains alternatifs), ainsi que par des « personnalités » de l'« élite » de la « société civile ».



Notons également l'étrange succès d'une chanson telle que celle intitulée « Liberté ». La désolante superficialité du contenu et le recours à une langue française, en outre médiocre, conviennent, bien entendu, à toute personne de conscience politico-sociale également superficielle et encore néo-colonisée linguistiquement, même dans ses chansons prétendument « populaires ». Le peuple algérien, quoiqu'on dise, d'abord, préfère exprimer ses revendications et chants dans ses langues maternelles (arabe algérien et tamazight), et, ensuite, a une conception de la liberté qui ne consiste pas seulement à ne pas en avoir « peur », mais à la concrétiser comme revendication fondamentale lui permettant de jouir de ses droits légitimes.

Certains objecteront que c'est là des considérations d'un aigri qui a constaté que le chant qu'il a proposé est resté ignoré⁸². Il est vrai que la « marchandise-spectacle », faussement contestataire, plus exactement cette sorte de contestation qui conforte les oligarchies dominantes, est ce que préfère et alimente leur système idéologique, partout dans le monde. Hélas ! Quand un chant comme « *L'Internationale* » sera de nouveau composé et chanté par les peuples en lutte pour leur émancipation ? Ce chant, écrit par un authentique ouvrier cordonnier, membre de l'inoubliable Commune de Paris de 1981, fut malheureusement récupéré et sali par des oligarchies prétendument « prolétariennes ». Pourtant, il proclamait : « *Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes / Du passé, faisons table rase / Décrétons le salut commun* ». Et quand l'intifadha algérienne actuelle produira un chant à la hauteur de notre très beau « *Min jibâlinâ* » du temps de la guerre de libération nationale ?

Revenons à « intifadha ». Voici une explication sur sa transcription en lettres latines. Le « h » suivant le « d » consiste à ne pas faire du suivisme néo-colonial occidental, qui écrit le mot « intifada » sans le « h ». Insérer cette lettre, c'est respecter fidèlement le terme original. En celui-ci, la lettre arabe n'est pas le « d » (د) mais une lettre plus compacte (ض). Les Occidentaux n'ont aucune difficulté à la prononcer, car elle est proche du « th » anglais. D'où le « d » suivi du « h ». Est-là du purisme ?... C'est simplement veiller au respect de la translittération d'une langue, et, ainsi, s'agissant d'une langue d'un peuple anciennement colonisé, à nous émanciper du néo-colonialisme de manière radicale, ce qui implique le domaine linguistique, pour faire partie dignement de la communauté humaine mondiale⁸³.

⁸² Voir ci-dessus « *De nos rues s'élèvent les voix libres* ».

Démocratie, mais laquelle ?

Algérie Patriotique, 18 juin 2019

Le Matin d'Algérie, 20 juin 2019

La Tribune Diplomatique Internationale, 19 juin 2019

S'il y a un mot qui fut, demeure et sera le plus utilisé, c'est bien celui de « démocratie ». Oh ! Merci à ceux qui ont l'affront de la dénoncer publiquement comme nuisible : tous les autoritaires totalitaires, laïcs ou cléricaux du monde. Au moins, avec ces gens-là, la situation est totalement claire. Ce sont des ennemis déclarés de toute forme de démocratie.

Il reste les prétendus « amis », « partisans » et « défenseurs » de ce qu'ils appellent la démocratie.

Dans ce texte, contentons-nous d'une présentation essentielle, espérons non superficielle. L'important est de fournir quelques éclaircissements offrant des pistes de réflexion.

Invention

Commençons par les inventeurs du mot, les Grecs antiques. D'abord, il faut leur reconnaître le mérite d'avoir créé cette idée, ce concept. Ensuite, il faut ne pas être dupe. Ce sont les membres de l'oligarchie dominante athénienne qui ont vanté et défendu cette démocratie. En fait, elle existait uniquement entre les membres de cette oligarchie, détentrice du pouvoir étatique, économique et idéologique dans la cité. Le peuple, les femmes et les esclaves, autrement dit la grande majorité de la population, en étaient totalement exclus. Ce fut cela la démocratie athénienne. Et elle fut impérialiste envers les autres cités et territoires de la Grèce, et même au-delà, notamment en Italie du sud.

⁸³ Le problème linguistique est développé dans mon essai « *DÉFENSE DES LANGUES POPULAIRES : le cas algérien* », o. c.



Démocraties oligarchiques : premières adaptations

Dans la Rome antique, les luttes citoyennes du peuple réalisèrent un progrès. Dans la République romaine, elle aussi impérialiste, l'oligarchie, constituée par les patriciens (les membres du Sénat, l'empereur) furent obligés de reconnaître des droits au peuple travailleur qui parvint à élire ses représentants, les plébéiens.

Bien que les patriciens s'efforcèrent de maintenir le pouvoir entre leurs mains, en excluant totalement les représentants de la « plèbe », ces derniers parvenaient néanmoins à infléchir le degré d'exploitation-domination exercé par l'oligarchie sur le peuple. Ce progrès nécessita des guerres civiles sanglantes où le peuple laborieux (les plébéiens) furent obligés de payer le prix le plus coûteux.

Vint ensuite l'obscur période féodale, où le mot même de démocratie s'évanouit. Quand cette époque funeste entra dans des contradictions insolubles, les communes commencèrent à se former puis à revendiquer leurs droits. Ce fut la naissance de la bourgeoisie marchande et financière.

Avec le développement de ses activités économiques, elle comprit qu'il lui fallait éliminer la caste féodale, devenue parasitaire. C'est alors que progressivement le mot démocratie revint à l'ordre du jour. Cet idéal convenait à la bourgeoisie. Il impliquait la liberté... du commerce, d'investir et de réaliser des profits (au détriment des autres), jusqu'à parvenir au fameux slogan du ministre Guizot « Enrichissez-vous ! », bien entendu sans dire par quel moyen, car on le savait au détriment des victimes de cet enrichissement d'une minorité privilégiée. Dans cette perspective, la religion fut, évidemment, embrigadée, notamment sous sa forme protestante, au prix de guerres civiles monstrueuses. « Tuez-les tous et Dieu reconnaîtra les siens ! » fut le slogan favori.

Mais la caste féodale résistait, tenait à son parasitisme, cherchant à exploiter à son profit la bourgeoisie naissante, plus riche. Les contradictions devinrent telles que la bourgeoisie fut obligée de recourir à la révolution armée, d'abord en Angleterre (Cromwell), puis en France (1789).

Les révolutionnaires français mirent en avant le slogan « Liberté, Égalité, Fraternité ». Mais très vite, environ trois années après, des éléments de la *bourgeoisie*, dont Robespierre était le représentant le plus en vue, transformèrent la liberté en celle du... commerce, au détriment des libertés politiques, éliminées à coups de guillotine contre ceux qui défendaient une

liberté en faveur du peuple travailleur (Hébertistes, babouvistes, « Enragés », « Sans culottes »). L'égalité, elle, fut enterrée, ainsi que la fraternité, manière familière à l'époque, peut-être un reste de féodalisme, pour désigner la solidarité. Et, pour se légitimer, Robespierre et sa clique inventèrent une nouvelle religion, celle de l'« Être Suprême », pour aliéner le peuple à leur pouvoir oligarchique.

Quant à la république qui vit le jour aux États-Unis, dans la Constitution le mot « démocratie » n'y figurait pas ! Et les droits du citoyen proclamés ne comprenaient pas les esclaves. Le pays nouvellement colonisé, au prix des génocides de populations autochtones que l'on sait, fut la proie d'une oligarchie de type nouveau. Mais, au fond, elle fonctionnait comme celles antiques grecque puis romaine.

Adaptations modernes

Ainsi, la classe bourgeoisie, à travers ses représentants politiques (également économiques et idéologiques), parvint à dominer entièrement le pouvoir étatique, renforçant en retour son pouvoir économique et son emprise idéologique. Le système capitaliste était né. On l'orna du substantif « *libéral* », en référence, évidemment, à la « sainte » liberté, celle d'exploiter les plus faibles, à savoir la majorité du peuple.

On prit le soin de légitimer ce système également par la religion. La Bible affirme la volonté divine de créer des riches (autrement dit les exploités) et des pauvres (les exploités). Les Évangiles accomplirent un progrès. Ils fustigeaient les riches (exploiteurs) et honoraient les pauvres (exploités) en déclarant que les premiers n'entreront pas plus au Paradis qu'un chameau au travers de l'ouverture d'une aiguille, tandis que les seconds bénéficieront pleinement du Paradis. Ainsi, les castes cléricales juive et chrétienne ont pu jouir de privilèges, en échange de la légitimation qu'elles accordaient à l'oligarchie.

Ce système capitaliste entraîna ce que sa nature même devait entraîner : l'expansion coloniale, l'invasion armée des autres territoires disponibles, les génocides de leurs peuples et la rapine de leurs matières premières. La propagande de l'oligarchie bourgeoise appela ces actions criminelles la « découverte » du « nouveau monde », où elle déclarait porter, déjà !, la « liberté », la « démocratie », et, avec elles, la « civilisation », qui comprenait la « révélation chrétienne ».



Ainsi, sont nées les « démocraties libérales ». Deux mots plutôt qu'un seul masquaient mieux la laideur du système exploiteur-dominateur, tout en l'enjolivant. En effet, la démocratie se partageait uniquement entre les castes formant l'oligarchie, par exemple les « républicains » et les « démocrates ». Tout autre parti qui se proposait de défendre la classe des exploités était dénoncé, d'abord comme « athée », ensuite comme « anarchiste », « socialiste », « communiste ». Quand la stigmatisation verbale ne suffisait plus, la neutralisation s'opérait par la répression policière, puis armée, soit de manière camouflée (milice de gangsters) sinon ouverte (l'armée). Nous en sommes encore là.

Tentative avortées

Le développement de la bourgeoisie capitaliste provoqua celui de la classe qu'elle exploitait pour s'enrichir : les travailleurs des manufactures.

À son tour, ceux-ci, à travers une élite intellectuelle à leur service, tenta d'imiter la bourgeoisie en s'organisant pour effectuer une autre sorte de révolution : « prolétarienne », pour éliminer le système capitaliste et le remplacer par un autre d'où seraient exclue toute forme d'exploitation économique, de domination politique et d'aliénation idéologique.

Hélas et beaucoup de fois hélas !... Comme dans les révolutions bourgeoises, notamment française, l'idée et la stratégie qui s'imposèrent ne furent pas celles d'un mouvement social qui s'auto-émancipait avec ses propres forces (position de l'anarchisme libertaire). Au contraire, ce mouvement social devait se soumettre à une « élite » qui s'auto-proclama « scientifique et unique révolutionnaire » (position marxiste). En ceci, la théorie de Marx, après des écrits de jeunesse certes libertaires, se révéla être, dans sa nature fondamentale, une vision bourgeoise parce que de caste élitaire et autoritaire. Et comme l'idéologie dominante de l'époque était ainsi caractérisée, le marxisme l'emporta sur l'anarchisme libertaire, avec les résultats que l'on sait. L'expérience concrète fut l'impitoyable et objective critique des prétentions marxistes, déjà dénoncées lors de leur apparition par ceux qui désiraient sincèrement « Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes ».

Le résultat du mouvement prolétarien fut dans son essence identique à celui de la révolution bourgeoise. Une caste nouvelle s'empara du pouvoir étatique, s'enrichit économiquement et domina idéologiquement. Avec la révolution française, cette oligarchie fut bourgeoise capitaliste ; avec la révolution russe, et celles qui l'imitèrent, cette oligarchie fut capitaliste

étatique, et son aspect bourgeois fut masqué par une rhétorique « prolétarienne ». Voilà pourquoi les structures sociales fondamentales demeurèrent d'essence bourgeoise capitaliste, quoiqu'en disaient les leaders qui continuaient à oser l'imposture de se proclamer « prolétariens ».

« Démocratie populaire »

Cependant, dans le naufrage du mouvement des peuples laborieux, cette expression est à noter. À première vue, « démocratie » et « populaire » semblent synonymes, des pléonasmes. En effet, *demos-cratos* signifie pouvoir du peuple ; dès lors, pourquoi ajouter l'adjectif « populaire » ?... Eh bien, pour distinguer la démocratie bourgeoise de celle populaire.

La démocratie bourgeoise reste fondamentalement semblable à la première forme de démocratie, celle athénienne : une minorité oligarchique se partage les pouvoirs étatique, économique et idéologique au détriment de la majorité de la population. Ajoutons-y l'impérialisme, ne l'oublions pas.

À la majorité de la population, constituée de travailleurs dans diverses professions, est concédé le droit de vote pour choisir quel... *clan* de la caste oligarchique détiendra le pouvoir, au nom de la Cité (Athènes) ou de la nation (époque moderne). Et les appareils idéologiques médiatiques de l'oligarchie bourgeoise sont là pour conditionner le peuple à opter pour le vote non seulement « utile » mais... « libre » !.. Là est l'immense succès machiavélique de la bourgeoisie capitaliste impérialiste : convaincre le peuple qu'il est totalement libre de choisir ses représentants. En effet, l'apparence y est, mais pas la nature *essentielle* du phénomène des élections. Il y a donc, en effet, une démocratie mais *bourgeoise*. Mais ses représentants n'emploient jamais l'adjectif, car il dénoncerait la nature sociale de cette démocratie, à savoir un système où une minorité oligarchique vit au détriment de la majorité de la population.

Par contre, dire « démocratie populaire », c'est préciser la *caractéristique* de cette démocratie : en l'occurrence, celle qui sert les intérêts du peuple. Et c'est bien là la forme de démocratie la plus complète, la plus authentique, la meilleure. En effet, ce type de démocratie implique : 1) la liberté, mais pas au détriment des autres, y compris dans le domaine économique ; s'il y a profit, il doit être au service de la communauté entière, et non pas uniquement d'une minorité oligarchique ; 2) ce genre de liberté authentique implique l'égalité entre tous les membres de la communauté humaine, et non pas uniquement entre les membres de l'oligarchie ; 3) ce type de liberté et

d'égalité implique la solidarité entre tous, et non pas uniquement entre les membres des divers clans constituant l'oligarchie.

Encore hélas et beaucoup de fois hélas !... Ce merveilleux concept de démocratie populaire fut récupéré, détourné, sali et avili par les castes marxistes ou marxisantes et leurs avatars « populistes » et « nationalistes » qui prirent le pouvoir dans certaines nations, dont l'Algérie... Au point que cette magnifique et juste expression, démocratie populaire, est devenue pratiquement inutilisable, inopérante, l'objet de sarcasmes à jute titre, car montrant une méprisable imposture. En effet, qu'y avait-il ou qu'y a-t-il de réellement démocratique et populaire dans les nations qui se déclaraient ou se déclarent telles ?

Voilà pourquoi les expériences prétendent « révolutionnaires », « pour » le peuple ont échoué, parce que rejetées par le peuple lui-même qui se rendait compte de la tromperie. Il finissait par constater que les soit disant « leaders », « guides », « sauveurs » populaires, et autres titres ronflants, étaient, en réalité, une forme inédite d'oligarchie. Même pire que celle de capitalisme privée, car elle était totalitaire : interdits les syndicats autonomes de travailleurs, interdite la liberté d'association et d'opinion, interdite et impitoyablement réprimée toute contestation de la part du peuple de cette monstrueuse oligarchie.

Voilà pourquoi actuellement, partout dans le monde, le peuple et les intellectuels qui s'en soucient peinent énormément à trouver les mots, les idées, les concepts pour indiquer un système social *réellement* juste à construire. Certains parlent d'« État de droit », de « justice indépendance », de « droits humains », de « liberté », de « démocratie » (et même de « civilisation » !), sans autre précision. Cependant, celle-ci est donnée par les situations de plus en plus précaires des peuples, les enrichissements de plus en plus scandaleux de minorités oligarchiques, et les agressions de plus en plus criminelles contre l'humanité des divers impérialistes, néo-colonialistes et ce qui reste encore de colonialistes.

Mais combien notent que les mots « démocratie », « liberté », « État de droit », « justice indépendante », « droits de l'homme », etc., ne sont jamais accompagnés des termes « *égalité* » et « *solidarité* » ? C'est-à-dire ces deux termes qui donnent précisément aux autres mots leur définition et leur contenu les plus authentiques, les plus humains, parce que ces deux mots jamais prononcés, égalité et solidarité, englobent tous les êtres humains sans exception, donc élimine toute forme d'oligarchie, donc d'exploitation économique par l'intermédiaire d'une domination politique, légitimée par un

conditionnement idéologique... Celui qui objecterait que ces réflexions sont « extrémistes », « trop radicales », etc., qu'est-il sinon un privilégié, d'une manière ou d'une autre, du système social qui réduit les peuples aux misères qui, elles, sont extrêmes et radicales ?

Quand donc finira le jeu de dupes (dupeurs et dupés) de ceux qui emploient le mot « démocratie » pour exploiter-dominer de façon machiavélique, ignominieusement criminelle, les peuples de la planète, pour arriver enfin à un emploi de ce terme de manière conforme aux intérêts de l'humanité entière ?⁸⁴

⁸⁴ Sur le thème de la démocratie, des approfondissements se trouvent ici : « *LA GUERRE, POURQUOI ? LA PAIX, COMMENT...* », « SECTION I. LES FACTEURS DE GUERRE / PARTIE II. POUVOIR ou qui commande au détriment de qui ? Et pourquoi ? », et « SECTION III. QUEL ORDRE ou qui tire profit du désordre ? / PARTIE III. POUVOIR ». Librement disponible ici : <https://www.editionselectronlibres-edizionalelectronliberi-maddah.com/ell-francais-sociologie-oeuvres-guerre-paix.html>

Dé-caporaliser l'université algérienne

Algérie Patriotique, 23 juin 2019

Le Matin d'Algérie, 25 juin 2019

La Tribune Diplomatique Internationale, 25 juin 2019

Lors de la journée nationale de l'étudiant, rappelant le 19 mai 1956, furent recueillis des témoignages, le premier d'enseignants⁸⁵, le second d'un étudiant⁸⁶. Bien qu'il s'agisse de protagonistes uniquement d'un département d'une université particulière d'Oran, ces témoignages reflètent la situation de l'université algérienne dans son ensemble.

Comme le reste des institutions en Algérie, l'université fut dès le départ, après l'indépendance, systématiquement caporalisée. Ce fut d'abord au nom du prétendu « socialisme », ensuite de la soit disant arabisation, enfin de ... n'importe quoi, pourvu que la situation profite à la minorité oligarchique dominante.

Toutes ces phases sont caractérisées par un fil noir : fabriquer des cadres administratifs-caporaux d'une immense caserne appelée université, où les enseignants sont contraints d'assumer le rôle de dresseurs d'étudiants réduits à des perroquets. L'argent sert aux bureaucrates et aux mandarins comme carotte pour leur faire jouer l'infamant rôle de courroie de transmission de la volonté de l'oligarchie. Oui, l'argent corrupteur maudit a étouffé le noble esprit générateur de culture. Et tout cela en se proclamant « vrai musulman », de la « famille révolutionnaire », « patriote » exemplaire. Imposture totale ! Mais profitable à l'oligarchie et à ses harkis⁸⁷.

Le résultat actuel est constaté par toutes les personnes honnêtes et objectives qui s'activent dans l'université : servilisme bureaucratique, donc médiocrité affligeante dans tous les domaines. Toute personne compétente et honnête est neutralisée, sinon écartée, quand pas obligée à démissionner, autrement carrément assassinée dans des conditions « mystérieuses ».

⁸⁵ Voir video in <https://www.youtube.com/watch?v=GfvPgKeuSM8&feature=youtu.be>

⁸⁶ Voir video in <https://www.youtube.com/watch?v=XpoTSJ2YrSk&feature=youtu.be>

⁸⁷ Dans le domaine politique et économique, un seul eut la courageuse honnêteté de reconnaître qu'il fut un « harki » du système oligarchique : Sid Ahmed Ghazali, ex-patron de la Sonatrach, puis ex-ministre.

Le curieux de ce constat est ce fait : du temps de la dictature militaire déclarée, une certaine résistance d'enseignants et d'étudiants parvenait, au prix d'une répression implacable, à sauver un peu l'université de sa réduction à un instrument de production et de reproduction de la servitude volontaire, et de sa conséquence, l'abêtissement de toute forme de connaissance susceptible de développement économique, social et culturel.

Mais, depuis la « libéralisation » économique du pays, l'argent de la rente a acheté presque toutes les consciences au bénéfice de l'oligarchie.

Bien entendu, entre-temps, les enfants de cette dernière, eux, bénéficient d'études dans des universités occidentales renommées, jouissant par la suite des privilèges qui en découlent. L'Algérie était, - et demeure encore -, la proie d'une bande de mafieux (« issâba »). Je me rappelle un échange avec un ami italien. Je lui reprochais le fait que l'État italien était corrompu par les infiltrations de la mafia. Il me répondit, en souriant : « Oui, c'est vrai, l'État italien est influencé par les membres de la mafia. Mais, chez vous, en Algérie, la mafia est au pouvoir ! »

Dès lors, les témoignages proposés en complément audio et video de cette brève contribution fournissent, en ce qui concerne les enseignants, les preuves concrètes de cette caporalisation programmée de l'université algérienne. Il faut être ignorant de la situation ou volontairement la nier, parce que bénéficiant de privilèges de caste, pour occulter cette volonté délibérée de réduction de l'université à une honteuse fabrique d'esprits bornés. Elle est néanmoins profitable à l'oligarchie mafieuse dont le seul but est de s'enrichir le plus vite, au maximum et par tous les moyens, au prix d'entraîner l'Algérie dans la pire des situations.

Parmi les enseignants compétents et honnêtes, beaucoup quittent avec amertume le pays pour des nations où leurs connaissances sont reconnues et bien rémunérées. Seule une minorité, soucieuse de sa dignité citoyenne au sein du peuple où elle est née, préfère rester et lutter, affrontant tous les risques, contre cette déchéance criminelle.

Quant au témoignage de l'étudiant, il expose les motifs de la révolte estudiantine en vue de redonner à l'institution universitaire le digne et indispensable rôle qu'elle doit avoir dans une nation méritant ce nom.

Laissons la conclusion à l'enseignante : « Mais ce soulèvement [l'intifadha populaire actuelle] nous a donné de l'espoir. (...) Il faut élire des gens pour nous représenter, il faut qu'on commence à réfléchir, à nous donner à faire, pour le bien de ce pays, de ce peuple ! »



Pour y parvenir, quelle est la solution la plus raisonnable et la plus juste ?... Ne consiste-t-elle pas à recourir à l'*élection* des représentants, aussi bien des gestionnaires administratifs, des enseignants que des étudiants : 1) sur base de la compétence technique doublée de l'éthique citoyenne, 2) de manière *démocratique* avec mandat impératif, c'est-à-dire avec révocabilité à tout moment en cas de manquement au mandat assumé ? N'est-ce pas cela l'indépendance de l'institution universitaire, selon le principe « par le peuple et pour le peuple » ?... il reste à l'intifadha populaire actuelle à concrétiser ce but ; il redonnera au peuple et à l'Algérie la dignité pour laquelle ses chouhadas ont consenti le sacrifice qui fut le leur.

*

**Vu l'objet, actuellement en processus, de cet ouvrage,
de futurs textes seront insérés au fur et à mesure de leur publication.**

Pour le savoir, écrire à :

contact@kadour-naïmi.com

